ECRITS POLITIQUES
FRANKLIN DELANO ROOSEVELT

COMBATS POUR DEMAIN

Table des matières

Préface

Il est inutile de tracer, pour le public français, le portrait physique du Président Roosevelt. Son visage était un des plus célèbres du monde — un des trois ou quatre — et, il faut bien le dire, celui dont l'apparition éveillait chez nous l'amitié la plus large, le sentiment le plus confiant, le plus préservé d'arrière-pensées et d'inquiétudes. Ce visage était vraiment devenu pour notre peuple, et pour bien d'autres, au sein d'une époque terrible, l'incarnation des bonnes chances qu'il y avait encore dans le monde, le conseil de ne pas désespérer. — Ce visage noble, tendre, baigné d'esprit, apparenté à ceux de plusieurs grands poètes ou grands sages de l'histoire; et le regard qui en était l'émanation fidèle; un regard d'une bonté un peu anxieuse qui semblait demander à la foule : « *Qui nous empêche de nous entendre et de sauver le monde, si réellement nous le voulons ?* ».

L'on connaissait aussi chez nous l'infirmité corporelle qui avait frappé jadis le Président et la lutte courageuse qu'il avait menée pour la réduire. Ce détail ajoutait à l'humanité de Roosevelt, le rapprochait des souffrants, narguait les doctrines brutales qui liaient toute supériorité à la superbe du sang et de la chair.

Les Français étaient moins familiers avec sa voix, qui était une voix bienveillante elle-même et affectueuse, un peu voilée en dépit de sa vigueur foncière, parfois, peut-être, un peu molle de contours.

C'est durant ses discours au Congrès que le Président prenait ses attitudes les plus caractéristiques. Il lisait, du ton d'un homme qui apporte la vérité, mais qui est aussi possédé par le besoin de toucher le cœur et de convaincre. Il y avait chez lui du professeur et du prêtre, un peu de l'avocat intègre, rien du tribun à notre mode, rien surtout du cabotin.

Souvent, il levait les yeux de son texte et les promenait rapidement sur l'assemblée comme pour dire : « *Nous sommes des amis, n'est-ce pas ? Et des justes. Des vérités que j'éprouve avec tant de force pourraient-elles ne pas se communiquer à vous ?* »

Je ne sais si l'on mesure, de ce côté-ci de l'Océan, à quel point la carrière de Roosevelt fut exceptionnelle. Il a été élu président quatre fois de suite, ce qui ne s'était jamais vu, ni même envisagé.

Dans ce pays qui, plus que tout autre, redoute le pouvoir d'un seul, et qui, s'il obéit au chef, n'a aucunement le culte du chef, se méfie par principe des abus et des périls qu'enferme la fonction de chef, Roosevelt a été le chef, pendant une période dont la longueur était sans exemple; et cette période se trouvait être la plus dramatique et la plus formidable que les États eussent vécue.

De ce fait déjà, par les responsabilités qu'il a été amené à prendre, par l'inflexion que sa présence a donnée aux événements, Roosevelt serait, avec Washington et Lincoln, et même aux yeux de ses adversaires, l'un des trois grands présidents de l'histoire des États-Unis. Autrement dit, il suffit, pour lui accorder sa place, de constater qu'il est celui qui a gouverné le plus longtemps dans les circonstances les plus difficiles.

Washington, Lincoln, Roosevelt, cette trinité de grands hommes se formera d'elle-même pour la postérité. Ce furent réellement de grands hommes, par le dedans, par la conscience et la mission et non pas seulement par la faveur des choses.

Notre époque a dû redécouvrir, au prix d'effroyables épreuves, l'importance des grands hommes. Il est apparu, çà et là, de malfaisants génies, en qui étaient portées au suprême degré les virtualités les plus dangereuses et parfois les séductions les plus diaboliques de l'être humain. Contre eux, la masse était souvent sans défense. Pour les combattre, pour les vaincre, il n'était pas assez, on l'a vu, de la lucidité commune, de l'énergie et de la ténacité propres à l'homme moyen. A ces champions du Mauvais Principe, il fallait opposer des champions du Bon Principe qui fussent d'une taille comparable. Les simples braves gens étaient, comme disent les sportifs, « surclassés ». Hélas ! De tels champions ont presque partout fait défaut, et aux moments les plus graves. La chance de l'Amérique — et de cette chance le monde entier a finalement profité — fut d'avoir Roosevelt. Elle s'en apercevra de plus en plus, à la réflexion. Elle constatera que la longue présidence de Roosevelt a coïncidé avec deux des plus graves conjonctures de la vie américaine, et que, de ces deux conjonctures, Roosevelt a tiré son pays avec honneur.

Pour l'historien futur, il sera intéressant de chercher ce que l'œuvre de Roosevelt doit à la nature et à la formation de l'homme.

C'était, à coup sûr, de naissance, un intellectuel et un méditatif. Mais d'autres exigences de son caractère le portaient à l'action, et même, sans détours préalables, sans années d'apprentissage de droite et de gauche, à l'action politique. Si bien qu'il y a peu d'hommes amis des idées, imbus d'un idéal, qui aient si peu tâtonné avant de s'attaquer à la réalité pratique; et peu d'hommes d'état américains qui soient arrivés à la carrière politique si directement et si tôt.

Cette particularité explique sans doute l'extrême habileté, la virtuosité du technicien, que Roosevelt a su garder même aux époques où l'urgence le pressait le plus, où le sentiment passionné d'avoir raison risquait le plus de lui faire bousculer les précautions ordinaires. Peut-être aussi, pour ne rien dissimuler, explique-t-elle ce qui nous est apparu parfois chez lui comme un excès de prudence, comme une approche trop circonspecte de l'occasion et de l'obstacle.

D'ailleurs, le progrès de son art de technicien consistait non pas à raffiner une roublardise, mais à perfectionner un ensemble de méthodes à l'efficacité desquelles il croyait.

Ces méthodes, il serait long de les décrire, téméraire aussi, puisqu'à ma connaissance il ne les a pas systématiquement formulées. On peut, cependant, en deviner quelque chose.

Il semble bien qu'il ait cru, en principe, à l'efficacité, non pas verbale mais réelle, de la bonne foi et du bon sens à l'intérieur d'une démocratie. Dire la vérité, simplement, et du mieux que l'on peut, ne reste pas sans résultat. Roosevelt nourrissait une confiance très humaine, très américaine, dans l'homme moyen — à condition que l'homme moyen ne soit pas déformé par un régime, empoisonné par un fanatisme. Il comptait également sur la chaleur persuasive, l'onction fraternelle, qui tiennent tant de place dans la vie religieuse des communautés protestantes.

Il croyait au travail d'équipe. Il était un patron plein d'autorité, parfois trop vétilleux dans le contrôle de l'exécution — un de ces hommes qui rêveraient de tout faire par eux-mêmes, pour la paix de leur conscience; — mais il pratiquait envers ses collaborateurs l'estime, la fidélité, la loyauté. Il aimait les hommes de talent. Il recherchait et respectait les hautes compétences.

Ce n'est pas par hasard que les mots de « brain trust » sont liés à son souvenir.

Il croyait non moins fermement à la nécessité d'un contact étroit avec le Congrès et l'opinion. « *Je ne serai pas lâché par le Congrès* », « *Je ne serai pas lâché par l'opinion* », tels devaient être deux des slogans de ses rêveries silencieuses. Il y croyait par souci de conserver le pouvoir, et un pouvoir non disputé ou désavoué. Mais il y croyait aussi par philosophie. Pour lui, le chef d'une démocratie restait l'aboutissement de la conscience publique, l'organe suprême de l'opinion. Le chef d'une démocratie ne pouvait pas avoir raison tout seul. Si par malheur il avait raison tout seul — ou contre la majorité — son premier devoir était d'abolir ce divorce, de convaincre la majorité par la bonne foi et l'appel au bon sens. Car Roosevelt avait une philosophie. Elle s'exhale avec pureté, honnêteté, vigueur, de toutes les pages de ce petit volume. Pas une philosophie de rhéteur, faite pour la consommation des masses, et dont on sourit entre intimes. Une philosophie vécue, consubstantielle à la personne, mêlée au souffle. D'où le sérieux que prennent les formules, la façon dont elles parlent au cœur. Cet accent-là ne s'imite pas.

En somme, Roosevelt a été le défenseur principal — le mieux placé et le mieux pourvu, évidemment, mais aussi l'un des plus sincères, des plus éloquents et des plus nets — de la cause la plus menacée à notre époque : celle des libertés de l'homme, spirituelles et physiques; celle de la dignité humaine, celle de l'autonomie et du bonheur personnels; celle de la civilisation conçue comme une croissance de la liberté.

Cause menacée par des doctrines plus ou moins hostiles entre elles, mais qui, dans cette menace, s'unissent et convergent; menacée par de géantes forces dont chacune est aveugle, mais qui semblent clairvoyantes tant elles se dirigent avec sûreté vers l'écrasement de l'homme.

Là-dessus, Roosevelt refuse de se payer de mots, ou de duper le pauvre diable d'homme moderne par des fantasmagories. Il ne confond pas un instant la liberté nationale avec la liberté politique: Il ne pense pas que la liberté politique tienne lieu des libertés quotidiennes, et que le citoyen puisse être heureux avec son bulletin de vote s'il est tyrannisé par une oligarchie économique ou par une oligarchie de bureaucrates. Roosevelt a la sollicitude des libertés vivantes. Il en parle avec tendresse. Comment lire sans émotion, à la fin de la liste qu'il dresse des libertés nouvelles, page 38, l'article 9 :

« *Droit au repos, à la distraction, à l'aventure ; possibilité de profiter de la vie et d'avoir sa part du progrès de la civilisation.* »

Qu'un homme d'état, que le chef d'un état, que le chef de toute la machinerie juridique et administrative, le suprême gardien de toutes les lois et contraintes, ait eu la fraîcheur d'âme de penser à cela ! Droit à l'aventure ! Est-ce que cela ne ressemble pas à l'édit d'un poète devenu roi ?

Cet homme d'état, qui a fait son apprentissage, sa carrière, sa gloire dans les fonctions et les charges de l'état, n'avait aucunement l'idolâtrie de l'état. Il savait comme personne que l'état, abandonné à son impulsion naturelle, à sa volonté de puissance, à sa prolifération automatique, devient le plus sombre ennemi de l'homme. Roosevelt entendait maintenir entre l'état et l'homme les termes du pacte raisonnable posé par les pères de la constitution, la réciprocité des devoirs et des droits, l'échange équitable des services. Il demandait à l'état non de restreindre les libertés mais de les accroître, de les rendre plus réelles, de les transférer de l'abstraction à la vie quotidienne. Avant tout, il tenait à mettre hors de contestation les libertés fondamentales, celles qu'il appelait les quatre libertés, et dont vous trouverez, à la page 72, une définition pleine de grandeur. (Le ton de Roosevelt devient alors celui de Marc-Aurèle.) Mais, pour lui, la liberté est une conquête permanente. Elle est le travail et le fruit de cette révolution permanente dont il parle à d'autres endroits, et qui est tout le contraire de l'agitation

névropathique, de la rébellion amère et chronique que certains entendent par ces mots. Pour lui, révolution permanente signifie jeunesse permanente du corps social, refus de l'ankylose, disponibilité au mieux. Bref, une notion positive et tonique.

Aussi, Roosevelt se garde-t-il bien d'embusquer derrière une prétendue défense de la liberté une défense du privilège et de l'ordre injuste. Nul n'a montré avec une simplicité plus forte que l'injustice économique a pour effet de rendre inopérantes pour la plupart des hommes les libertés théoriquement prévues par la constitution et la loi. En revanche, il est assez lucide, assez réaliste pour apercevoir que la surveillance et l'administration de la justice économique, du fait qu'elles incombent à l'état, comportent certains périls — ceux que l'état recèle dans ses flancs. L'œuvre de justice devient aisément œuvre de tyrannie. Et sous prétexte d'assurer au plus grand nombre les libertés qui lui manquent, c'est à tous qu'on enlève les vieilles libertés dont ils jouissaient. Bref, le programme social de Roosevelt s'est développé autour de cette maxime centrale : « *Défendre et accroître les libertés humaines dans le perfectionnement de la société*. »

Car ce grand homme restait constamment humain. Il avait en dégoût tous les délires. Il croyait au bonheur. Il professait que la société se trompe si elle ne travaille pas au bonheur de ses membres, et de ses membres actuels, d'abord.

Il haïssait la guerre. Il n'a jamais cessé de la haïr. Il l'a faite, comme on accepte une corvée ignoble mais devenue inévitable. Il est mort dans le bruit des victoires. Mais je suis sûr — et en cela aussi il a été l'expression fidèle de son peuple — que le bruit des victoires n'avait pas insinué dans sa cervelle le moindre commencement d'ivresse. Il a dû mourir en murmurant : « Vous savez bien, mon Dieu, que si tant de sang a coulé et coule encore, ce n'est point de ma faute. J'ai fait de mon mieux. J'ai tâché d'entendre votre conseil. »

Et, à ce propos, comment ne pas citer l'admirable prière des pages 10 à 12 ? Cela encore sonne comme du Marc-Aurèle, du Marc-Aurèle que la compassion chrétienne a baigné.

Le christianisme de Roosevelt est extrêmement émouvant. Il est profond et pur. Je ne vois rien qu'on puisse lui reprocher. Même les incroyants de chez nous auraient mauvaise grâce à ne pas le reconnaître ! Oh ! je sais. Parmi tous ceux qui se réclament du Christ, il y en a qui ont fait, durant ces années de catastrophe, de la bien sombre besogne; et d'autres qui ont poussé jusqu'aux limites du scandale l'art de ne pas se compromettre. Mais que le christianisme de Roosevelt ait été pour lui une force de plus, un suprême recours dans les moments de doute et d'affreuse fatigue, il serait absurde de le nier.

L'étrange mérite de Roosevelt est d'avoir une conception de sa tâche aussi vaste et universelle que possible. Il est rare que les problèmes de politique intérieure et ceux de politique extérieure intéressent un chef de gouvernement au même degré, et soient traités par lui avec le même zèle, la même adresse. Or, Roosevelt, qui a conduit la plus grande guerre que son pays ait jamais faite, a conduit aussi la plus grande expérience sociale que ce même pays ait tentée.

Il y a une question qu'on ne peut éluder. Comment Roosevelt, de part et d'autre, a-t-il réussi ? Dans ce pays où le succès prend une valeur philosophique, quel a été le succès de Roosevelt ?

Du côté intérieur et social, j'estime que son succès a été immense, inespéré. Je n'ignore pas qu'en disant cela, je surprends bien des gens. Je crois pourtant que c'est vrai. Il suffit pour s'en

convaincre de comparer des situations, et d'évoquer des souvenirs, honnêtement.

L'Amérique de l'automne 29, celle de 30, étaient au plus bas. Une crise catastrophique se déployait, dont la gravité n'avait pas de précédent. La prospérité américaine semblait ruinée dans son principe, condamnée dans ses méthodes. Pour la première fois depuis longtemps, ce peuple doutait de lui, et de l'avenir. Il y avait d'innombrables détresses. Mais elles comptaient moins encore que cette chute du tonus national. Deux ans après, la crise n'était pas résorbée, ni même atténuée dans sa virulence. Elle avait seulement gagné le reste du monde. Alors Roosevelt est élu pour la première fois.

J'ai pu suivre de mes yeux quelques étapes du redressement. Je visite, en 36, une Amérique où, déjà, l'on ne parle plus de la crise qu'au passé. Les grands hommes d'affaires se plaignent des méthodes de Roosevelt, mais ils avouent que le char est tiré de l'ornière. En 39, en 40, la prospérité américaine est celle des plus beaux jours. Elle éclate moins encore dans les statistiques que dans le visage de la foule, les rythmes de la rue. A qui ferait-on croire que ce peuple n'est pas heureux ? Les ouvriers, les employés, les fermiers remercient Roosevelt d'avoir vaincu le chômage, d'avoir amélioré de maintes façons le sort des humbles. Ils sont prêts à voter une fois encore pour lui. Mais les autres ? La veille de la deuxième réélection, je cause avec des gens d'affaires et de finance. Ils voteront contre Roosevelt, pour le principe. Mais ils reconnaissent qu'il a été prodigieusement adroit, qu'on lui doit peut-être d'avoir évité le pire, que plusieurs de ses réformes étaient probablement nécessaires. En avril 45, après la mort de Roosevelt, je n'ai rencontré que des gens qui parlaient de lui avec respect. « *Un grand président* » disaient les plus réservés, « *...cela ne fait pas de doute* ». N'est-ce pas ce qu'on appelle un succès ?

Que la guerre, comme l'a préparée et conduite Roosevelt, à l'échelle mondiale, ait été un succès, je ne pense pas qu'il soit encore besoin de l'établir. Et nous savons bien, en effet, qu'il ne s'est pas contenté de la présider. Il l'a réellement préparée et conduite, aidé des hommes qu'il avait choisis et qui avaient sa confiance.

Il faut pourtant devant cette grande mémoire, et par respect même pour la probité de cette conscience, avoir le courage de se poser une question.

Si Roosevelt s'était décidé plus vite, s'il avait eu moins de scrupules à ausculter l'opinion, à peser les hésitations et répugnances du Congrès, s'il avait eu plus de confiance en son prestige, en son droit de guider l'opinion, de la secouer au besoin; si, par exemple, dès sa première réélection de 36, il avait commencé une campagne de messages —au Congrès, à la radio, dans lu presse — où il eût répété infatigablement quelques vérités de bonne foi et de bon sens dont il était lui-même pénétré : « Nous ne voulons d'une nouvelle guerre mondiale à aucun prix. Les démocraties de l'Occident européen n'en veulent pas plus que nous. Il ne s'agit pas de les aider à la faire. Il s'agit de les aider à l'empêcher. Pour cela, il faut que nous déclarions le plus tôt possible que nous serons avec elles dès le premier instant et jusqu'au bout. Et pour qu'une telle déclaration n'ait pas l'air d'une phrase creuse, il faut que nous réarmions dès maintenant; que, dès maintenant, nous nous constituions l'arsenal des démocraties et, à toute éventualité, leur suprême citadelle. » Si Roosevelt avait joué cette partie, ne l'eût-il pas gagnée ? Et s'il l'eût gagnée, n'était-ce pas le destin du monde qui changeait ?

Mais il y a encore une autre mesure du succès de Roosevelt : l'état de l'Amérique qu'il laissait en mourant, après trois années de la guerre que l'on sait, trois années d'efforts et de dépenses également gigantesques; la « condition » de l'Amérique en avril 45, au sens où l'on parle de la « condition » d'un athlète. Or, jamais athlète, ayant traversé une pareille épreuve, n'a montré une mine aussi fraîche, des muscles aussi dispos, un cœur aussi intact. L'Amérique

d'avril 45, pour l'observateur, ne différait de celle de 42 ou de celle de 40 que par l'énormité du travail que dans l'intervalle elle avait accompli. Aucune des toxines de la guerre ne semblait l'avoir atteinte. Elle détestait la guerre comme au premier jour. Son visage s'était durci à peine. Elle mettait sa coquetterie à ne rien trahir de la tension qu'elle s'imposait, des sacrifices et des deuils qu'elle acceptait. Même l'argent, pourtant prodigué, gardait à peu près intact son pouvoir d'achat. Les restrictions étaient réparties avec honnêteté.

Bel éloge d'un peuple, sans doute. Mais bel éloge aussi de douze ans de gouvernement, de l'administration que Roosevelt avait refondue, développée, dirigée, de l'esprit public qu'il avait su entretenir.

L'éditeur de ce recueil l'a intitulé « Combats pour demain ». Il est bien vrai que la pensée de Roosevelt garde toujours les yeux tournés vers l'avenir, même quand elle est aux prises avec un présent redoutable. Et bien des fois, dans ces pages, c'est de l'avenir, directement, qu'elle s'occupe.

Lisez, par exemple, la définition qu'il donne (page 128) des buts de guerre de l'Amérique. Il est difficile d'être plus noble, plus humain, et aussi plus véridique; ni de mieux répondre à ceux qui se croient des réalistes et des esprits forts en répétant cette vieille sottise que le peuple des États se bat pour les beaux yeux des trusts ou pour les champs de pétrole.

Les buts de l'Amérique, Roosevelt les identifie aux buts du monde. Et dans l'héritage de Roosevelt, il n'y aura, en définitive, rien de plus précieux que cela : il restera l'homme qui, d'une manière solide, et, souhaitons-le, irrévocable, aura identifié les buts de l'Amérique aux buts du monde, noué entre la destinée de l'Amérique et celle du monde des liens que ni l'égoïsme, ni l'aveuglement des uns ou des autres ne devraient plus réussir à détendre.

La vision que Roosevelt se forme et nous communique de l'avenir n'a peut-être qu'une faiblesse, qui est sa générosité même. Non pas que nous ayons chance de sauver l'avenir sans faire à la fois appel et crédit à la générosité. Mais Roosevelt semble un peu trop croire qu'il suffira de soustraire l'humanité à des influences néfastes, à des erreurs de conduite, aux crimes et aux folies de certaines idéologies ou de certains gouvernements. Il ne tient peut-être pas assez compte des périls qui sont inclus dans la trame de l'évolution elle-même, dans les forces que le génie humain, non contrôlé, produit et accumule.

Autrement dit, Roosevelt est un peu délibérément optimiste. Et il protège son optimisme en évitant de regarder trop loin. C'est là un défaut bien sympathique. Il le partage d'ailleurs avec son peuple. Oh ! Ne nous plaignons pas trop de l'optimisme américain, ni de l'effort qu'il fait pour circonscrire sa vision à la zone de l'avenir qui est proche, qui semble traitable.

L'optimisme de l'Amérique est assurément une des drogues remontantes dont notre pauvre monde a besoin. Il appartient à une sagesse, avertie par des expériences plus répétées et



plus douloureuses, de jouer auprès de cet optimisme le rôle de la vigie :

qui est de découvrir un horizon aussi éloigné que possible et de signaler les périls, fussent-ils seulement probables et situés à grande distance.

Jules ROMAINS

CHAPITRE PREMIER - Démocratie et Liberté

« NOTRE FERME DESSEIN EST DE PROTÉGER ET DE MAINTENIR LA DEMOCRATIE DANS SA TOTALITÉ »



À chaque jour inaugural depuis 1789 le peuple a retrouvé son esprit de sacrifice envers les États-Unis.

Au Jour Inaugural de Washington, le devoir du peuple était de créer une nation et de s'unifier. Au Jour Inaugural de Lincoln, le devoir du peuple était de sauver l'unité de la nation d'un péril intérieur.

En ce jour, le devoir du peuple est de sauver l'unité de la nation et ses institutions d'un péril extérieur.

Le moment est venu pour nous de nous arrêter un instant au milieu du cours rapide des événements et de faire notre bilan, nous rappeler quelle a été notre place dans l'histoire, redécouvrir ce que nous sommes et ce que nous pouvons être. Si nous ne le faisons pas, nous courons le réel péril de l'inaction.

La vie des nations n'est pas déterminée par le nombre des années mais par la vitalité de l'esprit humain. La vie d'un homme est de 70 ans, un peu plus, un peu moins. La vie d'une nation est la force de sa volonté à vivre.

Il y a des hommes qui en doutent. Il y a des hommes qui croient que la démocratie comme forme de gouvernement et comme cadre de vie est limitée ou mesurée par une sorte de destin secret et artificiel — que, pour une raison inexpliquée, la tyrannie et l'esclavage sont la vague montante de l'avenir — et que la liberté est une marée descendante.

Mais nous, Américains, savons que ce n'est pas vrai.

Il y a huit ans, quand la vie de cette République semblait paralysée par une terreur mortelle, nous avons prouvé que cela n'était pas vrai. Nous étions dans l'étourdissement d'un choc — mais nous avons agi. Nous avons agi vite, avec audace, et d'une manière décisive.

Ces dernières années ont été des années actives, des années fructueuses, pour le peuple de cette démocratie, car elles nous ont apporté une plus grande sécurité, et, je l'espère, une meilleure compréhension de ce que les buts de la vie ne peuvent s'évaluer en mesures matérielles.

Cette expérience d'une démocratie qui a survécu à une crise intérieure, qui a rejeté bien des choses mauvaises, qui a construit de nouveaux cadres sur des plans durables, et qui, à travers tout cela, a maintenu la démocratie, est absolument vitale pour notre présent et notre avenir.

En effet, tout a été fait dans le cadre de la séparation des trois pouvoirs de la Constitution des États-Unis. Les branches coordonnées du Gouvernement continuent à fonctionner librement ; la Déclaration des Droits demeure inviolée. La liberté du vote est complètement maintenue. Les prophètes du déclin de la démocratie ont vu leurs sinistres prédictions réduites à néant.

La démocratie n'agonise pas. Nous le savons, car nous l'avons vue renaître et gagner du terrain. Nous savons qu'elle est immortelle, car elle repose sur la libre initiative d'hommes et de femmes réunis dans une tâche collective — une tâche entreprise et menée à bien par la libre expression d'une libre majorité.

Nous le savons, parce que la démocratie, seule de toutes les formes de gouvernement, utilise la pleine force de la volonté éclairée des hommes.

Nous le savons, parce que la démocratie a construit une civilisation sans limite, susceptible de progrès indéfini dans l'amélioration des conditions de vie.

Nous le savons, car si nous regardons au fond des choses, nous voyons qu'elle continue à s'étendre sur chaque continent, car elle est la plus humaine et la plus moderne, et en réalité, la moins attaquable de toutes les formes de société humaine.

Une nation, comme une personne, a un corps, un corps qui doit être nourri, vêtu et logé, entraîné et reposé, d'une façon adaptée aux buts de notre époque.

Une nation, comme une personne, a un esprit, un esprit qui doit être informé et tenu en alerte, qui doit avoir conscience de lui-même, connaître les espoirs et les besoins de ses voisins, — tous les autres pays qui vivent dans un monde qui va se rétrécissant —.

Et une nation, comme une personne, a quelque chose de plus profond, quelque chose de plus durable, quelque chose de plus que la somme de tous ses composants, et c'est ce quelque chose qui importe le plus pour l'avenir, qui demande la protection sacrée de son présent. C'est quelque chose qu'il est difficile, presque impossible de désigner par un seul, un simple mot ; et cependant, nous comprenons tous ce qu'elle est — l'âme — la foi de l'Amérique. C'est le produit des siècles. Elle est née au milieu des foules de ceux qui, venus de bien des pays — les uns de classe élevée, mais pour la plupart des gens simples — ont cherché ici, il y a longtemps et récemment, la liberté plus librement.

L'aspiration à la démocratie n'est pas une nouveauté dans l'histoire humaine, c'est cette histoire elle-même. Elle imprégnait la vie des populations primitives, elle flamboyait à nouveau au Moyen-Age et elle fut inscrite dans la Grande Charte.

Aux Amériques, son impulsion a été irrésistible. L'Amérique a été le Nouveau Monde dans toutes les langues, non pas parce que ce continent a été une terre nouvellement découverte, mais parce que tous ceux qui sont venus ici croyaient créer sur ce continent une vie nouvelle — une vie qui serait nouvelle par la liberté.

Sa vitalité était inscrite dans notre propre pacte de Mayflower, dans la Déclaration d'Indépendance, dans la Constitution des États-Unis et dans le Discours de Gettysburg.

Ceux qui sont venus les premiers ici pour atteindre les buts de leurs désirs et les millions qui les ont suivis, et la race qui en est issue, n'ont pas cessé d'avancer constamment et conséquemment vers un idéal qui, lui-même, a gagné du terrain, en taille et en précision, à chaque génération.

L'AME ET LA FOI DU PAYS

Les aspirations de la République ne peuvent admettre pour toujours ni une pauvreté imméritée, ni une richesse égoïste.

Nous savons que nous avons encore un long chemin à parcourir, nous savons que nous devons encore accroître la sécurité, les chances et le savoir de chaque citoyen, dans la mesure que justifient les ressources et les possibilités du pays.

Mais ce n'est pas assez que de réaliser ces seuls buts. Ce n'est pas assez que de vêtir et de nourrir le corps de ce pays, que de former et alimenter son esprit. Car il y a aussi l'âme. Et, des trois, le plus important, c'est l'âme.

Sans le corps et l'esprit, comme chacun sait, le pays ne pourrait vivre.

Mais si l'âme de l'Amérique était tuée, même si son corps et son esprit continuaient à vivre réfugiés dans un monde étranger, l'Amérique que nous connaissons serait morte.

Cette âme — cette foi — nous parle dans la vie quotidienne, souvent d'une façon dont nous ne nous en apercevions pas parce qu'elle nous semble évidente. Elle nous parle ici dans la capitale de cette nation. Elle nous parle par les modes de gouvernement indépendants de 48 États. Elle nous parle dans nos provinces, dans nos villes et nos cités, nos villages. Elle nous parle des autres nations de l'hémisphère et de celles de l'autre côté des mers, celles qui sont en esclavage, comme celles qui sont libres. Quelquefois nous n'entendons pas ou ne prenons pas garde à ces voix de liberté, parce que pour nous la jouissance de notre liberté est une vieille, bien vieille histoire.

La destinée de l'Amérique a été proclamée en des paroles prophétiques par notre premier Président dans son premier Discours inaugural, en 1789, en des mots qui semblent presque faits pour la présente année 1941 :

« La conservation de la flamme sacrée de la liberté et le sort du mode républicain de gouvernement sont, à juste titre, considérés comme : …profondément ….et en définitive voués dans l'expérience confiée aux mains du peuple américain. »

Si nous perdons cette flamme sacrée, si nous la laissons étouffer par le doute et la crainte, alors nous rejetterons la destinée pour laquelle Washington s'est battu si vaillamment et pour laquelle il a triomphé. La conservation de l'âme et de la foi du pays fournit et fournira la justification la plus évidente des sacrifices que nous pouvons faire pour la défense nationale, quels qu'ils soient.

Face à des périls que nous n'avons encore jamais rencontrés, notre ferme dessein est de protéger et de continuer toute la démocratie.

Pour cela, nous unissons l'âme de l'Amérique et la foi de l'Amérique.

Nous ne reculons pas. Il ne nous suffit pas de nous maintenir. En Américains, nous allons de l'avant pour le bien de notre pays, avec la volonté de Dieu.

LES QUATRE LIBERTÉS



Aujourd'hui, Jour du Drapeau, nous célébrons la Déclaration des Nations Unies -- cette grande alliance, dont les membres ont juré la défaite de nos ennemis et l'établissement d'une paix véritable, fondée sur la liberté humaine. Aujourd'hui, la République du Mexique et le Commonwealth des Philippines se joignent à nous. Nous souhaitons la bienvenue à ces peuples vaillants qui se rangent aux côtés de ceux qui combattent pour la liberté.

Les quatre libertés de l'homme du peuple lui sont aussi nécessaires que l'air et le soleil, le pain quotidien et le sel. Enlevez-lui ces libertés et il meurt. Privez-le d'une partie de ces libertés et il s'étiole. Mais donnez-les-lui en toute plénitude et il franchira le seuil d'une ère nouvelle, d'une ère qui sera la plus grande de l'humanité.

Ces libertés appartiennent de droit à l'homme, quels que soient sa race, sa religion, et son pays. Ces libertés sont son héritage, dont on l'a depuis si longtemps privé. Nous, les Nations Unies, avons enfin le pouvoir, les forces humaines et la volonté nécessaires pour assurer l'héritage de l'homme.

La croyance profonde que nous avons en ces quatre libertés, le fait que nous croyons que l'homme fut créé libre et à l'image de Dieu, sont ce qui nous distingue fondamentalement des ennemis que nous affrontons aujourd'hui. Ce sont ces convictions qui font l'unité absolue de notre alliance, opposée au groupe des forces du mal que nous détestons. Ces convictions font notre force ; elles rendent notre victoire certaine.

Nous autres, les hommes des Nations Unies, savons que notre foi ne peut être ébranlée par aucune puissance. Nous savons aussi que cette foi est partagée par des millions de captifs silencieux.

Nous demandons au peuple allemand, encore dominé par ses tyrans nazis, s'il préférerait être esclave dans l'enfer mécanisé du "Nouvel Ordre" hitlérien, ou bien bénéficier de la liberté d'expression et de religion, de la libération de la crainte et de la misère.

Nous demandons au peuple japonais, écrasé sous la botte des sauvages seigneurs de la guerre, s'il opterait encore pour sa condition d'esclavage et de meurtre, s'il pouvait avoir, au lieu de cela, la liberté d'expression et de religion, la libération de la crainte et de la misère.

Nous demandons aux braves populations des nations que l'Axe a envahies, déshonorées et dépouillées, sans pour cela parvenir à les subjuguer si elles préféreraient se soumettre aux conquérants, ou bien jouir de la liberté d'expression et de religion, en étant libérées de la crainte et de la misère.

Nous connaissons la réponse. Les peuples connaissent la réponse. Nous savons que l'homme, créé à l'image de Dieu, est fait pour être libre et qu'il ne tolérera pas longtemps l'action du glaive de l'oppresseur. Les peuples des Nations Unies arrachent ce glaive des mains dominatrices. Avec ce glaive même, elles frapperont les tyrans à mort. Les tyrannies impudentes passent... L'homme, lui, marche vers la lumière.

En terminant, je vais vous lire une prière qui a été composée pour les Nations Unies à l'occasion de cette journée :

« *O Dieu des hommes libres, nous consacrons aujourd'hui notre cœur et notre vie à la cause d'une libre humanité*.

« *Faites que nous triomphions des tyrans qui cherchent à asservir tous les peuples et toutes les nations. Donnez-nous la foi nécessaire pour aimer et comprendre, comme s'ils étaient nos propres frères, tous ceux qui se battent pour la liberté. Donnez-nous cet amour fraternel dans l'espérance et dans l'union. Donnez-le nous tout le temps de cette dure guerre. Donnez-le nous aussi, nous vous en prions, pour les jours à venir, durant lesquels tous les hommes devront et sauront s'unir*.

« *Notre terre n'est qu'une bien petite portion de cet univers immense. Pourtant, si nous le voulons, nous pouvons en faire un monde que la guerre ne tourmentera plus, un monde que la faim et la peur ne troubleront plus, un monde qui ne sera plus divisé par les distinctions insensées de race, de couleur et de doctrine. Donnez-nous le courage et la prévoyance de commencer dès aujourd'hui cette tâche, pour que nos enfants et les enfants de nos enfants puissent être fiers du nom d'homme*.

« *L'esprit de l'homme s'est éveillé, l'âme de l'homme a progressé. Donnez-nous la sagesse et la pénétration qui nous permettent d'embrasser la grandeur de l'esprit humain, lequel supporte et tolère de tels maux pour atteindre un but situé au delà de sa brève existence. Accordez-nous d'honorer ceux qui sont morts pour notre cause et ceux qui travaillent et luttent pour elle. Accordez aux peuples et aux nations captives le pouvoir de se libérer et de vivre en sécurité. Accordez-nous la patience à l'égard de ceux qui ont été induits en erreur et la pitié pour ceux qui ont été trahis. Et accordez-nous le courage et l'habileté qui débarrasseront le monde des forces d'oppression et effaceront ce vieux principe au nom duquel les forts doivent dévorer les faibles du seul fait de leur force*.

« *Et, plus que tout, donnez-nous la fraternité, non seulement pour ce jour, mais pour toutes les années qui nous sont accordées — la fraternité non pas verbale mais en acte. Tous, tant que nous sommes, nous sommes les enfants de la terre. Accordez-nous la conscience de cette simple vérité. Si nos frères sont opprimés, nous sommes opprimés. S'ils ont faim, nous avons faim. Si la liberté leur est enlevée, la nôtre n'est point sûre. Inspirez-nous à tous la conviction que l'homme aura droit à la paix et au pain — qu'il connaîtra la justice et le droit, la liberté et la sécurité ; et que chacun aura les mêmes chances que son voisin de pouvoir faire de son mieux, non seulement dans son propre pays, mais à travers le monde. Et, forts de cette foi, avançons vers ce monde purifié, que nous pouvons créer de nos propres mains. Amen* ».

L'ESPOIR D'UNE VIE NOUVELLE QUI SERA VÉCUE SOUS LE RÈGNE DE LA LIBERTÉ, DE LA JUSTICE ET DE LA DIGNITÉ

Les membres du Congrès International des Etudiants apprendront sans doute avec intérêt qu'au cours de la semaine écoulée, la radio de l'Axe a consacré dans ses commentaires une place inaccoutumée à vos séances et au discours que vous entendez en ce moment même. Nos postes d'écoute ont capté un volume croissant d'émissions de l'Axe — y compris celles des stations que les nazis contrôlent en France, en Hongrie, en Hollande, et autres pays. Le Congrès des jeunes gens des Nations Unies y est pris à partie avec une haine violente, et des allégations entièrement mensongères. Nos postes d'écoute nous avertissent qu'ils s'attendent à ce qu'en ce moment précis, dans toutes les nations dominées par l'Axe, les émissions soient complètement brouillées — totalement obscurcies — afin qu'aucun des mots que je vous adresse ne soit entendu — soit en anglais, soit en traduction — par aucun de ces jeunes, frémissant sous la botte d'Hitler.

La radio nazie de Paris, par exemple, déclare à la jeunesse française que Roosevelt est le seul responsable de la défaite de la France, que Roosevelt n'a pas qualité pour adresser un message à la jeunesse du monde, parce que l'Amérique est un pays qui n'a rien fait pour la jeunesse.

Berlin raconte que quatre organisations de la jeunesse française ont protesté d'avance contre ce discours parce que Roosevelt est responsable de la mort de plus de cent mille jeunes Français. Pour le dire en passant, il serait curieux de savoir exactement combien il y a de vrais Français dans ces prétendues organisations de la jeunesse française.

Un poste de Tokyo dit que je suis en train d'avouer devant vous, en ce moment, que les gens de mon pays sont en décadence, sont des poules mouillées — des fils à papa—pourris par la

musique de jazz et les films de Hollywood. Evidemment, ce commentaire n'a pour auteur aucun des Japonais qui se sont battus dans le sud-ouest du Pacifique contre nos « *fils à papa* ».

Il est facile de deviner la raison de cette hystérie, avec laquelle nos ennemis s'acharnent contre la réunion d'aujourd'hui tout en restant sur la défensive. Depuis de nombreuses années, ils ont lancé leur hypocrite appel à la jeunesse — ils ont essayé, par toute leur tapageuse publicité, de se présenter comme les champions de la jeunesse.
Mais le monde sait maintenant que les nazis, les fascistes et les militaristes du Japon n'ont rien à offrir à la jeunesse — sinon la mort.

Tout au contraire, la cause des Nations Unies est la cause de la jeunesse elle-même. Elle est l'espoir de la nouvelle génération — et des générations à venir — l'espoir d'une vie nouvelle, qui puisse être vécue dans la liberté, la justice et la dignité.

C'est un fait qui devient chaque jour plus évident pour la jeunesse de cette Europe où les Nazis essaient de créer sur le modèle nazi des organisations pour la jeunesse. Ce modèle n'a pas été établi par la jeunesse pour la jeunesse. C'est un modèle conçu par Hitler et imposé aux jeunes gens par le système du bourrage de crâne — un régime de contrevérités, de falsifications, de dissimulations, le tout appuyé par les mitrailleuses de la Gestapo.

Si vous avez le moindre doute sur ce que la jeunesse d'Europe qui se respecte pense des promesses faites à la jeunesse du monde par les chefs de l'Axe, regardez tous ces vaillants jeunes gens de France, tous ceux des autres pays occupés, qui préfèrent affronter le peloton d'exécution plutôt que d'accepter de vivre sous Hitler dans l'esclavage et la dégradation.

Dans des pays aussi malheureux que la Finlande, la Hongrie, la Bulgarie, la Roumanie et l'Italie, dont les gouvernements ont jugé bon de se soumettre à Hitler et d'exécuter ses ordres, les Quisling eux aussi ont mis sur pied des organisations pour la jeunesse — mais ce sont des organisations qui ont pour fin d'envoyer les jeunes gens, par dizaines de mille, se faire massacrer sur le front oriental ; car les Nazis ont besoin de chair à canon pour essayer encore, en désespoir de cause, de rompre le front d'acier de l'armée russe.

En Chine, une héroïque jeunesse s'est dressée, inébranlable, depuis plus de cinq ans, contre toutes les tentatives du Japon qui voulait la séduire et la désarmer avec des mensonges aussi transparents que la promesse de « *l'Asie aux Asiatiques* ». Les Chinois savent très bien que cela veut dire simplement : « *Le monde entier sous l'esclavage japonais* ».

Nous sommes joyeux à la pensée que ce seront les jeunes gens, les hommes libres et les femmes libres des Nations Unies, non pas les robots dégénérés des pays esclaves, qui donneront sa forme au monde de l'avenir.

Les délégués de ce Congrès International des Etudiants représentent les vingt-neuf Nations Unies. Ils représentent aussi, du moins en esprit, les jeunes générations de beaucoup d'autres nations qui, bien qu'elles ne soient pas effectivement en guerre à nos côtés, sont avec nous de cœur et d'âme, dans la mesure où elles aspirent à un monde où la paix soit garantie. Avant la première guerre mondiale, il n'existait pas de pays où l'opinion courante reconnaissait à la jeunesse le droit de parler pour elle-même, ou de participer aux conseils politiques.

Mais, depuis cette époque, nous avons beaucoup appris. Nous savons que la sagesse n'est pas nécessairement une question d'âge ; que de vieilles personnes peuvent être folles et que des jeunes peuvent être sages. Mais, dans toutes les guerres, c'est la jeune génération qui porte le fardeau du combat et qui hérite de tous les maux que la guerre laisse après soi.

Dans les crises économiques qui ont suivi la fausse prospérité de l'après-guerre, beaucoup de jeunes, hommes et femmes, ont souffert plus encore que leurs aînés. Car ils furent privés de toute occasion de s'instruire, de s'entraîner, de travailler ; ils n'avaient pas même assez de nourriture pour former des corps vigoureux. Le résultat, c'est qu'ils étaient tentés de chercher un remède simple, non seulement à leur situation individuelle, mais encore à toutes les difficultés où se débattait le monde. Quelques-uns prêtaient l'oreille à des voix étrangères, à des sirènes qui offraient à toutes leurs questions des promesses spécieuses. « *La démocratie est morte* », leur disaient ces voix, « *suivez-nous, et nous vous apprendrons le succès. Nous vous mènerons à la conquête du monde. Nous vous donnerons le pouvoir sur les races inférieures. Et tout ce que nous vous demanderons en échange, c'est... votre liberté* ».

D'autres jeunes gens, dans les démocraties, écoutaient les évangiles de désespoir. Ils cherchaient refuge dans le cynisme et l'âpreté.

Cependant, un moment vint où toutes les théories durent s'effacer devant le fait, le fait redoutable et tangible : bombardiers piqueurs, divisions cuirassées, menace directe contre la sécurité de tous les foyers, de toutes les familles, dans tous les pays libres du monde. Et quand ce fait devint évident pour nos jeunes gens, par millions ils répondirent à l'appel aux armes. Aujourd'hui, ils sont résolus à combattre jusqu'à la destruction complète des forces d'agression.

Ce que je dis, ici, à Washington, est entendu par plusieurs millions de soldats américains, de marins, de fusiliers marins, non seulement à l'intérieur des frontières et des eaux américaines,

mais dans les endroits très éloignés d'ici — en Amérique Centrale, dans l'Amérique du Sud, dans les îles de l'Atlantique, en Grande-Bretagne et en Irlande, sur les côtes de l'Afrique, en Egypte, en Irak et en Iran, en Russie, dans l'Inde, en Chine, en Australie, en Nouvelle-Zélande, dans les îles du Pacifique et sur toutes les mers du monde. Dans toutes ces régions, nos combattants sont présents.

A ces combattants, je voudrais adresser un message spécial, message qui leur vient non seulement du Commandant en chef, mais du cœur même de tous leurs concitoyens.
Jeunes Américains, vous vous montrez aujourd'hui dignes des traditions les plus élevées et les plus nobles de notre Nation.

Ni les pèlerins qui abordèrent sur la côte inexplorée de la Nouvelle-Angleterre, ni les pionniers qui péniblement se frayèrent un chemin à travers la brousse sauvage, n'ont montré plus de courage ni plus de résolution que vous ne le faites en ce moment.

Ni vos propres pères, en 1918, ni les pères de vos pères en 1863 ou en 1776, n'ont combattu avec plus de vaillance, avec plus de dévouement au devoir et à la patrie que vous n'en montrez maintenant sur les champs de bataille, si loin de vos foyers.

Et qui plus est, vous savez pourquoi vous vous battez. Vous savez que la route qui vous a conduits aux îles Salomon, dans la mer Rouge ou sur les côtes de France, n'est vraiment qu'un prolongement de la Grand'Rue de votre ville. En quelque endroit que vous vous battiez le long de cette route, vous savez que vous vous battez pour la défense de vos foyers, de vos libres écoles, et de vos idéaux.

Nous, au pays, nous avons au suprême degré le sentiment de nos obligations envers vous, pour aujourd'hui et pour l'avenir. Nous ne vous laisserons pas tomber.

Nous savons que, dans l'esprit de beaucoup d'entre vous, il y a la pensée des études interrompues, des carrières abandonnées, des emplois qu'on aurait pu avoir. La solution de ces problèmes ne peut pas être laissée au hasard, ainsi qu'elle le fut la dernière fois. Notre gouvernement a accepté la responsabilité de s'en occuper, de telle sorte que, dans tous les cas possibles, du travail soit fourni à ceux qui veulent et qui peuvent travailler, mais qui ne trouvent pas à se placer. Cette responsabilité, il ne la reniera pas après la guerre. Et quand vous rentrerez chez vous, nous n'avons nullement l'intention de vous jeter, comme la dernière fois, dans un chaos économique dont nous serions les fauteurs.

Vous commencez par faire ce qui doit être fait d'abord : vous combattez pour gagner cette guerre. Car vous savez que si cette guerre était perdue, tous nos plans pour la paix subséquente seraient dépourvus de sens.

La victoire est l'essentiel. Mais la victoire n'est assez ni pour vous, ni pour nous. Nous devons être assurés que, lorsque vous aurez la victoire, vous n'aurez pas à dire à vos enfants que vous vous êtes battus en vain — que vous avez été trahis. Nous devons être assurés que, dans vos foyers, il n'y ait pas de misère — que dans vos écoles, on n'enseigne que la vérité — que dans vos églises on puisse prêcher sans crainte la foi digne de notre ferveur profonde.

Le monde meilleur pour lequel vous combattez — et pour lequel certains d'entre vous donnent leur vie — ne viendra pas à l'existence du seul fait que nous aurons gagné la guerre, ou que nous souhaitons passionnément qu'il vienne. Il ne sera possible que si nous en avons la vision hardie, que si nous le préparons intelligemment et que si nous y travaillons avec énergie. Il ne pourra pas se bâtir du jour au lendemain, mais seulement grâce à des années d'efforts, de persévérance, et de confiance inébranlable.

Jeunes soldats et marins, paysans et ouvriers, artistes et savants, qui combattez chacun à votre manière, pour obtenir la victoire, vous aurez tous votre part à prendre dans la construction de ce monde. Vous l'obtiendrez grâce à vos efforts actuels, mais vous ne l'aurez pas si vous laissez à d'autres la tâche de se débrouiller. Quand vous déposerez vos armes à la fin de la guerre, vous ne pourrez pas, en même temps, abandonner votre devoir à l'égard de l'avenir.

Ce que je dis à nos soldats et marins, s'adresse à tous les jeunes des Nations Unies, hommes et femmes, qui font face à l'ennemi commun. La jeunesse tout entière, sans distinction de classe, ou d'origine, est unanime en ses sentiments à l'égard de ce combat dont l'enjeu est la sauvegarde ou la reconquête des libertés.

En Norvège et en Hollande, en Belgique et en France, en Tchécoslovaquie et en Pologne, en Serbie et en Grèce, il existe un esprit combatif qui défie l'oppression brutale, la cruauté barbare et le terrorisme nazi. Bien que désarmés, ces peuples indomptables combattent encore leurs oppresseurs. Bien qu'il leur soit interdit de connaître la vérité, ils écoutent au péril de leur vie, les voix de la radio qui leur viennent de loin ; de bouche à oreille, et par les mêmes journaux clandestins qu'on se passe d'un patriote à l'autre, ils parviennent encore à répandre la vérité. Quand viendra le moment où ces peuples se dresseront, l'Ordre Nouveau d'Hitler sera détruit par les mains de ses propres victimes.

Aujourd'hui, les jeunesses guerrières de Chine et de Russie inaugurent une forme nouvelle de dignité individuelle et rejettent les derniers maillons des vieilles chaînes despotiques et impériales qui les avaient si longtemps ligotées. C'est là un fait qui comptera dans l'histoire. Cela signifie que l'ancienne expression « Civilisation Occidentale » ne suffit plus. Les événements mondiaux et les besoins communs à tous les hommes réunissent la culture de l'Asie à celle de l'Europe et à celles des Amériques, afin de former, pour la première fois, une civilisation vraiment mondiale.

Dans la formule des Quatre Libertés, dans les principes fondamentaux de la Charte de l'Atlantique, nous nous sommes proposé des buts élevés, des objectifs illimités.

Ces formules et ces principes ont été conçus en vue de bâtir un monde dans lequel les hommes, les femmes et les enfants pourront vivre dans la liberté, dans l'équité, et — par-dessus tout —sans avoir à redouter les horreurs de la guerre.

Car nul de nos soldats, nul de nos marins, ne voudraient aujourd'hui endurer les rigueurs du combat, s'ils devaient penser que, d'ici vingt ans, leurs fils auraient à livrer une autre guerre dans les déserts ou sur les lointains océans, dans les jungles ou dans les cieux du bout du monde.

Nous avons profité de nos erreurs passées. Cette fois-ci, nous saurons comment utiliser notre victoire. Cette fois-ci, les résultats obtenus par nos combattants ne seront pas jetés aux orties par le cynisme politique, par la timidité ou par l'incompétence.

Il y a encore une poignée d'hommes et de femmes aux États-Unis et ailleurs, qui raillent et dénigrent les Quatre Libertés et la Charte de l'Atlantique. Ils ne sont pas nombreux, mais quelques-uns d'entre eux disposent d'un pouvoir financier qui leur permet de donner à nos ennemis l'impression, d'ailleurs fausse, qu'ils trouvent une large audience parmi nos concitoyens. Ils font de la basse politique alors qu'il y va d'une crise mondiale. Ils jouent un air de violon, avec beaucoup de fausses notes, pendant que brûle notre civilisation. Ces minables prophètes déprécient la résolution que nous avons prise de mettre à exécution nos idéaux élevés, et nos principes raisonnables. Les paroles de ces petits bonshommes de peu de foi sont citées avec approbation joyeuse par la presse et la radio ennemies.

Nous savons pertinemment que nous n'atteindrons pas facilement notre objectif. Nous ne pourrons pas faire, du jour au lendemain, que tous nos idéaux se réalisent. Nous savons qu'il nous faudra pour cela soutenir un long et dur combat, et qu'il nous restera encore un énorme travail à faire, une fois qu'auront été abattus les derniers bombardiers allemands, japonais et italiens.

Mais, en vérité, nous croyons que nous pourrons, avec l'aide de Dieu, réaliser dans ce monde si sombre d'aujourd'hui et dans le monde nouveau qui naîtra dans l'après-guerre, que nous pourrons, dis-je, réaliser un sérieux progrès vers les buts les plus nobles que l'homme ait jamais imaginés.

Nous autres, membres des Nations Unies, nous possédons les moyens techniques, les ressources naturelles et, par-dessus tout, le courage hardi, la vision des choses et la volonté nécessaires pour bâtir et soutenir le seul genre d'ordre mondial qui puisse justifier les terribles sacrifices que fait aujourd'hui notre jeunesse.

Mais nous devons nous y acharner — sans relâche, sans hésitation, sans peur — et nous devons nous y acharner tous ensemble.

Il faut que nous poussions l'offensive contre toutes les formes du mal. Il faut que nous travaillions et combattions pour garantir à nos enfants la maîtrise et la paisible jouissance de leurs droits imprescriptibles à la liberté de parole, à la liberté de conscience, à la libération de la misère, à la libération de la crainte.

C'est seulement en ces termes hardis que la guerre totale peut se terminer par une victoire totale.

« AYANT SAISI NOS ARMES POUR DÉFENDRE LA LIBERTÉ, NOUS NE LES DÉPOSERONS POINT AVANT QUE LA LIBERTÉ NE SOIT DE NOUVEAU A L'ABRI DU DANGER »



Aucune date de la longue histoire de la liberté n'est plus chère aux individus et aux peuples que l'amour de cette liberté anime, que la date du 15 décembre 1791. Ce jour-là, il y a de cela 150 ans, une nation nouvelle, qui venait d'élire un Parlement, adopta une déclaration des droits humains qui a influencé la pensée de l'humanité entière, d'un bout à l'autre du monde.

Il n'est pas une république sur le continent américain qui n'ait adopté dans ses lois fondamentales les principes essentiels de la liberté humaine et de la liberté spirituelle, tels qu'ils ont été mis en vigueur dans le « Bill of Rights » des États-Unis d'Amérique.

Il n'y a pas un pays sur ce continent, grand ou petit, qui n'ait subi directement ou indirectement l'influence de ce document.

En vérité, avant 1933, le monde reconnaissait, du moins en principe, la valeur fondamentale de notre « Bill of Rights ». Même aujourd'hui, à l'exception de l'Allemagne, de l'Italie et du Japon, les différentes nations du monde — ou en tous cas les quatre cinquièmes d'entre elles — en reconnaissent les principes, les leçons, et les glorieux résultats.

Mais, en 1933, une clique politique vint au pouvoir en Allemagne, une clique qui n'accepta pas la validité des déclarations du « Bill of Rights » ; une petite clique d'ambitieux, de politiciens sans scrupules, dont le programme officiel et reconnu était précisément de détruire les droits proclamés par ce document. En vérité, tout le programme, tout le dessein de ces tigres politiques et moraux consistait uniquement en ceci : abolir sur toute la terre les résultats de la grande révolution des libertés humaines dont notre « Bill of Rights » est la charte la plus ancienne. Les vérités qui allaient de soi pour Thomas Jefferson et qui sont allées de soi pour les six générations d'Américains qui l'ont suivi — ces vérités étaient odieuses à ces hommes. Les droits à la vie, à la liberté, à la poursuite du bonheur, droits qui semblaient à Jefferson et qui nous semblent, à nous, inaliénables, n'étaient, pour Hitler et ses partisans, que des mots vides de sens qu'ils se proposaient d'abolir à jamais.

Pour remplacer les droits inaliénables de Jefferson, les Nazis avançaient les propositions que voici :

Aucun homme, en tant qu'individu, n'a le moindre droit du fait de sa qualité d'homme.

Aucun homme, en tant qu'individu, n'a le moindre droit à posséder une âme qui lui soit propre. Il n'a pas même le droit de vivre où il lui plaît et d'épouser la femme qu'il aime.

L'individu n'a qu'un devoir, celui d'obéir, mais non point à son Dieu, non point à sa conscience ; obéir, mais à Adolphe Hitler. L'individu n'a de valeur qu'en tant qu'il est une composante de l'État hitlérien, il n'a point de valeur en tant qu'homme.

Pour Hitler, l'idéal du peuple tel que nous le concevons, le peuple libre, responsable, qui se gouverne soi-même, est un idéal incompréhensible.

Pour Hitler, le peuple ce sont « les masses », et le plus haut degré de l'idéalisme humain, c'est, pour reprendre les propres mots du Führer, de souhaiter devenir « un grain de poussière » dans cet ordre de « la force » qui modèlera l'univers.

Pour Hitler, le gouvernement tel que nous le concevons est une conception impensable. Pour lui, le gouvernement n'est pas le serviteur, il n'est pas l'instrument du peuple, mais il est le maître absolu qui peut imposer à chacun ses moindres actes.

Pour Hitler, l'Église telle que nous la concevons est une monstruosité qu'il faut détruire par tous les moyens disponibles. L'Église nazie doit être « l'Église Nationale... au service absolu et exclusif d'une seule doctrine, d'une seule race, d'une seule nation. » Pour Hitler, la chose la moins concevable, la plus odieuse et la plus redoutable, c'est que les hommes soient libres de penser comme ils le veulent, de parler comme ils le veulent, d'honorer Dieu comme ils le veulent.

Tel est l'enjeu de notre époque, l'enjeu de cette guerre où nous sommes engagés : il s'agit de savoir si les nations honnêtes et qui se respectent elles-mêmes seront contraintes d'accepter les dogmes agressifs de cette nouvelle tentative pour ressusciter la barbarie ; si elles seront contraintes de revenir à la tyrannie à laquelle on les invite. Il s'agit de savoir si les Nazis réussiront à imposer aux peuples de la terre la doctrine de l'obéissance absolue, du gouvernement dictatorial, de la suppression de la vérité, de l'oppression des consciences, toutes choses que les nations libres de la terre ont depuis longtemps répudiées.

Ce qui nous menace actuellement, c'est, ni plus ni moins, un effort pour jeter bas et pour abolir l'essor puissant des libertés humaines, dont notre « Bill of Rights » est la charte fondamentale ; pour contraindre les peuples de la terre, et notamment les nations américaines, à reconnaître de nouveau l'autorité absolue et le gouvernement despotique dont ils ont été délivrés il y a bien, bien des années, par le courage, la résolution, les sacrifices de leurs aïeux. Cet effort ne pourrait réussir que si ceux qui ont hérité le don de la liberté avaient perdu les qualités viriles qui seules permettent de la conserver. Mais nous autres Américains, nous savons que la génération présente est aussi ferme et assurée dans sa résolution de sauver la liberté, que le fut la génération américaine par qui cette liberté fut conquise jadis.

Aucune menace, aucun péril ne nous fera livrer les garanties que nous donne la liberté que nos aïeux ont formulée pour nous dans notre « Bill of Rights ». Avec toute la passion dont nos cœurs sont capables, nous tiendrons ces promesses qui engagent l'esprit humain.

Nous prenons la résolution solennelle de faire en sorte qu'aucune puissance, aucune combinaison de puissances terrestres ne puisse nous faire lâcher prise.

Et nous prenons, à la face du monde, l'engagement mutuel que voici :

Ayant saisi nos armes pour défendre la liberté, nous ne les déposerons point avant que la liberté ne soit de nouveau à l'abri du danger dans le monde où nous vivons. C'est pour cela que nous prions, c'est pour cela que nous agissons, — maintenant et à jamais.

L'ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DE WASHINGTON



Notre pays, que Washington contribua si puissamment à créer, combat aujourd'hui sur la terre entière afin que nous-mêmes et nos enfants puissions conserver la liberté que Washington contribua si puissamment à nous donner. Puisque nous célébrons l'anniversaire de la naissance de Washington, rappelons-nous comment il se conduisit au milieu des plus grandes adversités. Parce qu'il accomplit beaucoup, nous avons tendance à oublier ses jours d'épreuves.

Pendant toute la révolution, Washington commanda une armée dont l'existence même en tant qu'armée n'était jamais assurée d'une semaine à l'autre. Certains de ses soldats, et parfois des régiments entiers, ne pouvaient ou ne voulaient sortir des frontières de leur état. Parfois, en des moments critiques, ils décidaient de revenir chacun chez soi, afin de faire les labours, ou de rentrer les récoltes. Une grande partie de la population coloniale, ou bien était opposée à l'indépendance ou bien, pour mettre tout au mieux, refusait de faire les grands sacrifices personnels nécessaires à cette fin.

Ils étaient nombreux dans chaque colonie ceux qui voulaient bien collaborer avec Washington, mais pourvu qu'ils puissent dicter les termes de cette collaboration.

Durant la guerre de la Révolution, plus d'un Américain n'eut que sarcasmes pour les principes mêmes de la Déclaration d'Indépendance. Ce n'était pas « pratique », disaient-ils ; c'était « idéaliste », de prétendre que « tous les hommes sont créés égaux, et sont doués par leur Créateur de certains droits inaliénables ».

Les sceptiques, les cyniques du temps de Washington, ne croyaient pas que des hommes et

des femmes ordinaires fussent capables de vivre librement en se gouvernant soi-même. Ils prétendaient que la « Liberté » et l' « Égalité » n'étaient que des songes creux et nullement réalisables, tout de même qu'aujourd'hui, nombreux sont les Américains qui n'ont que sarcasmes pour notre résolution de libérer les hommes de la misère et de la crainte ; on nous dit aussi que ce sont là idéaux irréalisables. On dit qu'il est dans l'ordre du monde qu'il y ait des pauvres et des guerres.

Ces gens-là me rappellent ceux qui trouvent à redire aux Dix Commandements parce que certaines personnes ont l'habitude d'en violer un ou plusieurs.

Nous autres Américains d'aujourd'hui, nous savons que la Révolution se serait soldée par un échec si George Washington n'avait pas eu la foi, une foi qui l'emporta sur les zizanies, la confusion, et les doutes entretenus par les sceptiques et les cyniques.

Lorsque des livres d'histoire nous parlent de Benedict Arnold, ils omettent par bienveillance des douzaines d'autres Américains, qui, sans le moindre doute, étaient eux aussi coupables de trahison.

Nous savons que ce fut la simple foi de Washington qui lui permit de s'en tenir à son principe essentiel : en premier lieu les choses de première importance. C'est parce qu'il avait un juste sens des proportions, que lui-même et ses partisans purent négliger les difficultés mineures et se concentrer sur les objectifs les plus importants. Les objectifs de la Révolution Américaine étaient si vastes (en fait ils étaient illimités), qu'ils sont aujourd'hui au nombre des objectifs primordiaux du monde civilisé tout entier.

Ce fut la foi de Washington, et ce furent, outre cette foi, son espérance et sa charité qui inspirèrent l'élan montré à Valley Forge, et de la prière faite sur ce champ de bataille.

Les Américains du temps de Washington étaient en guerre. Nous autres Américains d'aujourd'hui, nous sommes en guerre. Les Américains du temps de Washington furent souvent menacés de la défaite. Nous aussi, nous avons été menacés par des revers et par des infortunes — qui nous menacent encore.

En 1777, après notre victoire de Saratoga sur l'armée du général Burgoyne, des milliers d'Américains lancèrent en l'air leurs chapeaux et proclamèrent que la guerre était pratiquement gagnée, qu'ils allaient pouvoir retourner à leurs occupations du temps de paix, à la « normale ».

Aujourd'hui, les grandes victoires remportées sur le front russe ont induit des milliers d'Américains à lancer en l'air leurs chapeaux, et à proclamer que la victoire est là, juste au coin de la rue.

Il en est d'autres parmi nous qui croient encore aux miracles. Ils oublient qu'il n'y a plus de Josué parmi nous. Nous ne pouvons plus espérer que de grands murs s'écrouleront en poussière lorsque les trompettes retentiront et, que les populations pousseront des cris.

Il n'est point assez d'avoir la foi et d'avoir l'espérance. Washington lui-même montra par son exemple quel était notre autre grand besoin.

Je voudrais que tous tant que nous sommes, nous puissions vivre, penser et contrôler nos langues ainsi que le fit le père de notre pays, qui cherchait, jour après jour, à se conformer à ces célèbres versets :

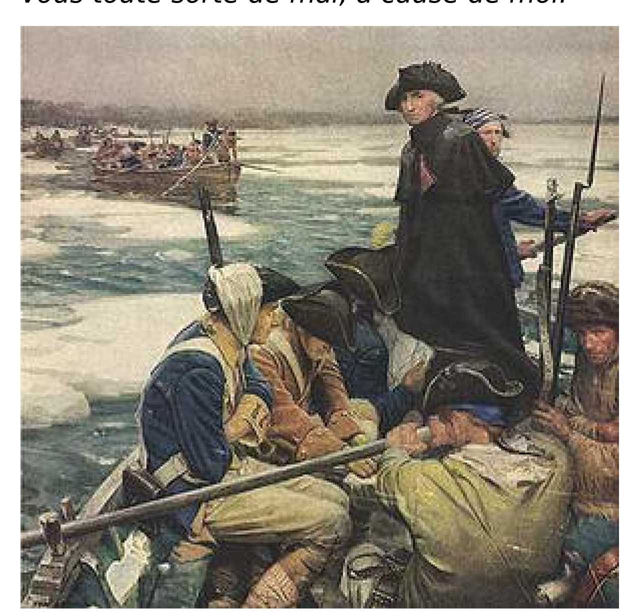
La charité est patiente, elle est pleine de bonté ; la charité n'est point envieuse ; la charité ne se vante point. Elle ne s'enfle point d'orgueil, elle ne fait rien de malhonnête, elle ne cherche point son intérêt, elle ne s'irrite point, elle ne soupçonne point le mal. Elle ne se réjouit point de l'injustice, mais elle se réjouit de la vérité.

La plupart d'entre nous cherchent à vivre conformément à ces préceptes, mais il en est parmi nous quelques-uns qui les ont oubliés. Ceux-là sont les Américains dont les paroles et les écrits sont trompetés par nos ennemis pour persuader les peuples faiblissants d'Allemagne, d'Italie, et leurs captifs, que l'Amérique est désunie, que l'Amérique sera coupable d'infidélité dans cette guerre, et qu'elle permettra ainsi aux puissances de l'Axe de contrôler cette terre.

Peut-être convient-il, en ce jour, de vous lire quelques-unes de ces paroles qui furent prononcées il y a bien, bien longtemps, paroles qui ont contribué à former le caractère et à modeler la carrière de George Washington :

Heureux les pauvres en esprit, car le royaume des cieux est à eux !
Heureux les affligés, car ils seront consolés !
Heureux les débonnaires, car ils hériteront de la terre !
Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice, car ils seront rassasiés ! Heureux les miséricordieux, car ils obtiendront miséricorde !
Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu !

Heureux ceux qui procurent la paix, car ils seront appelés fils de Dieu !
Heureux ceux qui sont persécutés pour la justice, car le royaume des cieux est à eux !Heureux serez-vous, lorsqu'on vous outragera, qu'on vous persécutera et qu'on dira faussement de vous toute sorte de mal, à cause de moi.


Traversée de la Delaware

AUX ANCIENNES LIBERTÉS NOUS DEVONS EN AJOUTER DE NOUVELLES

La crise contemporaine de la démocratie réclame une appréciation neuve de nos vieilles libertés et le réajustement de leur véracité aux conditions du jour. Le N.R.P.B. (National Resources Planning Board[1]), dans son rapport au Congrès, a préconisé que les anciennes libertés soient élargies pour y inclure de nouveaux points. Ci-après, les dix premiers amendements à la Constitution et les nouveaux points suggérés.

I. DÉCLARATION DES DROITS

ART. I. Le Congrès ne fera pas de loi traitant des établissements religieux, ou en interdisant le plein exercice, réduisant la liberté de parole ou de presse, ou le droit des gens à se réunir et à adresser au Gouvernement des pétitions en vue d'obtenir satisfaction.

ART. II. Une milice disciplinée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit d'avoir et de porter des armes sera maintenu.

ART. III. Aucun soldat, en temps de paix, ne pourra être cantonné chez l'habitant, sans le consentement de celui-ci ; il ne pourra l'être en temps de guerre que de la façon prévue par la loi.

ART. IV. Le droit du peuple à des garanties concernant la personne, le domicile, les papiers et les biens, contre des fouilles et des saisies abusives ne sera pas violé, et il ne sera donné de mandat que pour des motifs plausibles, ressortant de serments ou déclarations décrivant en particulier l'endroit à fouiller, ainsi que les personnes et les choses dont on doit s'assurer.

ART. V. Nul n'aura à répondre d'un crime capital ou infamant, à moins de présentation ou d'accusation par un grand jury, sauf pour les cas se produisant dans les armées de terre et de mer, ou dans la milice en période d'activité, en temps de guerre ou de péril public ; nul ne pourra être jugé deux fois pour une même faute ; nul ne pourra être mis à mort, emprisonné ou privé de ses biens, sans procès régulier ; la propriété privée ne pourra être utilisée pour le bien public sans une juste compensation.

ART. VI. Dans toutes les causes criminelles, l'accusé aura droit à un jugement rapide et public, rendu par un jury impartial de l'Etat ou du district du lieu du crime, district qui aura été

1 Bureau de plannification des ressources nationales

au préalable délimité par la loi. Il aura droit à être averti de l'accusation portée contre lui et de ses bases, à utiliser un système de contrainte pour faire venir des témoins, à avoir un conseil pour sa défense.

ART. VII. En matière civile, dans les affaires dont le montant sera de plus de 20 dollars, le droit de faire appel au jury sera maintenu et aucun fait jugé par le jury ne devra être réexaminé dans aucune cour des États-Unis, si ce n'est conformément aux règles du droit.

ART. VIII. On ne demandera pas de caution excessive ; on n'infligera pas d'amendes trop lourdes ; il ne sera pas fait usage de peines cruelles ou inhabituelles.

ART. IX. L'énumération de certains droits par la Constitution ne sera pas interprétée pour en nier ou en diminuer d'autres détenus par le peuple.

ART. X. Les pouvoirs qui ne sont pas donnés aux États-Unis par la Constitution ou dont l'exercice n'est pas interdit par elle aux États, appartiennent respectivement aux États ou au peuple.

II. NOUVEAUX POINTS PROPOSÉS PAR LE N.R.P.B.

1. Droit au travail utile et productif durant les années où l'homme est dans sa force.
2. Droit à un juste salaire, susceptible de payer les nécessités et les plaisirs de la vie en échange de travail, d'idées, d'économies, ou autres services socialement utiles.
3. Droit à une nourriture appropriée, au vêtement, au logis, aux soins médicaux.
4. Droit à la sécurité, à la libération de la crainte de la vieillesse, du besoin, de celle d'être à charge, de la maladie, du chômage, des accidents.
5. Droit de vivre dans un régime de libre concurrence, sans travail obligatoire, sans pouvoirs particuliers irresponsables, sans autorité publique arbitraire, sans monopoles non réglementés.
6. Droit d'aller et venir, de parler et de se taire, sans le contrôle des espions d'une police secrète politique.
7. Droit à l'égalité devant la loi, avec en fait une égale possibilité de recours à la justice.
8. Droit à l'éducation en vue du travail, en vue de la vie publique, en vue de la culture personnelle et du bonheur.
9. Droit au repos, à la distraction, à l'aventure ; possibilité de profiter de la vie et d'avoir sa part du progrès de la civilisation.

CHAPITRE DEUXIEME - Le nouvel ordre économique

"LES EXPLOITATIONS FINANCIÈRES, SANS FREIN NI CONTROLE, ONT ÉTÉ UNE DES CAUSES PRINCIPALES DE LA TRAGIQUE CONDITION OÙ NOUS NOUS TROUVONS"

Les compagnies Holdings ont été la cause de maux très graves qui doivent disparaître, si nous voulons avancer dans les différentes branches de l'activité commerciale. La forme de la Compagnie Holding est telle qu'elle se prête aux combinaisons secrètes, frauduleuses et aux mauvaises gestions. Elle est, en principe, une supersociété, artificielle, destinée à donner une consigne commune à des affaires plus ou moins apparentées. Certaines remplissent ces conditions, honnêtement et avec profit pour tous ceux qui y participent ; malheureusement, les tentations sont trop grandes et d'autres abusent de la concentration de pouvoirs financiers entre les mains de quelques individus, pour servir des intérêts purement égoïstes.

Ces compagnies avaient été créées par des groupes entreprenants, elles donnaient un pouvoir plus étendu d'administration, facilitaient les combinaisons de vente ou de financement entre les sociétés, rendaient facile l'écoulement des valeurs. Le public fut pris au mirage et confondit grandeur avec honnêteté.

Dans le passé, les besoins urgents de notre industrie pouvaient justifier la création des compagnies holding, mais les irrégularités insolentes et les pertes gigantesques qui se sont produites, appellent un contrôle serré.

Auparavant, les grandes industries étaient dirigées par leurs propriétaires. Aujourd'hui, il en est autrement ; les actions des sociétés sont entre les mains du public qui ne manifeste pas la moindre curiosité de connaître les usines ou les bureaux des affaires dans lesquelles il a investi ses capitaux. Il n'a aucun sentiment de la fierté que donne le sens de la propriété ou de l'association dans une entreprise dont les produits sont les fruits de son travail et de son intelligence. Le contrôle est dans des mains anonymes, et souvent même, assuré par une autre société détenant la majorité des actions.

Quand les affaires se développèrent au point de ne pouvoir être administrées par un seul individu, les Conseils d'administration considérèrent les intérêts qu'ils géraient comme autant de gages avec lesquels ils pouvaient spéculer ; ils devinrent trop souvent le fief de quelques puissants seigneurs, dans lequel le petit actionnaire n'avait pas droit au chapitre. On oublia qu'un porteur de dix actions possédait le droit de demander une gestion efficace et honnête autant que le porteur de mille titres.

Des ressources plus vastes étant nécessaires, les banquiers en profitèrent ; de nombreux financiers sans scrupule ne s'occupèrent que de la vente des titres sans s'inquiéter de la marche des sociétés. Plus ils vendaient, plus ils gagnaient ; malgré cela, ils inventaient des procédés et des excuses pour des lancements toujours nouveaux.

La tragédie et la désillusion d'aujourd'hui sont la conséquence inévitable de ce contrôle conjoint par le monde des affaires et de la finance ; les résultats que nous voyons, n'auraient pas eu lieu sans cette collusion qui a annihilé toute moralité, en respectant, peut-être, la lettre de la loi. La Commission fédérale de l'industrie peut fournir avec une évidence incontestable, des faits, des chiffres, des cas précis de vols, de renseignements erronés, de corruption et d'abus de ventes de titres. Des directeurs sans conscience, signaient des contrats illégaux pour leur profit, beaucoup plus que pour celui de la Société qui, grassement, les payait, recevaient des émoluments fantastiques pour des soi-disant services rendus à titre d'experts, avaient pour principe de cacher ce qui se passait à l'intérieur de leur Société. Comptes truqués, dissimulation d'actifs, confusion délibérément créée par d'innombrables accords entre compagnies, enquêtes arrêtées au moyen de procédés retors, mais légaux, ne sont qu'une partie des abus qu'on peut leur reprocher.

Quel recours pouvait avoir le petit actionnaire, même s'il avait connaissance de ces trafics ?

Si, au nom de la morale, on demandait à ces gens-là : « Que pense votre conscience de ces

procédés ? », ils répondraient : « l'essentiel pour nous est de ne pas contrevenir à la loi » ou bien « Combien de temps avons-nous encore pour continuer ces opérations ? »

Ainsi, ces compagnies holding, qui affectaient par leurs manœuvres le bien-être et le bonheur de milliers d'hommes et de femmes, étaient le plus souvent conduites et inspirées par des considérations les plus viles. Nous devons, en conséquence, faire la lumière sur ces agissements pour que, une fois le public au courant, de telles irrégularités ne puissent plus se produire.

Nous devons avoir un système uniforme de comptabilité.

Les actionnaires, dûment représentés, doivent avoir le droit, à tout moment, d'examiner la copie des délibérations du Conseil, les contrats de chaque Compagnie avec ses directeurs ou administrateurs ou avec d'autres compagnies. Les noms de chaque actionnaire avec le nombre d'actions possédées par lui, doit pouvoir être connu. Les irrégularités cesseraient automatiquement si les directeurs savaient qu'ils sont surveillés.

Les exploitations financières, sans frein ni contrôle, ont été une des causes principales de la tragique condition ou nous nous trouvons. Les consolidations, les fusions inutiles ont jeté des milliers de gens dans la rue. Le public est en droit d'avoir confiance dans les méthodes et dans les hommes qui manient les capitaux. Nous sommes à même de la lui redonner, en nettoyant la maison et en la tenant propre.

Au risque de me répéter, j'aimerais exprimer ce que j'ai déjà dit : « Si nous devons restreindre les opérations du spéculateur, du manipulateur et du financier, c'est pour protéger l'individualisme et non pour l'entraver. »

Ceux qui assurent le contrôle des grandes combinaisons industrielles et financières, doivent donner satisfaction aux exigences du public. Ils n'ont pas voulu être des hommes d'affaires, mais des « princes de la propriété ». Nous leur rappellerons qu'ils doivent assumer avec compétence les responsabilités inhérentes à leur position, travailler pour le bien commun et non pour eux-mêmes. Ils doivent à l'occasion sacrifier leur propre intérêt pour le bénéfice de tous. »

C'est alors que le Gouvernement entre en jeu. Quand le « requin », le concurrent sans moralité, le lanceur d'affaires sans pondération, un Ishmael ou un Insull refusent de se plier aux méthodes saines qui assurent le bien-être des masses et menacent de conduire l'industrie à l'anarchie, le Gouvernement doit prendre immédiatement les mesures propres à faire cesser cet état de choses.

CONTRE LES TRUSTS

Les individus — hommes et femmes — doivent-ils être soumis à un système gouvernemental ou économique quelconque, ou bien ce système doit-il être créé pour servir les individus ? Voici le problème.

Pendant des générations, cette question n'a cessé de dominer toutes les discussions au sujet du gouvernement. On n'a jamais pu s'entendre sur ce point et il est probable que pendant bien longtemps encore, d'honnêtes gens continueront à ne pas être d'accord. La démocratie — comme l'a appelée Meredith Nicholson — est une course vers un but toujours meilleur. Beaucoup de chemins s'offrent à nous ; si nous regardons bien leur tracé, nous voyons qu'ils prennent deux directions principales : l'un tend vers un gouvernement s'exerçant au profit de quelques-uns, l'autre vers un gouvernement agissant pour le bénéfice du peuple.

En Europe, les gouvernements des divers pays ont accru leurs pouvoirs au cours de luttes nationales et ont créé une force centralisée, suffisamment puissante pour imposer la paix aux féodaux. La victoire du pouvoir central aboutit, dans la plupart des cas, à l'instauration d'une autorité forte dans laquelle l'individu trouva une protection. Le peuple préféra obéir à un maître puissant mais éloigné de lui, que d'être exploité par des petits seigneurs toujours trop près de lui. Les créateurs du pouvoir central furent, comme le voulaient les circonstances, des hommes durs ; ils furent souvent cruels dans leurs méthodes, bien qu'ils luttassent de toute leur énergie

pour satisfaire à une nécessité, à un désir ardent de la collectivité. Leur pouvoir centralisé était capable d'assurer la paix, d'écarter la guerre civile et de permettre à la population de vivre en sécurité.

Ces hommes avaient leur raison d'être dans l'évolution d'une grande nation, et ils étaient indispensables pour affirmer la puissance des gouvernements à la tête des nations en formation. La société s'est montrée reconnaissante pour les services rendus, mais une fois l'unité de la nation achevée, l'ambition et la brutalité dépassèrent les bornes.

Le sentiment que le pouvoir était exercé indûment au profit de quelques-uns et au détriment de tous, prit alors naissance et ne cessa de s'accroître. Le peuple rechercha une force équivalente qui pût imposer des limites à l'arbitraire. Ces limites ont suscité les Conseils des villes, les corporations, les parlements, les chartes donnant au peuple le droit de participer au pouvoir et d'exercer un contrôle.

Les colonies américaines naquirent au cours de cette lutte. La Révolution en fut l'évènement capital. Les témoins des troubles qui avaient précédé la guerre de l'Indépendance des États-Unis, se rallièrent de bonne foi à l'opinion que le gouvernement populaire est dans son essence dangereux et irréalisable. Le plus brillant, le plus honnête des défenseurs de cette opinion fut Hamilton. Il s'insurgeait contre des méthodes de gouvernements lentes, il avait la conviction que la sécurité de la République reposait sur la force autocratique de son gouvernement. Il était également convaincu qu'un groupe puissant d'institutions centralisées, ayant à sa tête un nombre restreint de citoyens capables, pouvait diriger mieux les affaires de l'Etat.

Jefferson, durant l'été de 1776, après avoir rédigé la Déclaration de l'Indépendance, s'appliqua au même problème et aboutit à des conclusions différentes. Le gouvernement, selon lui, était un moyen et non un but ; il pouvait, selon les circonstances, être une protection et une aide, ou au contraire une menace et un danger. « Nous n'avons pas de pauvres, disait-il, la grande masse de notre population est composée de travailleurs et ceux de nos riches qui peuvent vivre sans exercer une profession, sont peu nombreux. La classe laborieuse, dans sa majorité, possède des biens, cultive ses propres terres. Les autres tirent des possédants et de ceux qui les emploient des ressources, qui leur permettent de se nourrir et de se vêtir mieux que ne l'exige la décence, tout en travaillant modérément et en élevant leurs familles ».

Ce peuple, estimait-il, avait deux catégories de droits : les uns se rattachaient à leur personnalité, les autres étaient inhérents à l'acquisition et à la possession des biens. Jefferson entendait par les droits se rattachant à la personnalité, le droit d'exprimer sa pensée librement et de vivre selon ses goûts.

Pour assurer à tous la possession et l'exercice de cette première catégorie de droits, le gouvernement doit prendre toutes dispositions, qui l'empêcheront de s'immiscer dans ce qui est du domaine de l'individu. Jefferson comprit que l'exercice des droits de propriété était tellement lié à celui des droits individuels que le Gouvernement, sans l'intervention duquel ceux-ci seraient inexistants, était dans l'obligation d'intervenir, non pour détruire l'individualisme, mais pour le protéger.

Nous connaissons parfaitement le grand duel politique qui suivit, et nous savons que Hamilton et ses amis, dans leur lutte en faveur d'un pouvoir central tout-puissant, furent finalement battus par le parti de Jefferson aux élection de 1800. De ce duel sont sortis le parti républicain et le parti démocrate, tels que nous les connaissons aujourd'hui.

Dès lors, commença pour la vie publique américaine une ère nouvelle, ère de l'individu qui s'opposait à un système abstrait. « Individualisme», tel fut le mot d'ordre de cette époque. Les conditions économiques les plus heureuses lui permirent de durer et lui donnèrent sa splendeur. Il est vrai qu'elle connut des crises suivies de temps prospères, mais ces vicissitudes ne pouvaient rien changer au fait que l'ensemble du peuple pouvait vivre, soit en vendant son travail, soit en tirant du sol ses moyens de subsistance, de sorte que la famine et la ruine étaient pratiquement impossibles. Au moment le plus critique, on avait toujours la ressource de s'embarquer pour l'Ouest, où des prairies incultes accueillaient les hommes, auxquels l'Est n'avait pu procurer un gagne-pain.

Si grandes étaient nos ressources naturelles, que nous pouvions offrir le même secours aux détresses du monde entier ; nous appelions chez nous les émigrants de l'Europe et les

recevions à bras ouverts. A chaque crise, une nouvelle portion du territoire s'ouvrait à la culture, si bien que nos malheurs passagers contribuaient à notre heureuse destinée.

Mais, au milieu du XIXe siècle, surgit un nouveau et puissant facteur économique, un rêve nouveau naquit et provoqua ce que nous appelons la révolution industrielle. Les progrès accomplis dans l'emploi de la vapeur, comme ceux que nous valait l'invention de machines nouvelles, les précurseurs de l'industrie moderne les exploitèrent. Quant au rêve, il fut celui d'une machine à rendement économique capable d'élever le standard de vie, de mettre le luxe à la portée des plus pauvres, de supprimer les distances et — plus tard avec l'électricité — de délivrer les hommes du labeur fatigant imposé par le maniement des outils les plus lourds.

Ce facteur et ce rêve devaient également influencer les méthodes politiques. Jusqu'alors, le gouvernement n'avait pour rôle que de déterminer les conditions dans lesquelles le peuple pouvait vivre heureux, travailler en paix et se reposer sans crainte. Il fut, cette fois, appelé à contribuer à la réalisation du rêve nouveau ; ce n'était pas chose facile.

Les États-Unis acceptèrent avec enthousiasme les bons et les mauvais côtés du règne de la machine. Aucun prix ne fut jugé trop élevé pour acquérir un outillage industriel parfait.

L'histoire de ces dernières cinquante années se confond presque avec celle de ces titans de la finance, dont les méthodes ne furent pas examinées d'assez près, et qui furent récompensés, non d'après la pureté des moyens employés, mais d'après les résultats. Ainsi, les financiers qui ont construit les chemins de fer du Pacifique, se montrèrent toujours sans pitié, quelquefois prodigues et généreux, mais sans moralité ; ils menèrent pourtant à bien la construction de ces chemins de fer. On a estimé que les Américains avaient payé trois fois le prix de revient de leur système ferroviaire, mais il n'en est pas moins vrai que les États-Unis en tirent tous les avantages.

Pendant la période d'expansion, les occasions économiques furent innombrables. Le gouvernement n'eut pas à se mêler des affaires de l'industrie, mais à contribuer à son développement. Ses interventions furent provoquées par les hommes d'affaires eux-mêmes. On imposa des tarifs douaniers pour « encourager notre industrie naissante », expression dont les plus âgés de ceux qui me lisent se souviendront, puisqu'elle était alors le mot d'ordre des campagnes électorales.

L'expansion des chemins de fer fut favorisée par des subventions et plus souvent par des cessions gratuites de terrains. Certains, parmi les plus riches en pétrole, aidèrent au financement des chemins de fer du Sud-Ouest ; les armateurs furent encouragés, soit par des avances d'argent, soit par la concession de monopoles de transport, si bien que notre marine marchande vogue aujourd'hui sur toutes les mers.

A notre sens, le gouvernement ne doit pas s'occuper des affaires. Mais comme il l'a fait, nous devons essayer de comprendre les raisons de ses interventions. Elles ne se fondent pas sur la théorie, qui a toujours été opposée à ce genre d'interventions, mais elles se justifient par les appels réitérés et pressants des entreprises privées. Celles-ci n'ont cessé de demander au gouvernement de mettre à leur disposition tous les moyens d'assistance qu'il possède.

Le même homme qui déclare aujourd'hui ne pas vouloir de l'intervention du gouvernement, a été et sera le premier à lui demander d'imposer des droits prohibitifs sur les produits similaires à ceux qu'il fabrique. Quand les choses vont mal — comme en 1930 — il ira avec la même célérité solliciter un prêt du gouvernement. C'est ainsi que naquit la « Reconstruction Finance Corporation ».

Chaque groupe a, pour la protection de ses intérêts personnels, demandé l'appui du gouvernement, sans tenir compte que le rôle de celui-ci ne doit pas être de favoriser un groupe, mais de défendre les droits individuels et les droits de propriété de tous ses concitoyens.

En examinant le passé, nous voyons que ces transformations ont coïncidé avec le début du siècle. Nous atteignions alors notre dernière frontière, il n'y avait plus de terres libres et nos organismes industriels s'étaient transformés en grandes unités, sans contrôle ni responsabilité.

Des hommes clairvoyants pressentirent le danger, comprirent que les chances de succès ne

demeureraient plus égales pour tous, et que les grandes sociétés pourraient devenir une menace pour la liberté économique des individus et les mettre dans l'impossibilité de gagner leur vie. Ce fut alors qu'intervinrent nos lois contre les trusts.

Théodore Roosevelt entreprit une campagne qui eut pour devise : « A bas les trusts » ; il usa de son franc-parler contre les malfaiteurs, dont la fortune était considérable. La politique du gouvernement était de faire machine arrière, de supprimer les grandes sociétés et de retourner au temps où chaque homme possédait seul une petite entreprise. C'était malheureusement chose impossible. Théodore Roosevelt le comprit, abandonna son idée de dissoudre les trusts et n'usa de son autorité que pour établir une distinction entre les « bons et les mauvais ». La Cour Suprême conçut et imposa l'application de la fameuse « loi de bon sens ». Cette loi admettait, en principe, qu'une concentration de forces industrielles pouvait être autorisée si les moyens par lesquels elle se formait, et si l'usage qu'elle faisait de sa puissance, étaient conformes à l'équité.

Woodrow Wilson, élu en 1912, jugea plus clairement encore la situation. Jefferson avait craint les empiètements du pouvoir sur les individus ; pour Wilson, la puissance financière constituait le grand danger. Il comprit que le système économique de grandes concentrations était le despote du xxe siècle, dont dépendait la sécurité des individus et dont l'irresponsabilité et l'avidité — si on n'exerçait sur elles aucun contrôle —pourraient réduire les masses à la misère et à la famine.

En 1912, la concentration de la puissance financière n'était pas encore ce qu'elle est devenue de nos jours ; elle était néanmoins suffisamment importante pour que Wilson entrevit toutes les complications qu'elle allait entraîner. Le programme actuel que l'on qualifie de révolutionnaire (je suis bien placé pour savoir ce que je dis) est bénin en comparaison de la campagne du Président Wilson. « Personne ne peut nier, déclara-t-il, que les limites de notre activité sont devenues de plus en plus étroites. Nul parmi ceux qui sont au courant du développement de l'industrie de ce pays, ne peuvent manquer de constater qu'il est pratiquement impossible d'obtenir du crédit, sans être contraint de s'unir à ceux qui contrôlent l'industrie des États-Unis ; nul encore ne peut manquer de remarquer que tout homme qui tente de concurrencer par lui-même un procédé de fabrication déjà employé et contrôlé par les grandes coalitions financières, sera écrasé, s'il ne consent, soit à vendre son entreprise, soit à se laisser absorber. »

Si la guerre mondiale, qui obligea Wilson à consacrer huit années aux affaires extérieures, n'avait pas eu lieu, nous serions peut-être aujourd'hui dans une situation différente. Le canon qui, en Europe, tonnait de plus en plus fort, contraignit Wilson à abandonner l'étude de ses projets. Le problème qu'il entrevit si clairement, il nous l'a légué et aucun de nous, à quelque parti qu'il appartienne, ne peut contester qu'il est une des grandes préoccupations du présent gouvernement.

Un simple coup d'œil sur la situation actuelle suffit à nous convaincre que nos chances de prospérité ne sont plus égales à celles que nous avons connues. Nos moyens de production industrielle sont parfaits ; tout, autour de nous, le prouve. Pour le comprendre mieux, examinons les faits récents et les facteurs économiques dont vous et moi, ainsi que la majorité des hommes et des femmes, s'entretiennent journellement.

Dans les années qui ont précédé 1929, ce pays a parcouru et accompli un vaste cycle de croissance et d'inflation. En dix ans, nous avions pris une extension que l'on voulait expliquer par la nécessité de remplacer ce qui avait été gaspillé par la guerre. En réalité, nous nous sommes développés bien au-delà de ce qu'imposait cette nécessité et bien au-delà encore de ce que réclamait notre évolution naturelle et normale. Les chiffres relatifs à cette époque prouvent que les prix payés par le consommateur n'ont subi qu'une diminution minime, et même nulle, et que le prix de revient de la production était tombé considérablement ; la somme des bénéfices réalisés fut énorme. Peu de ces profits fut consacré à la réduction des prix ; le consommateur fut ignoré, les salaires demeurèrent stationnaires ; le travailleur fut oublié, la part réservée aux dividendes ne fut pas proportionnée au bénéfice et les actionnaires, eux aussi, furent laissés de côté. Je rappelle incidemment que le fisc ne préleva qu'une part infime, le budget étant en excédent.

Quel fut le résultat de cet état de choses ? D'énormes ressources furent accumulées — les plus prodigieuses que connut l'histoire — elles prirent deux directions principales : tout d'abord,

elles furent converties en matériel qui, à l'heure actuelle, est ou inutile ou inactif ; d'autre part, elles alimentèrent en Call Money le marché de Wall-street.

La crise survint alors. Les excédents investis dans le matériel de production furent immobilisés. Des foules de gens perdirent leur situation, la capacité d'achat s'épuisa, les banques prirent peur et se mirent à emprunter ; ceux qui avaient de l'argent craignirent de s'en séparer, les crédits se resserrèrent, l'industrie s'arrêta, le commerce déclina et le chômage s'accrut.

Il résulte d'une étude serrée, faite récemment sur la concentration des entreprises aux États-Unis, que notre vie économique est dominée par quelque six cents grandes unités contrôlant les deux tiers de l'industrie américaine. Dix millions de petites entreprises se partagent le reste.

Il est en outre prouvé que si la concentration continue à s'organiser à la même cadence, l'industrie américaine sera, à la fin de ce siècle, contrôlée par une douzaine de sociétés et dirigée par une centaine d'hommes à peine. En somme, nous allons droit à une oligarchie économique, si nous n'y sommes déjà arrivés.

Tout ce qui vient d'être exposé montre que, de toute évidence, une réestimation des valeurs est indispensable. Les temps sont révolus où tout était accordé au grand pionnier, au titan financier, à la condition qu'ils créent et développent la richesse. Nos efforts ne doivent plus tendre à découvrir ou à exploiter nos ressources naturelles ou à produire sans cesse davantage. Notre tâche est plus modeste : contentons-nous de tirer profit — avec moins d'âpreté — de ce qui existe, cherchons à rétablir les marchés étrangers indispensables à l'écoulement de nos marchandises, résolvons le grave problème de la sous-consommation ou bien réglementons la production, répartissons avec équité les richesses et les produits, adaptons enfin le système économique adéquat aux besoins du peuple.

A ses débuts, le pouvoir central a été un moyen de protection ; il est devenu par la suite une menace. De même aujourd'hui, dans un système économique plus restreint, la grande coalition financière ne constitue plus un progrès pour la nation, mais est devenue pour elle un danger.

Je voudrais pousser plus avant la comparaison avec le passé. Nous ne pensons pas que nous abandonnerions le principe d'un gouvernement national parce que ce système a été une menace au XVIIIe siècle. Egalement, de nos jours, nous n'abandonnerons pas le principe d'un système économique fondé sur de fortes unités appelées sociétés, pour la seule raison que leur puissance est susceptible d'engendrer finalement des abus. En d'autres temps, nous avons résolu le problème du pouvoir central injustement ambitieux en le transformant au fur et à mesure en un gouvernement constitutionnel et démocratique. Et ainsi, nous sommes en train de modifier et de contrôler nos unités économiques.

Le rôle du gouvernement dans ses rapports avec les affaires est, selon moi, de collaborer à l'élaboration d'une déclaration des droits économiques de créer un ordre économique constitutionnel. Telle est la tâche qui incombe, tant aux hommes d'Etat qu'aux hommes d'affaires. C'est là le moindre désir d'une collectivité qui a besoin d'une réelle sécurité. Fort heureusement, les circonstances actuelles prouvent que l'effort pour satisfaire à un tel besoin, constitue non seulement une bonne politique de gouvernement, mais encore la seule chance de salut pour notre structure économique.

Nous savons, à présent, que les grandes coalitions économiques ne peuvent exister que si la prospérité est « uniforme », c'est-à-dire que si la capacité d'achat est bien répartie entre chaque groupe de la nation. C'est la raison pour laquelle la plus égoïste des grandes sociétés souhaiterait, dans son propre intérêt, d'une part, l'augmentation des salaires et un remède au chômage, d'autre part, le retour des fermiers à leur niveau de prospérité habituelle et de voir garantir à l'un et l'autre groupe — industriel et agricole — une sécurité permanente. C'est pourquoi déjà, quelques entreprises clairvoyantes s'efforcent dans l'intérêt commun, de limiter dans l'organisation intérieure de leurs affaires, la liberté d'action de chaque homme et de chaque branche de leur exportation. C'est pourquoi, enfin, de toutes parts, des hommes d'affaires ne cessent de réclamer un système économique qui remette les choses en équilibre, dût la liberté d'action des grandes sociétés en sortir diminuée.

Je présume que chacun de ceux qui sont entrés dans la lutte actuelle (c'est-à-dire tous ceux

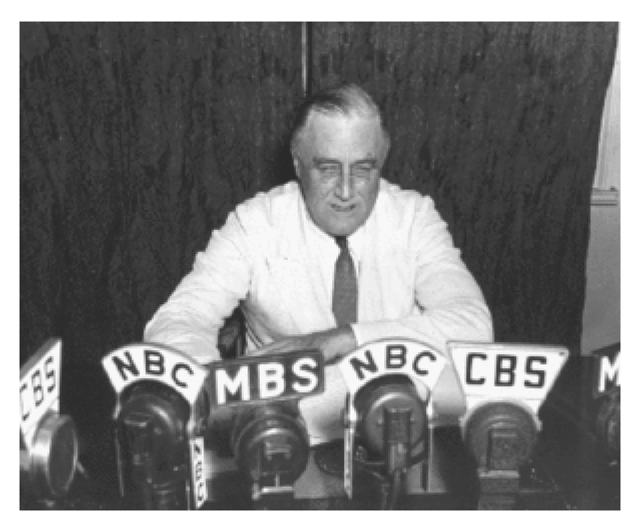
qui ne sont pas nés avec une fortune assurée) sait d'après sa propre expérience, que ce que nous avons le mieux à faire, est d'adapter les conceptions premières du gouvernement aux circonstances du moment. Gouverner est une affaire où les parties en présence tirent chacune leurs avantages, dans la mesure où elles respectent leurs obligations réciproques. Telle fut l'idée qui, jadis, se forma. Il s'agit donc d'un contrat. En vertu de ce contrat, les dirigeants ont reçu le pouvoir ; le peuple le lui a accordé à la condition que certains droits lui seraient concédés. L'art de gouverner implique une certaine habileté à définir ces droits, chaque fois qu'il est nécessaire, en tenant compte des changements apportés à l'ordre social par des faits nouveaux. Ceux-ci imposent des obligations nouvelles au gouvernement et à ceux qui sont à sa tête.

Les clauses fondamentales du contrat sont donc aussi anciennes que la République elle-même. Elles sont cependant applicables au nouvel ordre économique. Chaque homme a le droit de vivre, c'est-à-dire qu'il a le droit de se faire une vie agréable. Il peut, par paresse, ou à l'encontre de tout devoir moral, renoncer à exercer ce droit, mais ce droit ne peut lui être refusé. Notre gouvernement, sous une forme officielle ou non, par des mesures économiques ou politiques, doit ouvrir a chaque individu une voie qui le conduit, s'il travaille, vers la possession de ce qui est nécessaire à ses besoins. Chaque homme a, en outre, un droit sur ce qu'il possède individuellement, autrement dit un droit qui lui garantit, dans la plus large mesure, la sécurité de ses gains. Sans ce droit, il ne pourrait traverser les périodes difficiles de sa vie, durant lesquelles, pour des raisons naturelles, il lui est impossible de travailler ; l'enfance, la maladie, la vieillesse. Dans toute idée de propriété, ces considérations doivent dominer toutes les autres. Si, par respect pour ce droit, nous devons imposer des restrictions aux opérations du spéculateur, à celles du manieur d'argent et même du financier, j'estime que nous devons admettre ces restrictions comme indispensables pour protéger l'individualisme et non pour l'entraver.

La clause finale du fameux contrat traitait de la liberté et de la recherche du bonheur. Nous n'ignorons pas que le droit de lire, penser, parler, choisir un mode de vie et de vivre, doit être, en tout cas, respecté. Nous savons que la liberté d'attenter en quoi que ce soit à ces droits, n'est inscrite dans aucun pacte. Gouverner, c'est maintenir les balances de la justice égale pour tous.

Nous remplirons nos obligations gouvernementales actuelles, tout comme nous avons rempli celles qu'en 1776, Jefferson a imaginées dans son « Utopia » et auxquelles Théodore Roosevelt et Wilson, eux-mêmes, se sont efforcés de donner une réalité. Faute de quoi, nous irons à un échec commun et un flot grandissant de misère nous entraînera tous au fond du gouffre.

CHAPITRE TROISIEME - Contre la Tyrannie et les dictateurs



MESSAGE DU 14 AVRIL 1939 A HITLER ET MUSSOLINI

Vous savez, j'en suis sûr, qu'à travers le monde, des centaines de millions d'êtres humains vivent aujourd'hui dans la crainte constante d'une nouvelle guerre ou même d'une suite de guerres.

L'existence de cette peur et la possibilité d'un tel conflit concernent certainement le peuple des États-Unis au nom de qui je parle et les autres Nations de l'hémisphère ouest. Tous savent qu'un conflit important, même s'il restait circonscrit à d'autres continents pèserait lourdement sur eux pendant sa durée, et aussi sur les générations à venir.

Puisqu'après la tension aiguë dans laquelle le monde a vécu pendant ces dernières semaines, il semble qu'il y ait une détente au moins provisoire, puisqu'actuellement il n'y a pas de troupes en marche, c'est peut-être le moment opportun pour moi de vous envoyer ce message.

En une précédente occasion, je me suis adressé à vous en faveur du règlement des problèmes politiques, économiques et sociaux par des méthodes pacifiques et sans recours aux armes.

Mais la marée des événements semble être revenue à la menace par les armes. Si de telles mesures continuent, il semble inévitable qu'une grande partie du monde soit entraînée dans une ruine commune. Le monde entier, pays vainqueurs, pays vaincus, pays neutres, souffrira. Je me refuse à croire que le monde soit nécessairement un tel prisonnier du destin. Au contraire, il est clair que les chefs des grandes nations ont en leur pouvoir de libérer leurs peuples du désastre qui menace. Il est également clair qu'au fond de leur esprit comme au fond de leur cœur, les peuples désirent la fin de leurs craintes.

Il est cependant malheureusement nécessaire de prendre connaissance des faits récents.

Trois nations en Europe et une en Afrique ont vu se terminer leur vie indépendante. Un vaste territoire dans une autre nation indépendante de l'Extrême-Orient a été occupé par un état voisin. Des rapports, que nous ne croyons pas, insistent sur le fait que de nouvelles agressions sont projetées toujours contre d'autres nations indépendantes. Il est évident que le monde va vers le moment où cette situation se terminera en catastrophe, à moins qu'une manière plus rationnelle de diriger les événements ne soit trouvée.

Vous nous avez, à plusieurs reprises, assuré que vous et le peuple allemand n'avaient aucun désir de guerre. Si cela est vrai, il n'y a pas besoin de conflit.

Rien ne peut persuader les peuples de la terre qu'un gouvernement a le droit ou le besoin d'infliger les conséquences d'une guerre à son propre peuple, ou à un autre, sauf le cas de la défense indiscutable de la mère patrie.

En faisant cette déclaration, nous, Américains, ne parlons pas par égoïsme, peur ou faiblesse. Si nous parlons maintenant, c'est avec la voix de la force et par amitié pour l'humanité. Je suis toujours certain que les problèmes internationaux peuvent être résolus à une table de conférence.

Ce n'est donc pas une réponse à un appel en faveur d'une discussion pacifique que de déclarer, pour une des parties, qu'à moins de recevoir des assurances préliminaires d'un verdict en sa faveur, elle ne déposera pas les armes. Dans les conférences comme devant les tribunaux, il est nécessaire que les deux parties abordent la discussion de bonne foi, admettant qu'une justice réelle en résultera pour elles deux, et il est habituel et nécessaire qu'elles déposent leurs armes pendant qu'elles confèrent.

Je suis convaincu que la cause de la paix mondiale ferait un grand pas en avant si les pays du monde obtenaient une déclaration franche quant à la politique présente et future des gouvernements.

Puisque les États-Unis, en tant que nation de l'hémisphère ouest, ne sont pas inclus dans les discussions présentes, qui ont survenu en Europe, je pense que vous pouvez désirer me faire cette déclaration à moi, en tant que chef d'une nation éloignée de l'Europe, de façon à ce que, agissant avec la responsabilité et les obligations d'un intermédiaire amical, je puisse communiquer une telle déclaration à d'autres nations, actuellement effrayées de la voie que peut prendre la politique de votre gouvernement.

Voulez-vous donner l'assurance que vos forces armées n'attaqueront ni n'envahiront le territoire ou les possessions des nations indépendantes suivantes : Finlande, Esthonie, Lettonie, Lithuanie, Suède, Norvège, Danemark, Hollande, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande, France, Portugal, Espagne, Suisse, Liechtenstein, Luxembourg, Pologne, Hongrie, Roumanie, Yougo-Slavie, Russie, Bulgarie, Grèce, Turquie, Irak, Arabie, Syrie, Palestine, Egypte et Iran.

Une telle assurance doit clairement se référer non seulement au présent, mais également à un futur suffisamment étendu pour donner toutes les chances de travailler à une paix plus stable par des méthodes pacifiques. C'est pourquoi je suggère que vous donniez au mot futur, en l'appliquant à une période minimum de non agression, une signification de dix ans au moins, d'un quart de siècle, si nous osons voir aussi loin.

Si de telles assurances sont données par votre gouvernement, je les transmettrai immédiatement aux gouvernements des nations que j'ai nommées et je demanderai en même temps si, comme j'en suis sûr, chacune des nations énumérées veut me donner une semblable assurance pour que je vous la transmette.

Des assurances comme celles que j'ai ébauchées apporteront au monde un soulagement immédiat.

Je propose que si elles sont données, deux problèmes essentiels soient rapidement discutés dans l'atmosphère de paix qui en résultera et le gouvernement des États-Unis sera heureux de prendre part à ces discussions.

Les discussions auxquelles je pense se rapportent à la manière la plus efficace et la plus rapide grâce à laquelle les peuples du monde peuvent obtenir un soulagement progressif du poids écrasant des armements, ce poids chaque jour, les rapproche de la berge du désastre économique. En même temps, le gouvernement des États-Unis serait disposé à prendre part à des discussions recherchant le moyen de créer des courants commerciaux internationaux, afin que chaque nation de la terre puisse acheter et vendre sur un pied d'égalité au marché international et qu'elle soit de même sûre d'obtenir les matières premières et les produits nécessaires à une vie économique pacifique.

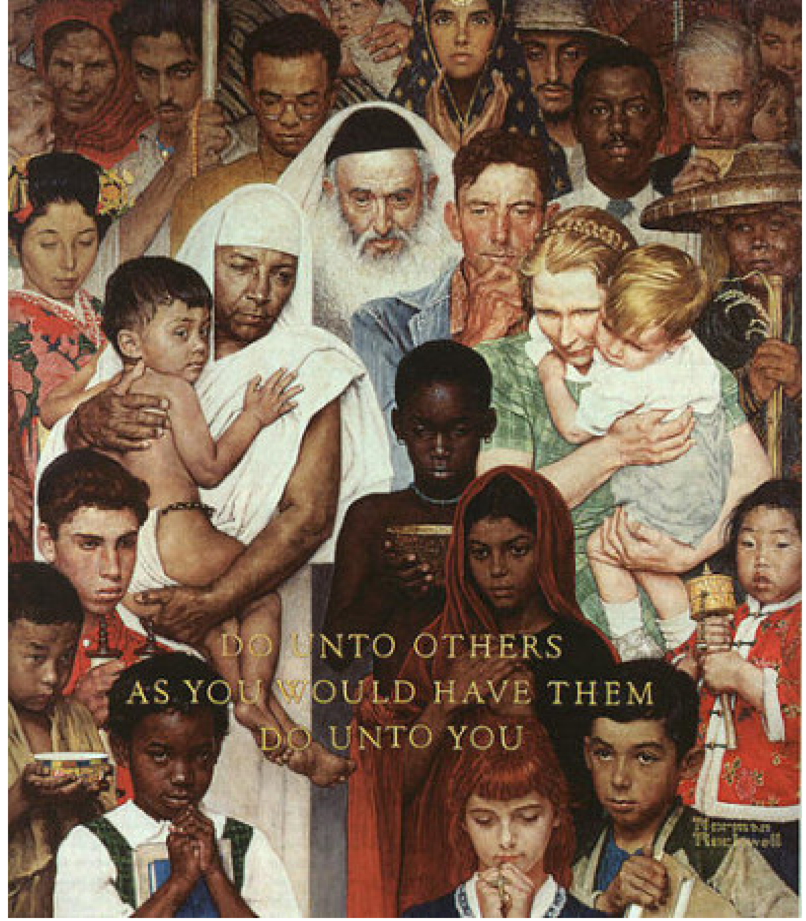
En même temps, les gouvernements, directement intéressés, autres que celui des États-Unis, pourraient entreprendre toutes les discussions politiques qu'ils considéreraient comme nécessaires ou désirables.

Nous savons reconnaître les problèmes complexes qui concernent toute l'humanité, mais nous savons que leur étude et leur discussion doit se tenir dans une atmosphère de paix. Une telle atmosphère de paix ne peut exister si sur les négociations planent les ombres de la crainte de la force ou de la peur de la guerre.

J'espère que vous ne vous méprendrez pas sur l'esprit de franchise dans lequel je vous envoie ce message. Les têtes des grands gouvernements, à cette heure, sont littéralement responsables du destin de l'humanité dans les années à venir. Ils ne peuvent rester sourds aux prières de leurs peuples, demandant protection contre le chaos prévisible de la guerre. L'histoire les tiendra pour responsables de la vie et du bonheur de tous, jusqu'au plus humble.

J'espère que votre réponse permettra à l'humanité d'abandonner la crainte et de retrouver la sécurité pour de nombreuses années.

Ce texte est le discours de FDR dit des "Quatres Libertés", que je vous présente avec l'aide de M. Norman Rockwell.
Je pense que ce texte contient quelque chose d'universel, qui n'appartient plus ni au temps ni au lieu de sa conception, et qu'il peut nous aider à garder le cap dans la crise contemporaine économique et stratégique.



Fais aux autres ce que tu voudrais qu'ils te fassent

QUAND LES DICTATEURS SERONT PRÊTS A NOUS FAIRE LA GUERRE, ILS N'ATTENDRONT PAS UN ACTE DE GUERRE DE NOTRE PART.

Une nation libre a le droit de s'attendre à la complète coopération de tous ses membres. Une nation libre a le droit de se tourner vers le grand patronat, vers les dirigeants de la classe ouvrière et ceux de la classe paysanne, et de les voir en tête de ceux qui poussent à l'effort, non à celui des autres classes, mais à celui de leur propre classe.
Ce qu'il y a de mieux à faire contre les quelques mous et ceux qui sèment la discorde, c'est d'abord de leur faire honte en leur donnant un exemple de patriotisme, et si cela ne réussit

pas, d'user des droits souverains du Gouvernement pour sauver le Gouvernement.

De même que les hommes ne se nourrissent pas exclusivement de pain, ils ne se battent pas seulement avec des armes. Ceux qui sont aux postes de défense et ceux qui, derrière eux, construisent nos défenses, doivent avoir la force et le courage que seule peut donner une croyance inébranlable en ce qu'ils défendent. L'action puissante que nous demandons ne peut être basée sur le mépris de tout ce pourquoi nous combattons.

La nation est très satisfaite et gagne beaucoup en force, grâce à ce qui a été fait pour rendre le peuple conscient de ce qui est, individuellement, en jeu, derrière la protection de la vie démocratique en Amérique. Cela a durci le cœur de notre peuple, rénové sa foi, raffermi sa fidélité aux institutions que nous nous préparons à défendre.

Ce n'est certes pour aucun d'entre nous le moment de cesser de penser aux problèmes sociaux et économiques qui sont les causes profonde de la révolution sociale qui est aujourd'hui un des facteurs déterminants du monde.

Car il n'y a rien de mystérieux dans les bases d'une démocratie saine et forte. Ce que notre peuple espère comme base de sa vie politique et économique est simple. C'est :

Egalité de chances pour les jeunes et aussi pour les autres.

Du travail pour ceux qui veulent travailler. La sécurité pour ceux qui en ont besoin. La fin des privilèges d'un petit nombre.

La conservation des libertés civiques de tous. La jouissance du progrès scientifique, grâce à un standard de vie plus large, s'élevant constamment.

Telles sont les bases simples que l'on ne doit jamais perdre de vue dans le vacarme et l'incroyable complexité de notre monde moderne. La force intérieure et permanente de nos systèmes économiques et politiques dépend de la façon dont ils répondent à ces espérances.

Bien des points de notre économie sociale demandent une amélioration. Exemples : Plus de citoyens devraient être touchés par les pensions de vieillesse et l'assurance contre le chômage.

Nous devrions élargir les cas d'assistance médicale appropriée.

Nous devrions préparer un meilleur système grâce auquel ceux qui méritent ou ont besoin d'un emploi bien payé puissent l'obtenir.

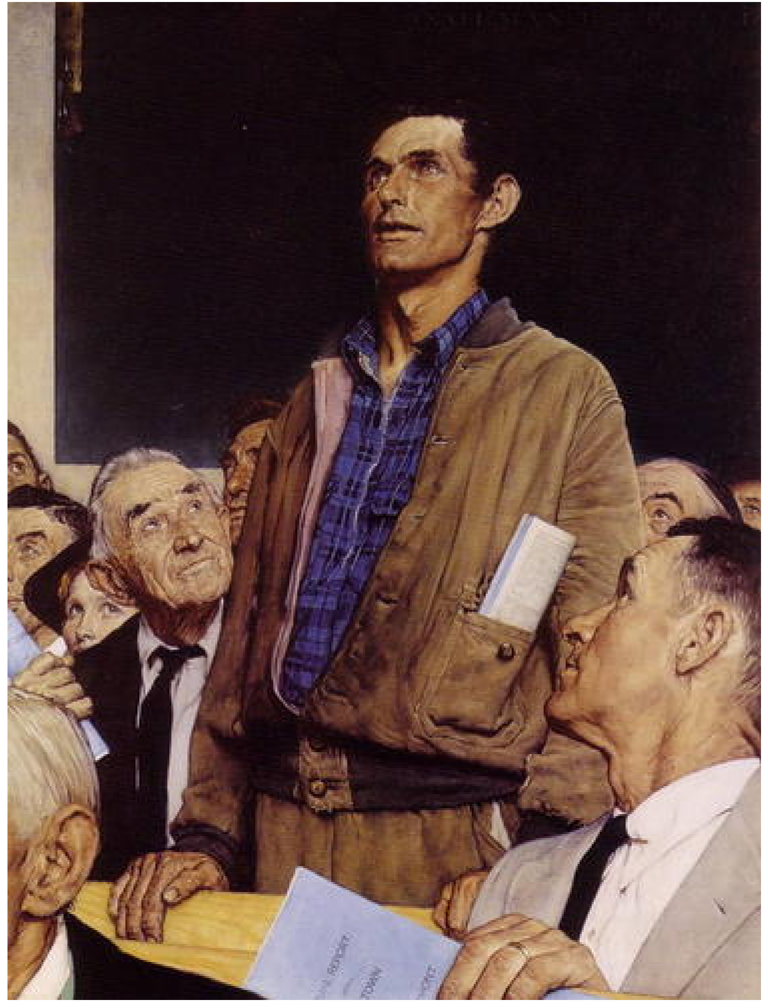
J'ai fait appel au sacrifice personnel. Je suis certain du bon vouloir de tous les Américains à répondre à cet appel.

Une partie du sacrifice se traduit par le paiement d'impôts plus lourds. Dans mon discours budgétaire, je recommanderai qu'une plus large part de ce grand programme de défense soit couverte par les impôts que nous payons aujourd'hui. Nul ne devrait essayer de s'enrichir de ce programme, et y réussir, et le principe de la proportionnalité de l'impôt aux possibilités de payement devra être constamment devant nos yeux pour guider notre législation.

Si le congrès adopte ces principes, les votants plaçant le patriotisme avant le portefeuille vous donneront leur approbation.

Pour l'avenir que nous cherchons à faire sûr, nous voulons un monde basé sur quatre libertés humaines essentielles :

La première est la liberté de parole et d'expression, partout dans le monde.


Freedom of speech

La deuxième est la liberté d'adorer Dieu chacun à sa manière, partout dans le monde.



Freedom of worship

La troisième est la libération du besoin, ce qui, traduit en termes mondiaux, signifie des accords économiques qui procureront à toutes les nations une vie saine et paisible à tous les

habitants, partout dans le monde.



Freedom from want

La quatrième est la libération de la peur, ce qui, traduit en termes mondiaux, signifie une réduction mondiale des armements, à tel point et de façon si stricte qu'aucune nation ne pourra commettre une agression matérielle contre un de ses voisins, nulle part dans le monde.



Freedom from Fear

Ceci n'est pas la vision d'un distant millénaire. C'est la base sûre d'un monde auquel on peut arriver de notre temps, pendant notre génération. Cette sorte de monde est la parfaite antithèse de ce qu'on appelle le nouvel ordre de la tyrannie que les dictateurs cherchent à créer avec le fracas des bombes.

A ce nouvel ordre, nous opposons une conception plus haute, l'ordre moral. Une société bien bâtie peut affronter sans peur les entreprises de domination du monde, aussi bien que les révolutions étrangères.

Depuis le début de l'histoire américaine, la nôtre, nous sommes en révolution, une perpétuelle et pacifique révolution, une révolution qui marche doucement, tranquillement, s'adaptant aux conditions qui se modifient, sans camps de concentration, sans chaux vive dans une fosse.

L'ordre mondial que nous voulons est la coopération de nations libres, travaillant ensemble dans une union amicale et civilisée.

Cette nation a confié son destin aux mains, à l'intelligence et au cœur de ses millions d'hommes et de femmes libres, et sa foi en la liberté sous l'égide de Dieu. La liberté, cela veut dire la suprématie des droits de l'homme partout. Notre aide va à ceux qui se battent pour avoir ces droits et pour les garder. Notre force, c'est la communauté de notre but.

Une telle élévation morale ne peut connaître qu'une fin : la victoire.

NOUS AIDERONS CEUX QUI ARRÊTENT LES DICTATEURS DANS LEUR MARCHE VERS LA DOMINATION DU MONDE.

Dans le calme relatif de cette semaine, j'ai compris plus clairement que jamais que notre époque réclame du courage, et encore du courage, de l'action, et encore de l'action. C'est pourquoi il faut aujourd'hui rendre hommage au nom d'Andrew Jackson, parce qu'il fut d'abord, et avant tout, un grand Américain, qui mit son dévouement au pays au-dessus de ses idées de

parti, et fournit un symbole éternel de l'âme rude et courageuse de notre peuple.

Une lourde responsabilité pesait sur les épaules d'Andrew Jackson.

A ce moment-là, la menace contre l'Union Fédérale venait de l'intérieur. C'était celle de la sécession. Bien plus, cette menace venait des états mêmes que représentait Jackson, elle venait même, des membres de son propre parti. Elle s'inspirait du refus de reconnaître l'autorité suprême des États-Unis. Par ses actes, Jackson se plaça bien au-dessus à la fois de la sécession et de l'esprit de parti.

Maintenant, ce n'est pas un péril de sécession qui menace notre Union et notre Démocratie. Il vient d'une grande partie du monde qui nous entoure et qui se resserre chaque jour sur nous.

A nouveau, pour accomplir cette œuvre, nous autres Américains — presque tous — nous sommes élevés au-dessus des considérations de partis politiques.

Bien avant la présidence de Jackson, le système de gouvernement à deux partis s'était enraciné comme principe de base de la vie politique américaine. Il avait montré ses avantages comme moyen d'obtenir une discussion libre et franche des arguments comme façon de formuler une nouvelle politique pour faire face à de nouvelles conditions, et pour fixer les responsabilités dans les affaires gouvernementales, partie essentielle de notre conception d'élections libres.

Les dictateurs ne peuvent comprendre qu'ici, en Amérique, notre peuple puisse garder deux partis et en même temps rester une nation une et indivisible. L'esprit totalitaire est trop étroit pour comprendre la grandeur d'un peuple qui peut se diviser par l'adhésion aux partis au moment des élections, mais qui demeure, en tout temps, uni dans l'amour de la patrie et l'idéal démocratique.

Sous le régime dictatorial, il ne peut y avoir de division de partis. Car tous les hommes doivent penser sur ordre, parler sur ordre, écrire sur ordre, vivre et mourir sur ordre. Dans ces pays la nation n'est pas au-dessus du parti, comme chez nous ; le parti est au-dessus de la nation, le parti est la nation.

Tout homme et toute femme doit suivre le sentier rectiligne et étroit des idées du parti, et, à dire vrai, même pas celles du parti, mais celles du dictateur qui possède le parti.

Dans notre pays, les divergences intérieures sont exprimées au bureau de vote ; chez les dictateurs, on les supprime au camp de concentration.

L'année dernière, nous avons eu une élection américaine, dans laquelle le peuple (démocrates, républicains, indépendants et autres), grâce au suffrage secret, et sans l'aiguillon des baïonnettes des troupes d'assaut, ont élu leurs représentants locaux, d'état et nationaux.

Nous sommes décidés à agir de telle façon que les Américains puissent avoir, d'année en année, des élections libres.

Toutes les grandes libertés qui forment la base de notre démocratie américaine sont part et portion de cette idée d'élections libres, avec la libre expression du choix entre les candidats des partis politiques. Car, de telles élections garantissent l'impossibilité d'étouffer la liberté de parole, la liberté de la presse et des ondes, la liberté de conscience.

Tels sont les principes éternels que menacent, en ce moment, l'alliance des dictateurs.

C'est à nous de défendre ces principes qui nous ont été transmis comme héritage national, c'est à nous de les remettre non seulement intacts, mais plus forts que jamais, à toutes les générations à venir.

Nous autres Américains, comprenons maintenant combien serait précaire l'existence de notre système de partis, de notre liberté d'élections, de notre liberté de vie, si les doctrines dictatoriales devaient prévaloir. Car, si elles prévalaient, ce ne serait pas seulement en Europe.

L'histoire des nations trahies durant l'année dernière, celle des nations conquises l'année dernière, devrait nous montrer ainsi qu'au reste du monde, ce que cela signifie que de vivre

dans un univers organisé et régenté par la Gestapo.

Demandons-nous franchement et sans peur : combien de temps pourrions-nous garder nos anciennes libertés en ces terribles conditions ? En quel bref délai devrions-nous accepter la doctrine qui veut que l'on combatte le feu par le feu ? Pendant combien de temps serait-il possible de maintenir l'apparence de notre système à deux partis dans un inonde dominé par lés nazis ? En quel bref délai déciderions-nous d'imiter le nazisme et d'abandonner notre système à deux partis pour enrégimenter notre peuple en un seul, qui ne serait certainement ni démocratique, ni républicain ?

Si ces mauvaises heures devaient venir, nous ne tiendrions plus ces assemblées amicales, ni au Jour de Jackson, ni au Jour de Lincoln.

Nous autres Américains, nous avons déjà soupesé ces questions avec soin et réflexion. Nous autres Américains, avons annoncé notre décision d'aider de toutes nos ressources et de tout notre pouvoir ceux qui arrêtent les dictateurs dans leur marche vers la domination du monde.

La décision à laquelle nous avons abouti n'est pas partisane. Le chef du parti républicain — Mr. Wendel Wilkie — lui-même, par ses paroles comme par ses actions, montre ce que des Américains patriotes veulent dire par s'élever au-dessus de l'esprit partisan et se rallier à la cause commune. Et maintenant que le peuple franc de l'Amérique a fait connaître sa décision, les républicains et les démocrates, au Congrès, comme en dehors de lui, coopèrent patriotiquement à transformer cette décision en réalité positive.

IL N'Y A PAS DE COMPROMIS AVEC LA BARBARIE. NOUS DEVONS ETRE LE GRAND ARSENAL DE LA DÉMOCRATIE

Le combat de la démocratie contre la conquête du monde est aidé considérablement et doit l'être encore davantage par le réarmement des États-Unis et l'envoi de chaque once, de chaque tonne de munitions et d'approvisionnements dont nous pouvons disposer pour secourir ceux qui sont sur le front. Il n'est pas plus contraire à la neutralité que nous agissions ainsi, qu'il ne l'est pour certains voisins de l'Allemagne de lui envoyer chaque jour de la semaine, de l'acier, du minerai, de l'huile et autres matières premières de guerre.

Nous préparons notre propre défense, de toute urgence, et dans son sens large, nous devons y inclure les besoins de guerre de la Grande-Bretagne et des autres nations libres qui luttent contre l'agression.

Ce n'est pas une question de sentiment, ou d'opinion personnelle discutable. C'est une question de tactique pratique et réaliste, basée sur l'avis d'experts militaires, qui sont bien au courant de la guerre actuelle. Ces experts de l'armée de terre et de la marine, comme les membres du Congrès et de l'Administration, n'ont qu'un seul but : la défense des États-Unis.

La nation fait un gros effort pour produire tout ce qui est nécessaire en cette alerte — et aussi vite que possible. Ce grand effort rend nécessaire de grands sacrifices.

Je ne voudrais demander à personne de défendre une démocratie, qui, à son tour, ne défendrait pas chacun de ses membres contre le besoin et les privations. Ce pays ne sera pas affaibli par la carence du gouvernement à son devoir de protection du bien-être économique du citoyen.

Si notre capacité de production dépend des machines, on ne doit jamais oublier que c'est l'habileté et la force des travailleurs qui font marcher ces machines.

Puisque le gouvernement est décidé à protéger les droits des travailleurs, le pays a le droit de s'attendre à ce que les hommes qui font marcher les machines s'occupent exclusivement des besoins urgents de la défense.

Le travailleur a la même dignité humaine et a droit à la même sécurité sociale que l'ingénieur, le directeur ou le propriétaire. Ce sont les travailleurs qui fournissent la main-d'œuvre qui

produit les destroyers, les avions et les chars.

Le pays compte sur nos arsenaux pour travailler sans l'interruption des grèves et des lock-outs. Il compte et veut que le patronat et les travailleurs s'entendent à l'amiable ou par les voies légales pour continuer à produire les approvisionnements qui sont si douloureusement nécessaires.

Dans le plan économique de notre grand programme de défense, nous faisons, comme vous le savez, tout pour maintenir la stabilité des prix et celle du coût de la vie.

Il y a neuf jours, j'ai annoncé la création d'une organisation plus efficace pour diriger notre effort gigantesque de production de munitions. L'affectation de grandes sommes d'argent et une direction bien coordonnée ne sont pas en elles-mêmes suffisantes. Les canons, les avions, les navires, et bien d'autres choses, doivent être construits dans les usines et les arsenaux de l'Amérique. Ils doivent être produits par les travailleurs, les directeurs et les ingénieurs, avec l'aide des machines qui • doivent, elles-mêmes, être construites par des centaines de milliers de travailleurs, partout dans le pays.

Pour cette grande œuvre, il y a eu une coopération magnifique entre le Gouvernement, l'industrie et les travailleurs ; et j'en suis très reconnaissant.

Il a été fait appel au génie industriel américain, sans rival dans le monde pour la solution des problèmes de production ; il a mis ses ressources et ses talents en œuvre. Des fabricants de montres, de machines agricoles, de linotypes, de caisses enregistreuses, d'automobiles, de machines à coudre, de tondeuses à gazon, de locomotives, font maintenant des fusées, des caisses à bombes, des pieds de lunettes télescopiques, des obus, des révolvers et des chars.

Mais notre effort présent est insuffisant. Nous avons besoin de plus de bateaux, de plus de canons, de plus d'avions, — de plus de tout. Cela ne sera possible que si nous écartons l'idée « des affaires comme d'habitude ». Cette tâche ne peut se faire, ajoutant aux productions actuellement existantes ce dont le pays a besoin pour sa défense.

Notre effort de défense ne doit pas être arrêté par ceux qui ont peur des conséquences futures d'un suréquipement. Les conséquences possibles de l'échec de notre effort de défense, seraient, dès maintenant, beaucoup plus à craindre.

A la fin des besoins actuels de notre défense, un remaniement habile des besoins de paix du pays réclamera toute la nouvelle capacité de production — sinon plus.

Il n'est pas de politique pessimiste pour l'avenir de l'Amérique qui puisse retarder l'expansion immédiate des industries essentielles à la défense. Nous en avons besoin.

Je veux qu'il soit évident nue le but du pays est de construire maintenant, avec toute la rapidité possible, toutes les machines, tous les arsenaux et toutes les usines dont nous ayons besoin pour créer notre matériel défensif. Nous avons les hommes, le savoir-faire, les ressources, et plus que tout, la volonté.

Si et là où la production de denrées de consommation ou de luxe dans certaines industries nécessitait l'usage de matières premières essentielles à notre but de défense, je sais que cette production s'arrêtera et qu'elle s'arrêtera bénévolement pour céder la place à notre objectif premier et nécessaire. •

Je fais appel aux propriétaires d'usines, aux directeurs, aux travailleurs, à nos propres fonctionnaires, pour qu'ils n'épargnent pas leurs efforts pour produire ces munitions rapidement et sans limites. En même temps que je fais cet appel, je vous donne la garantie de ce que, nous tous, qui sommes les officiels de votre Gouvernement, nous dévouerons également de tout notre cœur, à la grande tâche qui est devant nous.

Quand les avions, les navires, les canons, les obus, sortiront, alors votre Gouvernement pourra choisir, avec l'aide de ses experts défensifs, la meilleure manière de les utiliser pour la défense de cet hémisphère. La décision relative à la quantité à envoyer à l'étranger et à celle qui doit rester à la mère patrie doit être prise en considération de nos besoins militaires supérieurs.

Nous devons être le grand arsenal de la démocratie. Pour nous, ceci est une alerte aussi sérieuse que la guerre. Nous devons nous atteler à notre tâche avec la même résolution, la même conscience, le même esprit de patriotisme et de sacrifice que nous montrerions si nous

étions en guerre.

Nous avons fournis aux Britanniques une grande aide matérielle, et nous lui en fournirons une bien plus grande à l'avenir.

Il n'y aura pas « d'étranglement » dans notre résolution d'aider la Grande-Bretagne. Ni dictateur, ni association de dictateurs n'affaibliront cette décision en agitant la menace des méthodes par lesquelles ils vont y parer.

Les Britanniques ont reçu une aide militaire de valeur inappréciable de la part de l'héroïque armée grecque, et des forces de tous les gouvernements en exil. Leur force augmente. C'est celle d'hommes et de femmes qui placent la liberté au-dessus de la vie.

Je crois que les puissances de l'Axe ne gagneront pas cette guerre. Je base cette opinion sur les meilleurs et les derniers renseignements. Il n'y

a pas d'excuse au défaitisme. Nous avons toutes les bonnes raisons d'espérer la défense de notre civilisation et la construction d'une civilisation meilleure dans l'avenir.

J'ai la conviction profonde que le peuple américain est maintenant décidé à faire un effort plus grand que jamais pour augmenter la production des moyens de défense et faire face à la menace à notre foi démocratique.

En tant que Président des États-Unis, je demande cet effort national. Je le demande au nom de ce pays que nous aimons et honorons et que nous avons la chance et la fierté de servir. Je le demande à notre peuple, avec la foi absolue que notre cause commune connaîtra un succès éclatant.

CHAPITRE QUATRIEME - La Guerre



« LES HOSTILITÉS ONT COMMENCÉ »

Hier, 7 décembre 1941, date qui restera marquée d'une honte éternelle —les États-Unis d'Amérique ont été l'objet d'une attaque soudaine et préméditée de la part des forces aériennes et navales de l'Empire du Japon.

Les États-Unis étaient en paix avec cette nation et, à la demande du Japon, menaient encore avec son gouvernement et son empereur des pourparlers en vue du maintien de la paix dans le Pacifique. En fait, une heure après que les escadrilles japonaises eurent commencé à bombarder Oahu, l'ambassadeur du Japon près les États-Unis, et son collègue, transmettaient au Secrétaire d'Etat une réponse officielle à un récent message américain. Bien que cette réponse mît en évidence l'inutilité de poursuivre les négociations diplomatiques en cours, elle ne contenait ni menaces, ni allusions à la guerre ou à une attaque armée.

On se souviendra que la distance entre Hawaï et le Japon montre clairement que cette attaque a été préméditée il y a bien des jours ou même bien des semaines. Pendant ce temps, le gouvernement japonais a délibérément cherché à tromper les États-Unis en faisant de fausses déclarations et en exprimant l'espoir que la paix serait maintenue.

L'attaque d'hier sur les îles Hawaï a infligé de graves dommages aux forces militaires et navales américaines. Un grand nombre d'Américains ont perdu la vie. En outre, on annonce que des bateaux américains ont été torpillés en haute mer entre San-Francisco et Honolulu.

Hier, le gouvernement japonais a également déclenché une attaque contre la Malaisie.

La nuit dernière, les forces japonaises ont attaqué Hong-Kong.

La nuit dernière, les forces japonaises ont attaqué Guam.

La nuit dernière, les forces japonaises ont attaqué les îles Philippines.

La nuit dernière, les forces japonaises ont attaqué l'île de Wake.

Ce matin, les Japonais ont attaqué l'île de Midway.

Le Japon a donc déclenché par surprise une offensive qui s'étend à toute la région du Pacifique. Les faits d'hier parlent par eux-mêmes. Le peuple américain s'est déjà fait une opinion et comprend bien la portée du danger qui menace la vie même et la sécurité de notre nation.

En ma qualité de commandant en chef de l'armée et de la marine, j'ai donné l'ordre de prendre toutes les mesures nécessaires à notre défense. Nous nous souviendrons toujours de la nature de l'agression qui a été commise contre nous.

Peu importe le temps qu'il nous faudra pour refouler cette invasion préméditée ; le peuple américain, fort de son droit, se fraiera un chemin jusqu'à la victoire totale.

Je crois être l'interprète de la volonté du Congrès et du peuple en déclarant que non seulement nous nous défendrons jusqu'à l'extrême limite de nos forces, mais que nous agirons de façon à être bien sûrs que cette forme de perfidie ne nous mettra plus jamais en danger.

Les hostilités ont commencé. Il n'y a pas à se dissimuler que notre peuple, notre territoire et nos intérêts sont en péril.

Confiants en nos forces armées, nous remporterons l'inévitable triomphe grâce à la résolution inébranlable de notre peuple. Et que Dieu nous aide !

Je demande au Congrès de déclarer que depuis la lâche attaque non provoquée du Japon, du dimanche 7 décembre, l'état de guerre existe entre les États-Unis et l'Empire du Japon.

HISTOIRE DES RELATIONS DES ETATS-UNIS AVEC LE JAPON

Le 8 décembre 1941, j'ai présenté personnellement au Congrès un message où je lui demandais de déclarer la guerre en réponse à l'attaque déloyale que le Japon avait déclenchée contre les États-Unis.

Afin de porter les faits à la connaissance du Congrès, et de les rendre publics, je présente ce résumé historique de la politique passée de notre pays, en ce qui concerne la zone du Pacifique, et des événements qui conduisirent à l'agression japonaise contre nos forces armées et notre territoire. Ci-joints les divers documents et la correspondance qui se rapportent à ce chapitre d'histoire.

I

Il y a un peu plus d'un siècle, en 1833, les États-Unis concluaient avec le Siam leur premier traité en Extrême-Orient. Ce traité tendait à assurer la paix et des relations confiantes entre les deux pays.

Dix ans plus tard, Caleb Cushing était envoyé en Chine pour y négocier notre premier traité qui fut conclu en 1844.

En 1853, le Commodore Perry frappait aux portes du Japon. Au cours des quelques années qui suivirent, ces portes s'ouvrirent peu à peu, et le Japon, qui s'était toujours tenu à l'écart, commença d'adopter ce que nous nommons la civilisation occidentale. En ces jours lointains, les États-Unis usèrent de toute leur influence pour protéger le Japon durant cette phase de son évolution.

En ce qui concerne la zone du Pacifique, les États-Unis ont constamment insisté, ainsi qu'ils l'ont fait à propos de toutes les autres régions du inonde, sur l'importance fondamentale qu'avait pour la paix du monde le respect du principe de l'égalité de traitement pour toutes les nations. Aussi, chaque fois qu'une nation avait tendance à empiéter sur l'indépendance et la souveraineté des pays d'Extrême-Orient, les États-Unis se sont-ils efforcés de décourager cette tentative partout où ils le pouvaient.

Il y eut une période où cette attitude américaine fut de la plus grande importance pour le Japon. De tout temps, elle a été précieuse à la Chine et à d'autres pays d'Extrême-Orient.

A la fin du XIXe siècle, la souveraineté sur les Iles Philippines passa de l'Espagne à notre pays. Les États-Unis s'étaient engagés à poursuivre à l'égard des Philippins une politique

tendant à faire d'eux une nation libre et indépendante. Cette politique a été pratiquée avec persévérance.

A cette époque, la Chine était devenue l'objet de ce qu'on a appelé « la course aux concessions ». On allait jusqu'à parler d'un partage éventuel de la Chine. C'est alors que fut institué en Chine le principe de la « porte ouverte ». En 1900, le gouvernement américain déclara que sa politique tendait à « chercher une solution susceptible de procurer à la Chine une sécurité permanente et la paix..., à protéger tous les droits garantis à des puissances amies par les traités et la loi internationale, et à sauvegarder le principe de l'égalité de traitement pour toutes les nations du monde en ce qui concerne le commerce dans toutes les parties de l'Empire chinois. »

Depuis ce jour, nous n'avons cessé de défendre le principe de la « porte ouverte » dans tout l'Extrême-Orient.

En 1908, le gouvernement des États-Unis et le gouvernement du Japon conclurent un accord par un échange de notes. Dans cet accord, les deux gouvernements se déclaraient unanimement résolus à soutenir « par tous les moyens pacifiques à leur disposition l'indépendance et l'intégrité de la Chine, ainsi que le principe de l'égalité de traitement pour toutes les nations en ce qui concerne le commerce et l'industrie dans cet Empire ». Ils déclaraient encore que « les deux gouvernements étaient désireux d'encourager le développement libre et pacifique de leur commerce dans le Pacifique », et que « la politique des deux gouvernements tendait au maintien du statu quo dans cette région ». Les États-Unis ont toujours mis en pratique les principes énoncés dans cet accord.

En 1921, après la fin de la première guerre mondiale, neuf puissances qui avaient des intérêts dans le Pacifique occidental se réunirent à Washington. La Chine, le Japon et les États-Unis participaient à cette conférence. L'un de ses buts principaux était le maintien de la paix dans le Pacifique. Ce but devait être atteint par la réduction des armements et par des règlements qui posaient des limites à la concurrence dans le Pacifique et dans les régions d'Extrême-Orient. Divers traités et accords furent conclus au cours de cette conférence.

L'un de ceux-ci est le « Traité des Neuf Puissances ». Il garantissait le respect de la souveraineté de la Chine et le principe de l'égalité de traitement pour toutes les nations en ce qui concerne le commerce et l'industrie dans la Chine entière.

Les États-Unis, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon conclurent également un traité pour la limitation des armements navals.

Le cours des événements qui a conduit tout droit à la crise actuelle a commencé il y a dix ans. Ce fut à ce moment-là — en 1931 — que le Japon inaugura sur une grande échelle sa politique actuelle de conquête en Chine. Il débuta par une invasion de la Mandchourie, qui faisait partie de la Chine. Le Conseil et l'Assemblée de la Société des Nations essayèrent aussitôt d'amener le Japon à renoncer à cette conquête. Durant plusieurs mois, la Société des Nations continua ses efforts, appuyée par les États-Unis. C'est ainsi que le 7 janvier 1932, le gouvernement des États-Unis fit savoir au Japon et à la Chine qu'il ne reconnaîtrait aucune situation, aucun traité ou accord résultant de la violation des traités existants.

Cette agression barbare du Japon en Mandchourie a donné un exemple, et fourni un modèle qui devaient bientôt être imités par l'Italie et l'Allemagne en Afrique et en Europe. En 1933, Hitler prenait le pouvoir. Il était évident que l'Allemagne, une fois réarmée, s'embarquerait dans une politique de conquête de l'Europe. L'Italie — qui alors était encore sous la domination de Mussolini — avait résolu, elle aussi, de poursuivre une politique de conquête en Afrique et dans la Méditerranée.

Au cours des années suivantes, l'Allemagne, l'Italie et le Japon convinrent d'échelonner leurs actes d'agression dans leur intérêt commun, et ainsi, de réduire en esclavage le reste du monde.

En 1934, le Ministre japonais des Affaires Etrangères envoya une note amicale aux États-Unis où il se déclarait fermement convaincu qu'il n'existait, pour les deux gouvernements, aucune question « qui ne fût susceptible d'être résolue à l'amiable ». Il ajoutait que le Japon « n'avait pas la moindre intention de créer des complications à une autre puissance, quelle

qu'elle fût. Notre Secrétaire d'Etat, Cordell Hull, répondit sur le même ton.

Mais en dépit de ces manifestations amicales, et presque aussitôt après, les actes et les déclarations du gouvernement japonais ne tardèrent pas à démentir ces assurances — du moins en ce qui concernait les droits et les intérêts des autres nations en Chine.

Sur ces entrefaites, notre gouvernement fit connaître au Japon ses vues et celles du peuple américain selon lesquelles aucune nation ne pouvait se permettre de fouler aux pieds les droits et les intérêts légitimes d'autres états souverains.

Le Japon commençait à démanteler la structure de la paix qui se fondait sur les traités de la Conférence de Washington. En effet, en décembre 1934, le gouvernement japonais manifesta son intention de dénoncer le traité du 6 février 1922, qui avait limité la course aux armements navals. Par la suite, il élargit encore son programme de réarmement.

En 1936, le gouvernement japonais s'associa ouvertement avec l'Allemagne en signant le pacte anti-Komintern. Ce pacte, comme nous le savons tous, était en apparence dirigé contre l'Union Soviétique ; mais son vrai but était de dresser une ligue fasciste contre le monde libre, en particulier contre la Grande-Bretagne, la France et les États-Unis.

Après que l'Allemagne, l'Italie et le Japon eurent formé cette association, le terrain fut tout préparé pour une entreprise de conquête universelle.

En juillet 1937, se sentant prêtes, les forces armées japonaises entreprirent des opérations militaires de grande envergure contre la Chine. Bientôt les chefs de guerre japonais, laissant tomber le masque d'hypocrisie, déclarèrent publiquement leur intention de conquérir et d'assurer au Japon une position dominante dans toute l'Asie orientale, dans le Pacifique occidental et le Pacifique méridional.

Ils faisaient ainsi leur, la thèse allemande selon laquelle 70 ou 80 millions d'Allemands étaient supérieurs — par leur race, par leur éducation, par leurs capacités et par leur puissance — à toute autre race en Europe — supérieurs à environ 400 millions d'autres êtres humains dans cette zone. Et le Japon, suivant cet exemple, annonçait à son tour que 70 ou 80 millions de Japonais étaient supérieurs à 7 ou 800 millions d'autres habitants de l'Orient — dont la plupart étaient d'origine plus ancienne et possédaient une culture et une civilisation plus développées que les leurs. Un orgueil démesuré les incitait à se rendre maîtres d'une région qui comprenait presque la moitié de la population totale de la terre, ce qui leur permettrait de dominer complètement les grandes routes maritimes et les routes commerciales importantes pour le monde entier.

Les opérations militaires qui se déroulaient en Chine ne tenaient aucun compte des droits américains. Des soldats japonais tuèrent des Américains. Ils blessèrent ou insultèrent des hommes, des femmes et des enfants américains. Les forces armées japonaises coulèrent des navires américains, y compris un bâtiment de guerre, le Panay. Elles bombardèrent des hôpitaux américains, des églises, des missions, des écoles américaines. Elles détruisirent des biens américains. Elles créèrent des difficultés au commerce américain, et dans certains cas, elles l'éliminèrent complètement.

Pendant ce temps, les Japonais infligeaient à la Chine des dommages incalculables, et de terribles souffrances au peuple chinois. Ils lésaient gravement aussi les intérêts des autres nations —bafouant tous les principes de paix et de bonne volonté parmi les hommes.

II

Cependant, les méthodes de la conquête brutale sévissaient en Europe et dans la Méditerranée.

Hitler et Mussolini s'étaient lancés dans une entreprise de conquête illimitée. Depuis 1935, sans l'ombre d'une excuse, et sans avoir été provoqués, ils attaquèrent, conquirent et asservirent économiquement et politiquement quelque seize nations indépendantes. La machine de guerre qu'ils avaient montée en vue de cette conquête illimitée comprenait, et comprend encore, non seulement d'énormes effectifs, mais aussi de puissantes organisations qui avaient pour but de tramer des complots et des intrigues, d'établir un système

d'intimidation, de mener la propagande et de pratiquer le sabotage. Cette machine de guerre, d'une puissance sans pareille, a des ramifications dans le monde entier ; les opérations et les plans japonais se sont méthodiquement insérés dans ce réseau.

Tandis que l'Allemagne, l'Italie et le Japon conjuguaient leurs efforts et nouaient des rapports toujours plus étroits au cours de ces années, j'acquis la conviction que cette coalition finirait par attaquer les États-Unis et l'hémisphère occidental — si elle triomphait sur d'autres continents.

L'existence même des États-Unis, en tant que grand peuple libre, l'existence même de la famille des nations américaines du Nouveau Monde eût constitué en soi un défi permanent à l'Axe. Les dictateurs de l'Axe auraient choisi leur heure pour montrer, de façon très claire, que leur plan de destruction englobait les États-Unis et le Nouveau Monde.

C'est ce qu'ont fait l'an passé, en 1940, Hitler et Mussolini, lorsqu'ils ont conclu avec le Japon un traité d'alliance nettement dirigé contre les États-Unis.

La stratégie du Japon dans la zone du Pacifique était l'exacte contre-partie de celle d'Hitler en Europe. Ici et là, grâce à des procédés d'infiltration, d'encerclement, d'intimidation, et finalement par la voie des armes, les peuples voisins ont été subjugués un à un. Chaque nouvelle acquisition était le point de départ d'une nouvelle agression.

III

Poursuivant cette politique de conquête, le Japon s'insinua d'abord en Mandchourie, et finalement s'en empara. Puis il envahit la Chine. Depuis quatre ans et demi, il essaie de la subjuguer. Passant ensuite par la Mer de Chine, tout près des Philippines, il envahit l'Indochine et s'en empara également. Aujourd'hui, les Japonais ont étendu leur domination à la Thaïlande tout entière, et cherchent à occuper la Malaisie et la Birmanie. Les Philippines, Bornéo, Sumatra et Java sont déjà marquées sur leur agenda. Il est probable qu'au bas de la page sont inscrits les noms de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de toutes les autres îles du Pacifique, y compris les îles Hawaï et le grand archipel des îles Aléoutiennes.

A l'est des Philippines, le Japon viola le mandat qui, après la première guerre mondiale, mettait sous sa garde les Iles Carolines, les Marshall et les Mariannes, non seulement en les fortifiant, en les fermant à tout commerce, sauf le sien, mais en allant jusqu'à en interdire l'accès à tout étranger.

Les porte-paroles japonais, selon leur coutume, dissimulèrent ces conquêtes sous un voile de formules innocentes en apparence. Ils parlaient de « Nouvel Ordre » en Asie orientale et aussi de « sphère de co-prospérité dans une grande Asie orientale ». En réalité, ce qu'ils avaient en vue, c'était l'asservissement de chaque nation qu'ils pourraient soumettre, et l'enrichissement, non pas de toute l'Asie, ni même du peuple japonais, mais des chefs de guerre qui avaient accaparé le pouvoir de l'état. Là encore, ils imitaient le procédé nazi.

Par cette suite d'agressions, les Japonais ont obligé divers pays — y compris le nôtre — à masser, pour leur défense dans le Pacifique, des forces armées et de grandes quantités de matériel qui, autrement, eussent pu être utilisées contre Hitler.

C'était exactement ce qu'Hitler souhaitait. La diversion que créait son allié japonais contraignit les nations éprises de paix à établir et à maintenir un vaste front de guerre dans le Pacifique.

IV

Tandis que les Japonais mettaient en exécution ce programme d'agression, le gouvernement des États-Unis s'était constamment efforcé de persuader le gouvernement japonais que, dans son intérêt même, le Japon devait maintenir et cultiver des relations d'amitié avec les États-Unis et avec tous les pays qui croient à la possibilité d'une évolution pacifique.

Après le début des hostilités entre le Japon et la Chine, en 1937, le gouvernement américain fit savoir au gouvernement japonais et au gouvernement chinois qu'il se tenait prêt à leur offrir ses bons offices aussitôt qu'ils jugeraient tous deux le moment opportun. Durant les années de

guerre qui suivirent, notre attitude à cet égard resta constante.

En octobre 1937, à l'invitation du gouvernement belge, 19 pays qui ont des intérêts en Extrême-Orient, y compris les États-Unis, envoyèrent à Bruxelles des représentants chargés d'examiner la situation en Extrême-Orient à la lumière du Traité des Neuf Puissances. Ces délégués devaient s'efforcer de régler le différend entre le Japon et la Chine par des moyens pacifiques. Seuls de toutes les puissances, le Japon et l'Allemagne déclinèrent l'invitation. Le Japon était lui-même un des signataires originels de ce traité. La Chine, qui avait signé le Traité des Neuf Puissances, et l'Union Soviétique, qui ne l'avait pas signé, assistaient l'une et l'autre à cette conférence.

Quand elle s'ouvrit, les pays qui y étaient représentés firent de nouvelles tentatives pour persuader le Japon d'y participer. Une fois de plus, le Japon refusa.

Le 24 novembre 1937, la Conférence adopta une résolution demandant que « les hostilités fussent suspendues et que l'on eût recours à un règlement pacifique ». Le Japon ignora la Conférence et ne fit aucun cas de cette recommandation.

Il devenait évident que si le cours des événements n'était pas changé en Extrême-Orient, la zone du Pacifique serait condamnée à subir les mêmes dévastations que l'Europe.

C'est pourquoi, en cette année 1941, les États-Unis, tentant un dernier effort pour régler le conflit par des voies pacifiques, entamèrent des pourparlers avec le Japon.

Ces pourparlers se poursuivirent durant neuf mois, dans le but de réaliser un accord acceptable pour les deux pays.

Tout au long de ces pourparlers, le gouvernement américain tint compte non seulement des intérêts légitimes des États-Unis, mais aussi de ceux du Japon et d'autres pays. Quand surgissaient des questions qui avaient trait aux droits légitimes et aux intérêts d'autres pays, le gouvernement américain se mettait en contact, comme il convenait, avec les représentants de ces pays.

Au cours de ces négociations, les États-Unis ont constamment défendu certains principes fondamentaux qui doivent régir les relations internationales, notamment :

Le principe de l'inviolabilité de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de toutes les nations.

Le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays.

Le principe de l'égalité — y compris l'égalité de traitement en ce qui concerne le commerce.

Le principe du recours à la coopération internationale en vue de prévenir les conflits ou de les régler par des voies pacifiques.

Le gouvernement japonais, il est vrai, fit à plusieurs reprises des déclarations autorisées où il manifestait des intentions pacifiques. Mais chaque fois que l'on examinait ces propositions de plus près, on s'apercevait que le Japon n'avait nullement l'intention de modifier en quoi que ce soit ses visées agressives sur la zone tout entière du Pacifique. Bien qu'il prétendît sans cesse ne vouloir assurer que la paix et une prospérité plus grande en Asie orientale, il continuait à attaquer brutalement les Chinois.

En outre, le Japon ne manifestait pas le moindre désir de rompre son alliance impie avec l'hitlérisme.

Au mois de juillet de cette année, le gouvernement japonais, de connivence avec Hitler, extorqua au gouvernement français de Vichy l'autorisation de masser des forces armées dans le sud de l'Indochine. Et il se mit aussitôt à y expédier des troupes et du matériel.

Sur quoi les pourparlers entre le gouvernement américain et le gouvernement japonais furent suspendus.

Mais au cours du mois suivant, sur les instances pressantes du gouvernement japonais qui,

de nouveau, faisait profession de ses intentions pacifiques, les négociations furent reprises.

A ce moment-là, le gouvernement japonais proposa que les chefs responsables des deux gouvernements se rencontrassent pour discuter ensemble les moyens d'ajuster les relations entre les deux pays. J'eusse été heureux de faire dans ce but des milliers de kilomètres pour voir le Premier Ministre du Japon. Mais je sentais que, auparavant, il serait opportun d'obtenir quelque assurance concernant la possibilité même d'un accord sur les principes fondamentaux. Le gouvernement américain fit tous ses efforts pour obtenir une assurance de cette nature — mais en vain.

Les diverses propositions faites par le gouvernement japonais et l'attitude adoptée par notre gouvernement sont exposées dans un document que le Ministre des Affaires étrangères a présenté le 2 octobre 1941 à l'ambassadeur du Japon. Par la suite, diverses formules d'accord furent proposées et discutées. Mais le gouvernement japonais n'en continuait pas moins sa politique de guerre et de conquête.

Finalement, le 20 novembre 1941, le gouvernement japonais présenta une nouvelle proposition de caractère restreint. Le Japon demandait aux États-Unis de lui fournir tout le pétrole dont il avait besoin, de suspendre les mesures de bloquage et de cesser d'aider la Chine. Mais cette proposition ne contenait rien qui permit de croire que le Japon renoncerait à ses opérations belliqueuses et à ses buts de guerre.

Il est évident qu'une telle proposition n'offrait aucune base pour un règlement pacifique ou même pour un arrangement provisoire. Dans le but de clarifier les questions en suspens, le gouvernement américain soumit au gouvernement japonais, le 26 novembre, un plan précis et simple pour un règlement d'ensemble.

Dans ses grandes lignes ce projet d'accord entre les États-Unis et le Japon se divisait en deux parties. Dans la première on avait esquissé une déclaration de politique conjointe où les deux gouvernements affirmaient que leur politique nationale tendrait à l'établissement de la paix dans toute la zone du Pacifique, que leurs deux pays ne nourrissaient pas d'ambitions territoriales ou d'intentions agressives en ce qui concernait cette région, et qu'ils fourniraient un appui efficace à certains principes de paix essentiels sur lesquels se fonderaient leurs relations réciproques et leurs relations avec toutes les autres nations. Cette première partie prévoyait également que les États-Unis et le Japon s'engageraient à soutenir et à appliquer des principes économiques libéraux dans leurs rapports mutuels ainsi que dans ceux qu'ils entretiennent avec d'autres nations. Ces principes, qui étaient énumérés dans la proposition, se fondaient sur la thèse de l'égalité de traitement dans le domaine commercial.

La deuxième partie exposait les mesures qui devaient être prises par les deux gouvernements — mesures se rapportant à une situation qui excluait la présence d'armées japonaises ou étrangères en Indochine française ou en Chine.

Dans cette deuxième partie, également, on définissait sur les bases suivantes les engagements réciproques qui devaient être pris par les deux gouvernements :

a) Les États-Unis et le Japon devaient s'efforcer d'amener la conclusion d'un pacte multilatéral de non-agression entre les gouvernements qui ont des intérêts particuliers dans le Pacifique ;

b) Ils devaient s'efforcer d'amener les principaux intéressés à conclure un accord tendant à respecter l'intégrité territoriale de l'Indochine, n'y pas chercher et à n'y pas accepter de traitement préférentiel en ce qui concerne l'économie ;

c) Ils devaient s'engager à ne soutenir en Chine aucun autre gouvernement que le gouvernement national de la République Chinoise, dont la capitale temporaire est Tchungking ;

d) Ils devaient abandonner leurs droits extraterritoriaux en Chine et s'efforcer d'obtenir que les gouvernements qui exercent actuellement de tels droits y renoncent ;

e) Ils devaient négocier un accord commercial fondé sur l'application réciproque de la clause de la nation la plus favorisée ;

f) Chacun des deux gouvernements devait débloquer les fonds détenus par les ressortissants de l'autre ;

g) Ils devaient se mettre d'accord sur un plan qui permettra de stabiliser le taux du change dollar-yen ;

h) Ils devaient stipuler qu'aucun accord antérieurement conclu par l'un des deux gouvernements avec une tierce puissance ne pourrait être interprété par celle-ci d'une façon qui contrevienne aux intentions principales du présent accord ;

i) Ils devaient user de leur influence pour amener d'autres gouvernements à donner leur adhésion aux principes fondamentaux de politique et d'économie prévus dans l'accord ainsi proposé.

Au beau milieu de ces pourparlers, nous apprîmes que de nouveaux contingents japonais et de grandes quantités de fournitures de guerre étaient envoyés en Indochine. Vers la fin de novembre, ces mouvements de troupes s'accentuèrent. Durant la première semaine de décembre, de nouveaux mouvements de troupes japonaises révélèrent que, sous le couvert des négociations en cours, il se préparait des attaques sur des objectifs non spécifiés. Je demandai aussitôt au gouvernement japonais une déclaration franche au sujet de ses concentrations de troupes en Indochine. Je ne reçus qu'une réponse évasive et spécieuse. En même temps, les opérations japonaises progressaient à un temps de plus en plus rapide.

Nous ne savions pas alors ce que nous savons maintenant : nous ignorions qu'à ce moment même, les Japonais étaient en train de mettre à exécution leur plan d'attaque déloyale contre nous.

J'étais résolu, néanmoins, à épuiser toutes les tentatives concevables en vue de la paix. C'est dans cet esprit qu'au soir du 6 décembre dernier, j'adressai un message personnel à l'Empereur du Japon.

A la proposition du 26 novembre que lui avait faite le gouvernement américain, le gouvernement japonais ne donna aucune réponse, jusqu'au 7 décembre. Ce jour-là, l'Ambassadeur japonais et le représentant spécial que le gouvernement japonais avait envoyé aux États-Unis pour participer à des négociations pacifiques remirent un long document à notre Secrétaire d'Etat. Une heure auparavant, les Japonais avaient déclenché, dans le Pacifique, leur abominable attaque contre le territoire américain et les citoyens américains.

Voici comment notre Secrétaire d'Etat qualifiait ce document, peu d'instants après en avoir pris connaissance : « Je tiens à souligner que, dans mes conversations avec vous, au cours de ces neuf derniers mois (il s'agit de l'Ambassadeur du Japon), je n'ai jamais prononcé une parole qui ne fût vraie. Les archives en témoignent d'une façon irrécusable. Durant mes cinquante années d'activité au service de l'Etat, je n'ai jamais vu de document qui déformât davantage la vérité et qui fût plus rempli d'infâmes mensonges — mensonges si énormes que je n'aurais jamais cru jusqu'à ce jour qu'il pût se trouver sur notre planète un gouvernement capable d'en proférer de pareils. »

Je suis entièrement d'accord avec chaque mot de cette déclaration.

Pour rétablir les faits dans leur exactitude historique, il est indispensable, en lisant cette partie de mon message, de bien se souvenir que l'attaque aérienne et sous-marine déclenchée dans les îles Hawaï a commencé le dimanche 7 décembre à 13 h. 20, heure de Washington (7 h. 50, heure d'Honolulu du même jour — lundi 8 décembre, 3 h. 20, heure de Tokyo).

A mon message du 6 décembre (21 heures, heure de Washington — 7 décembre, 11 heures, heure de Tokyo) à l'Empereur du Japon où j'invoquais sa coopération et l'invitais à entreprendre avec moi de nouveaux efforts pour préserver la paix, j'ai finalement reçu une réponse le 10 décembre (6 h. 23, heure de Washington — 10 décembre, 20 h. 23, heure de Tokyo). Cette réponse était contenue dans le rapport télégraphique de l'Ambassadeur des États-Unis à Tokyo, daté du 8 décembre, 13 heures (7 décembre, 23 heures, heure de Washington).

Dans son rapport, notre ambassadeur déclarait qu'à 7 heures du matin du 8 décembre (7 décembre, 17 heures, heure de Washington) le Ministre japonais des Affaires Etrangères l'avait

mandé à sa résidence officielle et lui avait présenté un mémorandum daté du 8 décembre (7 décembre, heure de Washington) dont le texte avait été transmis à l'Ambassadeur japonais à Washington. Il s'agissait précisément du mémorandum que celui-ci avait présenté au Secrétaire d'Etat, à 14 h. 20, le dimanche 7 décembre (lundi, 8 décembre,4 h. 20, heure de Tokyo). Le Ministre japonais des Affaires Etrangères — ajoutait notre Ambassadeur — avait été en contact avec l'Empereur, et l'Empereur souhaitait que ce mémorandum fût considéré comme sa réponse à mon message. En outre, rapporte notre Ambassadeur, le Ministre des Affaires Etrangères fit une déclaration orale qui commençait textuellement par ces mots : « Sa Majesté a exprimé sa gratitude et dit combien elle appréciait le message cordial du Président ». Le Ministre des Affaires Etrangères ajouta qu'en ce qui concernait nos demandes d'éclaircissements au sujet de l'accroissement des forces japonaises dans l'Indochine française, Sa Majesté avait ordonné à son gouvernement de faire connaître ses vues au gouvernement américain. La déclaration se terminait textuellement par les paroles suivantes :

« Le plus vif désir de Sa Majesté, c'est de voir régner la paix dans le Pacifique et, par conséquent, dans le monde. Afin que ce désir puisse se réaliser, Sa Majesté a exigé, jusqu'ici, que son gouvernement poursuive sérieusement ses efforts. Sa Majesté espère que le Président a pleinement conscience de ce fait ».

Mais la vraie réponse du Japon, celle qu'avaient donnée ses chefs de guerre et qui, de toute évidence, avait été formulée plusieurs jours auparavant, prit la forme d'une attaque à l'improviste contre nos territoires, en divers points du Pacifique.

Tels sont les faits que l'histoire enregistrera avec stupeur, douleur, horreur et dégoût. Nous voici en guerre. Nous luttons pour nous défendre. Nous luttons pour la défense de notre existence nationale, de notre droit de vivre en sécurité, de notre droit de jouir des bienfaits de la paix. Nous luttons pour la défense des principes de légalité, de justice et d'ordre — contre un ennemi qui entreprend, avec une sauvagerie inouïe, d'abolir ces principes mêmes et d'imposer à l'humanité un régime de domination impitoyable par l'emploi de la force arbitraire et du pouvoir absolu.

L'AMÉRIQUE EN GUERRE

Les attaques criminelles que les Japonais ont déclenchées à l'improviste dans le Pacifique constituent le degré le plus bas de l'immoralité internationale qui a régné durant cette décade. De puissants et d'habiles gangsters se sont concertés pour faire la guerre au genre humain tout entier. Aujourd'hui, ils lancent un défi aux États-Unis. Les Japonais ont traîtreusement violé la longue paix qui s'était établie entre nous. Des soldats américains ont été tués à l'ennemi. Des bateaux américains ont été coulés, des avions américains ont été détruits.

Le Congrès et le peuple des États-Unis ont relevé ce défi. De concert avec les autres peuples libres, nous luttons pour préserver le droit de vivre en liberté, et selon des principes conformes à la dignité humaine, parmi nos voisins du monde entier, sans avoir à craindre d'agression.

J'ai dressé le bilan complet de nos relations avec le Japon. Il sera soumis au Congrès. Cette histoire commence par la visite du Commodore Perry au Japon, il y a 88 ans. Elle se termine par la visite de deux émissaires japonais au Sous-Secrétaire d'Etat, dimanche dernier, une heure après que les forces japonaises eurent lâché leurs bombes et déchaîné leurs mitrailleuses contre notre drapeau, nos soldats et nos civils.

Je puis vous affirmer avec la plus entière assurance que nul Américain, aujourd'hui comme dans mille ans, ne pourra considérer sans une légitime fierté les efforts patients que nous avons accomplis au cours de ces années en vue d'établir, dans la région du Pacifique, une paix juste et honorable pour toutes les nations, petites ou grandes. Aujourd'hui comme dans mille ans, aucun homme honnête ne pourra refouler un sentiment d'indignation et d'horreur devant l'acte perfide que les chefs de guerre japonais ont perpétré à l'ombre même du drapeau de paix que leurs envoyés spéciaux portaient parmi nous.

La voie qu'a suivie en Asie le Japon, durant ces dix dernières années, est parallèle à celle qu'ont suivie Hitler et Mussolini en Europe et en Afrique. Aujourd'hui, il ne s'agit plus d'un parallèle, mais d'une collaboration si bien calculée que tous les continents du monde et tous

les océans ne forment plus qu'un seul champ de bataille gigantesque aux yeux des stratèges de l'Axe.

En 1931, le Japon envahissait le Mandchoukouo — sans avertissement.

En 1935, l'Italie envahissait l'Ethiopie — sans avertissement.

En 1938, Hitler occupait l'Autriche — sans avertissement.

En 1939, Hitler envahissait la Tchécoslovaquie — sans avertissement.

Un peu plus tard, en 1939, Hitler envahissait la Pologne — sans avertissement.

En 1940, Hitler envahissait la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg — sans avertissement.

En 1940, l'Italie attaquait la France, et plus tard la Grèce — sans avertissement.

En 1941, les puissances de l'Axe attaquaient la Yougoslavie et la Grèce, et subjuguaient les Balkans — sans avertissement.

En 1941, Hitler envahissait la Russie — sans avertissement.

Et maintenant, le Japon a attaqué la Malaisie et la Thaïlande, puis les États-Unis — sans avertissement.

C'est toujours le même procédé. Nous voici dans la guerre. Nous y sommes tous, et nous y serons jusqu'au bout. Chaque homme, chaque femme et chaque enfant participe à la plus formidable entreprise de l'histoire américaine. Nous devons prendre part en commun aux mauvaises nouvelles comme aux bonnes nouvelles, aux défaites comme aux victoires — au sort changeant de la guerre.

Jusqu'ici, les nouvelles ont toutes été mauvaises.

Nous avons subi de sérieux revers à Hawaï. Dans les Philippines, nos forces armées auxquelles s'est joint le courageux peuple philippin, ont traversé une rude épreuve mais se défendent avec vigueur. Les nouvelles que nous recevons de Guam, de Wake et de Midway sont encore confuses, mais nous devons nous attendre à ce qu'on nous annonce la prise de ces trois postes avancés. Nul doute que nos pertes, durant ces premiers jours de combat, ne soient élevées. Je partage profondément l'angoisse des familles de nos soldats et de celles qui ont des êtres chers dans les villes que l'on vient de bombarder. Je ne puis que leur donner solennellement l'assurance qu'elles recevront des nouvelles aussi rapidement que possible.

Notre gouvernement met sa confiance dans la fermeté du peuple américain ! Nous communiquerons les faits au public aussitôt qu'ils auront reçu une confirmation officielle définitive. Mais nous ne divulguerons les nouvelles, au moment où elles nous parviennent, que si, de façon directe ou indirecte, elles ne fournissent pas à l'ennemi des renseignements précieux.

Je demande instamment à mes compatriotes de rejeter toutes les rumeurs qui contiennent de perfides allusions à quelque désastre total, et qui ont vite fait de se répandre en temps de guerre. Il ne faut pas les accepter sans examen.

Ainsi, par exemple, je puis vous avouer franchement que le résultat des premières enquêtes ne me permet pas de déterminer avec précision l'étendue des dommages infligés à nos unités navales à Pearl Harbour. On peut craindre qu'ils ne soient sérieux. Mais nul ne saurait dire à quel point les dégâts sont graves avant de savoir dans quelle mesure ils pourront être réparés, et dans combien de temps les réparations nécessaires pourront être effectuées.

Je citerai encore, à titre d'exemple, la nouvelle, annoncée dimanche soir, selon laquelle un porte-avions japonais a été repéré et coulé au large de la zone du Canal de Panama.

Lorsque, dans les circonstances actuelles, vous apprenez des nouvelles émanant de source soi-disant digne de foi, soyez certains, désormais, qu'elles ne sauraient être attribuées à une personne investie de l'autorité. Un bon nombre de ces rumeurs et de ces nouvelles proviennent

de source ennemie. Aujourd'hui, par exemple, les Japonais prétendent qu'en une seule attaque contre Hawaï, ils ont obtenu la suprématie navale dans le Pacifique.

C'est là un vieux truc de propagande dont les Nazis ont fait mille fois usage. Ces estimations fantastiques ont évidemment pour but de répandre parmi nous la peur et la confusion, et de nous induire à divulguer des renseignements d'ordre militaire que nos ennemis s'efforcent désespérément d'obtenir.

Notre gouvernement ne se laissera pas prendre à ce piège — le peuple des États-Unis non plus.

Il importe que chacun de nous se souvienne qu'en temps de guerre la liberté et la rapidité des communications sont nécessairement restreintes. Il est impossible de recevoir à bref délai, des zones de combat éloignées, des rapports précis et détaillés. Et ceci s'applique tout particulièrement aux opérations navales. A l'époque de la radio, les commandants des unités navales doivent souvent s'interdire de nous donner des informations par cette voie, pour la simple raison qu'elles deviendraient du même coup accessibles à l'ennemi, et lui dévoileraient leur position et leurs plans de défense et d'attaque.

Les confirmations et les démentis officiels concernant les opérations en cours auront nécessairement du retard, mais nous ne cacherons pas au pays les faits qui nous seront connus, à condition que cette divulgation ne serve pas l'ennemi.

A tous les journaux et à tous les postes de radio — à tous ceux qui se font lire ou se font entendre du public américain — je dis ceci : « Vous assumez la plus lourde responsabilité envers la nation, dès maintenant et durant toute la guerre.

Si vous croyez que votre gouvernement ne vous révèle qu'une part insuffisante de la vérité, vous avez le droit de le dire. Mais, en l'absence de tout renseignement de source officielle, le patriotisme vous interdit de répandre des nouvelles qui n'ont pas été confirmées, en laissant croire que ce sont des vérités d'évangile.

Chaque citoyen, à quelque catégorie sociale qu'il appartienne, partage cette même responsabilité. La vie de nos soldats et de nos marins — tout l'avenir de notre nation — dépend de la manière dont chacun de nous remplit ses obligations envers son pays.

Et maintenant, un mot au sujet du passé récent et de l'avenir.

Dix-huit mois se sont écoulés depuis que l'écroulement de la France a fait comprendre au monde civilisé tout entier ce qu'est la force mécanisée que les nations de l'Axe ont édifiée au cours de nombreuses années. L'Amérique a tiré le meilleur parti de ce répit d'un an et demi. Sachant que nous pouvions être attaqués à bref délai, nous avons aussitôt commencé à accroître notre puissance industrielle et notre capacité de répondre aux exigences de la guerre moderne.

Nous avons gagné un temps précieux en expédiant de grandes quantités de notre matériel de guerre aux nations qui étaient encore en état de résister aux agressions de l'Axe. Notre politique reposait sur cette vérité fondamentale que toute nation qui résiste à Hitler et au Japon ne défend pas seulement son propre pays mais aussi le nôtre.

Cette politique a trouvé sa justification. Elle nous a donné le loisir — loisir inestimable — d'organiser la production américaine.

Les usines fonctionnent. On se hâte d'en construire d'autres. Un flot continu de tanks, d'avions, de canons et de bateaux, d'obus et de pièces d'équipement — voilà ce que ces dix-huit mois nous ont donné.

Mais ce n'est que le commencement de ce qui reste encore à faire. Nous devons être prêts à affronter une longue guerre contre des bandits astucieux et puissants. L'attaque contre Pearl Harbour pourra se répéter sur n'importe quel point des deux océans, ou de nos côtes, ou du reste de notre hémisphère. Ce ne sera pas seulement une longue guerre, ce sera une guerre difficile. C'est en nous fondant là-dessus que nous établissons tous nos plans. C'est à cette aune que nous mesurons nos besoins — qu'il s'agisse d'argent, de matériel ou de la production,

doublée et quadruplée, qui ne cesse de s'accroître. Cette production ne doit pas seulement suffire aux besoins de notre armée, de notre flotte et de notre aviation. Elle doit aussi renforcer les autres armées, les autres flottes et les autres forces aériennes qui combattent les nazis et les chefs de guerre japonais dans les deux Amériques et dans le monde entier.

Ce matin, j'ai encore étudié le problème de la production. Votre gouvernement vient d'adopter deux plans d'action en ce qui la concerne. En premier lieu, nous accroîtrons la production — y compris celle des matières premières essentielles —en travaillant sept jours par semaine dans toutes les industries de guerre. En second lieu, nous accroîtrons notre capacité de production en construisant de nouvelles usines, en agrandissant d'anciennes usines, et en utilisant pour les besoins de la guerre un grand nombre d'usines plus petites.

Sur le chemin difficile que nous avons suivi ces derniers mois, nous avons rencontré parfois des obstacles et des difficultés, de l'indifférence et de l'insensibilité. Il y a eu des querelles et des disputes. Tout cela appartient au passé. Tout cela est oublié, j'en suis sûr.

L'essentiel, c'est que le pays possède à Washington une organisation groupée autour d'hommes et de femmes qui sont des experts reconnus dans leurs domaines respectifs. Le pays n'ignore pas, je pense, que les personnes qui assument des responsabilités dans chacun de ces nombreux domaines, travaillent en commun dans un esprit de coopération qui n'a jamais été dépassé.

Ce qui nous attend, c'est un dur travail épuisant nuit et jour, à toute heure. J'allais dire que ce qui nous attend, c'est le sacrifice. Mais il serait faux d'employer ce terme. Les Américains ne considèrent pas que ce soit un sacrifice que de faire tout ce qu'ils peuvent, de donner tout ce qu'ils ont de meilleur à leur nation, quand cette nation lutte pour son existence et son avenir. Que l'on soit jeune ou vieux, ce n'est pour personne un sacrifice que de servir dans l'armée ou dans la marine des États-Unis. C'est plutôt un privilège.

Ni pour l'industriel, ni pour l'ouvrier, ni pour le cultivateur, ni pour le commerçant, ni pour le cheminot, ni pour le médecin, ce n'est un sacrifice que de payer plus d'impôts, d'acheter plus de bons d'armement, de travailler plus longtemps et plus dur, pour remplir la tâche à laquelle il peut se consacrer le plus utilement. C'est plutôt un privilège.

Ce n'est pas un sacrifice que de nous passer de beaucoup de choses auxquelles nous sommes accoutumés si la défense nationale exige que nous nous en privions.

De l'examen auquel je me suis livré ce matin, je conclus que, pour le moment, il ne sera pas nécessaire de restreindre la consommation des denrées alimentaires. Il y en a assez pour nous tous aujourd'hui, et il en reste assez pour en expédier à ceux qui luttent à nos côtés.

En revanche, les civils auront certainement à souffrir d'une pénurie de métaux de diverses espèces, car notre programme de production accrue prévoit l'utilisation, en vue de la guerre, de plus de la moitié de la quantité des principaux métaux qui ont servi à la fabrication d'articles pour l'usage de la population civile. Il nous faudra renoncer définitivement à un grand nombre de choses.

Je suis sûr que, dans la nation tout entière, les individus, en ce qui les concerne, sont résolus à gagner cette guerre. Je suis sûr qu'ils seront heureux de participer aux frais que cette guerre entraîne, tant qu'elle dure. Je suis certain qu'ils renonceront joyeusement aux avantages matériels auxquels on leur demande de renoncer.

Je suis sûr qu'ils préserveront ces grandes forces spirituelles sans lesquelles nous ne pouvons parvenir à notre but.

Je répète que les États-Unis ne peuvent accepter rien de moins qu'une victoire complète et définitive. Non seulement il importe que toute trace de la perfidie japonaise soit effacée, mais que, partout, les sources de la brutalité internationale soient taries, complètement et définitivement.

Hier, dans un message au Congrès, j'ai dit : « Nous agirons de façon à être bien sûrs que cette forme de perfidie ne nous mette plus jamais en danger ». Pour acquérir cette certitude, nous devons entreprendre la grande tâche qui nous est assignée en commençant par renoncer

une fois pour toutes à l'illusion de pouvoir nous isoler jamais du reste de l'humanité.

Au cours de ces quelques années — et tout particulièrement au cours de ces trois derniers jours — nous avons appris une terrible leçon.

L'obligation que nous avons contractée envers nos morts — l'obligation sacrée que nous avons contractée envers leurs enfants et nos enfants —nous interdit d'oublier jamais cette leçon.

Et voici ce que nous avons appris : pour aucune nation, pour aucun individu, il n'existe de sécurité dans un monde dominé par les principes de la violence. Il n'existe pas de défense inexpugnable contre un agresseur puissant qui se faufile dans les ténèbres et frappe sournoisement. Nous avons appris que notre hémisphère, baigné par deux océans, n'est pas à l'abri des attaques — et que, sur aucune carte, notre sécurité ne se laisse mesurer en kilomètres.

Nous pouvons bien reconnaître que nos ennemis ont brillamment accompli leur triste exploit, qu'ils ont exécuté cette manœuvre avec une précision et un art impeccables. C'était un acte foncièrement malhonnête, mais nous devons nous faire à l'idée que la guerre moderne telle que la conçoivent les nazis, est un métier infâme. Nous ne l'aimons point, cette guerre, nous ne voulions pas nous y engager — mais nous y sommes entrés, et nous nous battrons jusqu'à la limite de nos forces.

Je ne pense pas qu'il se trouve un Américain qui doute le moins du monde de notre capacité d'infliger aux auteurs de ces crimes le châtiment qu'ils méritent.

Votre gouvernement sait que, durant des semaines, l'Allemagne a répété au Japon qu'il ne partagerait pas avec elle les dépouilles, quand la paix serait conclue, s'il n'attaquait les États-Unis. L'Allemagne a promis au Japon que s'il participait au conflit, la zone entière du Pacifique passerait totalement et définitivement sous sa domination. Et cette zoné ne comprend pas seulement l'Extrême-Orient, pas seulement les îles du Pacifique, mais aussi la côte occidentale de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud.

Nous savons aussi que l'Allemagne et le Japon conduisent leurs opérations militaires et navales selon un plan établi en commun. D'après ce plan, tous les peuples et toutes les nations qui n'aident pas les puissances de l'Axe sont considérés par chacune de celles-ci comme des ennemis communs.

Telle est leur grande stratégie, elle est simple et évidente. C'est pourquoi le peuple américain doit se rendre compte qu'à cette stratégie on ne peut en opposer qu'une autre, de même nature. Il faut que nous comprenions, par exemple, que les succès japonais dans le Pacifique sont utiles aux Allemands pour leurs opérations en Libye ; que tout succès allemand dans le Caucase doit inévitablement faciliter aux Japonais les opérations contre les Indes néerlandaises ; qu'une attaque allemande contre Alger ou le Maroc fraie la voie à une attaque allemande contre l'Amérique du Sud et le Canal de Panama.

Mais, en revanche, il importe aussi que nous sachions que la résistance des francs-tireurs en Serbie ou en Norvège, nous sert ; qu'une offensive russe qui a du succès nous sert ; et qu'une victoire britannique, sur terre, ou sur mer, dans n'importe quelle partie du monde, nous rend plus forts.

Souvenez-vous toujours que l'Allemagne et l'Italie, sans se soucier d'une déclaration de guerre officielle, se considèrent, en ce moment, comme étant en guerre avec les États-Unis, tout comme elles sont en guerre avec la Grande-Bretagne et la Russie.

Et l'Allemagne met dans la même catégorie toutes les autres républiques des deux Amériques. Nos républiques sœurs de cet hémisphère ne peuvent qu'en tirer honneur.

Le but véritable que nous poursuivons est bien au-dessus et bien au-delà du triste champ debataille. Lorsque nous avons recours à la force, comme nous devons le faire en ce moment, nous n'en sommes pas moins résolus à orienter cette force vers le bien suprême, alors même que nous l'employons pour combattre le mal.

Nous autres Américains, nous ne sommes pas des destructeurs, nous sommes des constructeurs.

Nous voici en plein dans la guerre, maintenant, non pas pour faire des conquêtes, non pas pour exercer une vengeance, mais pour préparer à nos enfants un inonde où cette nation — et tout ce que cette nation représente — sera à l'abri des menaces.

Nous sommes décidés à éliminer le danger que le Japon fait peser sur nous. Mais à quoi nous servirait cette victoire, si le reste du monde était dominé par Hitler et Mussolini ?

Nous allons gagner la guerre, et nous allons gagner la paix qui la suivra.

En ces heures difficiles, et durant les sombres jours qui peut-être nous attendent, nous saurons que l'immense majorité des hommes est avec nous. Un grand nombre d'entre eux luttent à nos côtés. Tous prient pour nous.

Car, en défendant notre cause, nous défendons aussi la leur — notre espoir et leur espoir de liberté sous le règne de Dieu.

LES SEULS TERMES SUR LESQUELS NOUS TRAITERONS AVEC UN GOUVERNEMENT DE L'AXE SONT LES SUIVANTS :
" REDDITION SANS CONDITIONS " »

Voici près de deux ans, j'assistais au dernier dîner de l'Association des Journalistes accrédités auprès de la Maison Blanche. Il est passé, depuis, beaucoup d'eau sous les ponts... et plusieurs personnes ont franchi l'océan en avion.

Il y a deux ans — bien des mois avant notre entrée en guerre — je vous parlais du sujet qui nous préoccupait alors plus que tout : de notre résolution de transformer l'Amérique en arsenal de la démocratie. A ce moment, presque tous les Américains étaient résolus à participer pleinement au salut de la civilisation menacée par les barbares. Nous étions même alors engagés dans cet effort de production qui marquera dans l'histoire. Nous avons poursuivi notre tâche avec courage, avec adresse, et surtout avec succès.

Mais ce soir, c'est un autre sujet qui nous préoccupe plus que tout : notre résolution de nous battre jusqu'au bout, de lutter jusqu'au jour où les forces des Nations Unies défileront en triomphe dans les rues de Berlin, de Rome, et de Tokyo.

En septembre dernier, j'ai fait dans le pays une tournée d'inspection. J'ai vu le travail de nos usines de guerre. J'ai vu nos camps d'entraînement — ceux de l'armée, de la marine, de l'aviation. J'ai vu ces Américains, hommes et femmes, patrons et employés, travailler d'arrache-pied pour améliorer le programme de production. J'ai vu nos soldats, nos marins, nos pilotes américains à l'instruction ; ils se préparaient pour les combats à venir.

Me voici aujourd'hui de retour d'un de nos fronts d'outre-mer. J'y ai vu mises en œuvre contre l'ennemi notre production de guerre et l'activité de nos camps d'entraînement. J'ai vu nos troupes sur le front. J'ai inspecté leur excellent matériel. J'ai parlé à nos soldats ; j'ai ri et mangé avec eux. J'ai vu nos hommes — les soldats de la Nation — dans l'île de la Trinité, à Belém et à Natal, au Brésil, au Libéria, en Gambie. Sur tous ces territoires, on ne se bat pas, mais on fait un travail pénible, dangereux, essentiel ; l'endurance et le moral de nos soldats y sont mis à une terrible épreuve. Cette épreuve, ils la supportent magnifiquement.

J'ai vu aussi nos hommes — et quelques-unes de nos femmes — en Afrique du Nord. Là-bas, c'est la guerre. Ces Américains savent qu'avant la fin de cette guerre, beaucoup d'entre eux auront donné leur vie. Mais ils savent aussi qu'ils se battent pour détruire la puissance des ennemis de leur patrie — qu'ils se battent pour fonder une paix qui sera réelle et durable et pour que le monde connaisse un avenir meilleur.

Nos soldats en campagne sont dignes de la foi profonde et des grands espoirs que nous avons placés en eux. Les hommes de notre marine n'en sont pas moins dignes, eux sans qui nul corps expéditionnaire américain ne pourrait débarquer en sécurité sur des rives étrangères. Les hommes de notre marine marchande en sont dignes au même titre, eux qui transportent le matériel de guerre et le ravitaillement indispensables, eux sans qui ni les États-Unis ni leurs Alliés ne pourraient poursuivre la lutte.

Il n'est pas un Américain qui puisse regarder ces hommes — ces soldats et ces marins — sans émotion et sans fierté. Il n'est pas un d'entre nous qui n'ait profondément conscience de ses responsabilités à leur égard.

Le secret qui entourait nécessairement mon voyage a fait qu'à chacune de mes visites, dans les endroits où je me suis arrêté, l'étonnement de nos combattants était total. L'expression de leurs visages témoignait de cette surprise.

Je souhaiterais de pouvoir rendre visite, dans les mêmes conditions imprévues, à nos hommes qui se battent sur les autres théâtres d'opérations —à ceux de nos bases navales des îles du Pacifique, de l'Australie, de l'Alaska et des îles avoisinantes ; à nos soldats des îles de l'Atlantique, des deux Guyanes, du Canal de Panama, de l'Islande, de Grande-Bretagne, de l'Afrique Centrale, du Proche Orient, des Indes, de la Birmanie, de la Chine. Je voudrais pouvoir leur dire face à face la fierté qu'ils inspirent à leur gouvernement et à leur patrie, en accomplissant magnifiquement leur tâche, en contribuant à resserrer l'étau qui, lentement, mais sûrement, étouffe nos ennemis.

Dans chacun des bataillons de notre armée, à bord de chacun de nos navires de guerre, vous trouverez des citoyens américains de toutes les professions, de toutes les régions, de toutes les origines, de toutes les religions et de toutes les opinions politiques.

Demandez à ces hommes pourquoi ils se battent. Chacun vous répondra : « Je me bats pour mon pays ». Demandez-leur ensuite ce qu'ils veulent dire par là, et vous aurez des réponses qui seront, en apparence, extrêmement variées. L'un vous dira qu'il se bat pour avoir le droit de dire ce qui lui plaît, de lire et d'entendre ce qu'il veut. Un autre dira qu'il se bat parce qu'il ne veut à aucun prix voir la croix gammée flotter sur l'église de son village. Un autre soldat vous répondra qu'il se bat pour avoir le droit de travailler et pour que sa famille puisse prendre trois bons repas par jour. Un quatrième soldat vous dira qu'il se bat dans cette guerre mondiale pour que ses enfants et ses petits-enfants ne soient pas forcés de retourner en Europe, ou en Afrique, ou en Asie, pour « remettre ça ». Mais en réalité, toutes ces réponses n'en font qu'une. Chaque Américain combat pour la liberté. La liberté individuelle de chaque Américain, celle de sa famille, dépend aujourd'hui et dépendra plus encore à l'avenir de la liberté de leurs voisins de tous les pays. Car le monde aujourd'hui n'est qu'un immense voisinage. C'est pour cette raison que la guerre, qui commença en des régions qui semblent si éloignées, s'est étendue à tous les continents et à la plupart des îles de l'océan, engageant ainsi l'avenir et la liberté de tout le genre humain. Si la paix qui suivra ne reconnaît pas l'unité du monde contemporain et le fait que nous sommes tous des voisins, si elle ne rend pas justice au genre humain tout entier, les hommes devront vivre sous la menace constante d'une nouvelle guerre mondiale.

Je me suis entretenu avec de nombreux membres de nos forces armées, depuis la côte et les îles des Amériques jusqu'à l'Afrique Occidentale. Beaucoup de nos soldats et de nos marins se préoccupaient de la situation à l'arrière, dans le pays même. Toutes sortes de bruits et de rumeurs pleines d'exagération leur parviennent. Ils apprennent qu'on se plaint trop chez nous, qu'on ne s'incline pas assez souvent devant la réalité de la guerre. Ou encore, que des chefs syndicaux égoïstes menacent de proclamer des grèves qui diminueraient fortement notre production de guerre ; ou que tels groupements agricoles cherchent à exploiter la situation en augmentant les prix et en négligeant la production des denrées alimentaires. On leur dit aussi que nombreux sont les gens qui se plaignent amèrement des privations que leur imposent les mesures de rationnement et de répartition. Enfin et surtout, on leur dit que de sérieuses querelles de parti nous divisent ici, à Washington, sur les questions les plus minimes. Je leur ai dit que la plupart de ces bruits ne sont que de grossières exagérations ; que peuple des États-Unis, dans son ensemble, met tout son cœur, toutes ses forces, et toute son âme à gagner la guerre ; que notre population fait avec joie l'abandon d'un peu de son confort, use moins de chaussures et consomme moins de sucre, boit moins de café, se déplace moins souvent en automobile, renonce à certains privilèges et profits, et cela pour la cause commune.

Mais je n'ai pas pu dissimuler à nos troupes que quelques malhonnêtes gens, quelques politiciens et quelques publicistes, heureusement fort peu nombreux, ont placé leur ambition ou leur cupidité au-dessus des intérêts de la nation.

Nos troupes savent que les nazis, les fascistes, et les Japonais se donnent beaucoup de mal pour empoisonner certains Américains, grâce aux contre-vérités de leur propagande. Mais nos troupes savent aussi une chose : vous aurez beau entasser l'une sur l'autre les taupinières de la fourberie, vous n'en ferez pas une montagne qui puisse duper beaucoup de gens, ou bloquer le chemin de la victoire et de la paix véritable.

Ce qui est indispensable pour parvenir à une paix véritable, c'est que les hommes qui se battent pour nous aient l'assurance de trouver, à leur retour dans leurs foyers, un pays dont l'économie soit assez solide et assez saine pour garantir du travail à ceux qui en veulent.

Je suis convaincu que l'initiative privée pourra fournir l'immense majorité de ces emplois — et que, dans les cas où cela ne sera pas possible, le Congrès des États-Unis votera les lois nécessaires pour qu'il soit possible de garantir à tous un gagne-pain.

Il y a encore quelques personnes qui affirment que nous ne pourrons pas arriver à ce résultat, ni aux autres objectifs que nous nous sommes fixés pour la période d'après-guerre, si nobles, si raisonnables que puissent être ces buts. En vous parlant de ces sceptiques professionnels, de ces hommes de peu de foi, je ne trouve pas de meilleur mot que « chicaneur ».

Il ne s'agit pas simplement de chicane au sens étymologique. « Chicaneurs », cela évoque pour nous l'idée d'hommes petits, bas, spécieux et mesquins. En un mot : de tout petits esprits. C'est le genre d'hommes qui cherchent toujours à cacher la vérité sous un écran de fumée ou de brouillard.

Les chicaneurs d'aujourd'hui tentent de dissimuler les vérités essentielles de cette guerre. Ils cherchent à brouiller le présent et l'avenir, à obscurcir nos buts si clairs, et les principes élevés dont les peuples libres, dès à présent, peuvent annoncer l'éclatante victoire.

C'est à l'époque de la Révolution Américaine et de la Révolution Française que furent établis les principes fondamentaux qui régissent nos démocraties. La base de tout notre édifice démocratique est le principe qui place la source de l'autorité gouvernementale dans le peuple, et dans le peuple seul.

Un de nos buts de guerre, exprimé dans la Charte de l'Atlantique, est de rendre à nouveau maîtresses de leurs destinées les populations aujourd'hui vaincues. Il ne doit subsister aucun doute — nulle part — quant à l'inébranlable décision prise par les Nations Unies, de rendre aux peuples vaincus l'exercice de leurs droits sacrés.

La souveraineté française réside dans le peuple de France. L'expression de cette souveraineté a été provisoirement suspendue par l'occupation allemande. Une fois que les armées triomphantes des Nations Unies auront chassé l'ennemi commun, les Français seront représentés par un gouvernement dont ils auront fait eux-mêmes le choix.

Ce choix sera fait librement, dans tous les sens du terme. Il n'est pas une nation au monde qui, laissée libre de choisir, soit disposée à se donner un gouvernement fasciste, ou nazi, ou féodal et belliqueux, comme le gouvernement japonais. Ces formes de gouvernement résultent d'une prise de pouvoir, suivie d'une mutilation de la liberté. C'est pourquoi les Nations Unies sont en droit d'opposer à ces formes de gouvernement deux simples mots : « Jamais plus ! »

Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, tel qu'il est inscrit dans la Charte de l'Atlantique, n'entraîne pas le droit pour un gouvernement, quel qu'il soit, de commettre des meurtres massifs, ni le droit de réduire à l'esclavage son propre peuple ou d'autres peuples.

Le monde entier peut être assuré que cette guerre totale — et ce sacrifice de vies humaines dans le monde entier — ne sont pas effectués dans le dessein ni même avec l'arrière-pensée la plus lointaine de maintenir au pouvoir, où que ce soit, les Quisling ou les Laval.

Notre réponse à ces tentatives affolées, grâce auxquelles l'ennemi essaie d'échapper aux

conséquences de ses crimes, est toute trouvée. Nous répondrons, toutes les Nations Unies répondent, que les seuls termes sur lesquels nous accepterons de traiter avec un gouvernement ennemi quelconque, ou avec n'importe quelle faction de l'Axe, ce sont les conditions proclamées à Casablanca c'est la REDDITION SANS CONDITIONS.

Cette politique qui exclut tout compromis n'est pas dirigée contre les populations des pays de l'Axe, auxquelles nous ne voulons pas de mal. Mais nous entendons bel et bien punir et châtier sans rémission leurs chefs coupables et barbares.

Il faut vraiment que les Nazis soient à bout de nerfs pour croire qu'ils trouveront des procédés de propagande qui réussiraient à dresser les gouvernements et les peuples des États-Unis, de la Grande-Bretagne, et de la Chine contre la Russie — ou encore la Russie contre les autres.

Le courage et l'endurance incomparables dont a fait preuve le peuple russe en résistant à l'envahisseur, puis en le repoussant, et la manière géniale dont les grandes armées russes ont été dirigées et conduites par M. Staline et les chefs militaires se passent de tout commentaire.

A la lumière tragique de la guerre, les gouvernements et les peuples de toutes les Nations Unies ont vu clair. Je puis vous affirmer en pleine connaissance de cause que ces gouvernements et ces peuples sont convaincus de la nécessité absolue où nous sommes de rester unis après la guerre pour établir une paix fondée sur des principes durables.

Soyez sûrs que si le Japon devait être le premier des partenaires de l'Axe à être battu, toutes les Nations Unies concentreraient tous leurs efforts et toutes leurs ressources pour écraser l'Allemagne.

Et, inversement, pour qu'il ne subsiste aucun doute dans l'esprit des nazis ou des Japonais, pour qu'ils soient bien persuadés que nous sommes unis dans la poursuite de la guerre jusqu'à la victoire totale dans le monde entier, le Premier Ministre britannique a voulu se lier par un traité formel. Ce traité aurait stipulé que, si l'Allemagne était vaincue avant le Japon, toutes les ressources de l'Empire Britannique en matériel et en hommes se joindraient à celles de la Chine et des États-Unis pour l'assaut décisif et final contre le Japon. J'ai dit à M. Churchill qu'aucune déclaration ni aucun accord formel à ce sujet n'étaient le moins du monde nécessaires ; que la parole d'un gentleman anglais suffisait au peuple américain ; et qu'il était absolument évident que nous étions tous complètement d'accord dans notre détermination de détruire les forces de la barbarie en Asie, en Europe et en Afrique. En d'autres termes, notre politique à l'égard de nos ennemis japonais est exactement la même que notre politique à l'égard de nos ennemis nazis : c'est une politique de durs combats sur tous les fronts, une politique visant à terminer la guerre aussi vite que nous le pouvons, mais sans compromis et par une reddition sans conditions.

CHAPITRE CINQUIEME - L'Organisation internationale et la Paix



WILSON ET L'ENTENTE ENTRE LES PEUPLES

La compréhension doit être le terrain sur lequel croîtront les fruits de l'amitié. » Ces paroles prononcées par le président Wilson dans son discours à Mobile en 1913 peuvent parfaitement servir de base à la politique du Gouvernement des États-Unis. Cette politique s'applique également à la compréhension de nos problèmes intérieurs et de nos relations internationales.

Woodrow Wilson était professeur et quand il employait le mot « compréhension » il l'entendait non pas dans l'esprit des hommes d'état et des chefs politiques, des chefs d'entreprise et des rois de finance ; il l'appliquait plutôt aux peuples de l'univers qui vont constamment apprendre à l'école des vérités premières, de telle sorte qu'eux et leurs voisins puissent mener une vie plus sûre, plus heureuse et plus complète.

Sur tous les continents, dans tous les pays, Woodrow Wilson a facilité la compréhension entre les peuples. On peut admettre, je pense, que les événements de ces derniers mois, plus que dans aucune autre période analogue de notre histoire, ont amené les personnes à s'intéresser au gouvernement ; aux problèmes du gouvernement ; pourtant cet intérêt et cette compréhension récents, le peuple américain n'aurait pu les manifester si Woodrow Wilson ne lui avait donné l'élan et ne l'avait mis sur la voie de la compréhension dans son discours d'il y a vingt ans.

Dans ce discours prononcé à Mobile, le président Wilson le premier, a fait cette déclaration nette que les « États-Unis ne chercheront jamais plus à conquérir un seul mètre carré de territoire », et les États-Unis ont adopté cette déclaration. Le président Wilson est allé plus loin en ajoutant — s'adressant particulièrement à nos voisins d'Amérique latine — que les intérêts matériels ne primeraient jamais la liberté humaine.

Néanmoins, par suite des bouleversements qu'apporta la grande guerre, on n'a pu appliquer entièrement cette politique de désintéressement. Nous tous nous avons là notre part de responsabilité.

Je n'hésite pas à dire que si j'avais participé à la campagne politique dans quelque autre pays, j'aurais été fortement tenté de miser sur les craintes de mes compatriotes et d'accuser les États-Unis de tendances impérialistes en vue d'un agrandissement égoïste.

En tant que citoyen de quelque autre république, j'aurais pu difficilement croire à l'altruisme de la plus riche république américaine.

Il m'apparaît donc clairement, en tant que Président de la République des États-Unis, que le moment est venu d'ajouter à la déclaration du président Wilson cette nouvelle déclaration : la politique des États-Unis s'opposera dorénavant à toute intervention armée.

Le maintien d'un gouvernement constitutionnel dans les autres pays d'Amérique ne crée pas une obligation sacrée pour les seuls États-Unis. Le maintien de la loi et la bonne marche d'un gouvernement dans cet hémisphère intéresse avant tout chaque nation, prise, en particulier, à l'intérieur de ses propres frontières. Ce n'est que, si et lorsque le désordre sévit dans les autres pays du continent, que cette situation intéresse ces derniers. J'insiste sur ce point que, dans ce cas, cette situation intéresse le continent tout entier, où nous sommes tous voisins.

C'est la compréhension de cette doctrine — non pas seulement par les dirigeants, mais encore par les peuples de toutes les républiques — qui a permis à la conférence de Montevideo d'aboutir au résultat qu'elle a obtenu. L'état d'esprit qui existe actuellement entre les nations de l'Amérique tout entière est le meilleur que l'on ait pu constater, à n'importe quelle époque que l'on remonte.

Dans le reste du monde, la succession des événements n'a pas permis, ces derniers temps, aux projets du Président Wilson d'aboutir.

Un observateur superficiel dirait que cet échec provient de la recrudescence du nationalisme dans le monde. Mais un tel observateur veut parler d'un nationalisme pris au sens étroit et restrictif, et de cette sorte de nationalisme que, dans chaque pays, l'immense majorité du peuple appuierait.

Je m'oppose à cette représentation de la population actuelle de l'univers.

Ce n'est pas aux populations que l'on peut reprocher de menacer la paix, mais à leurs dirigeants politiques.

Le courageux appel lancé par le Président Wilson au monde pour bannir toute guerre future, frappa l'imagination des masses. Mais, pour le plus grand nombre des soi-disant hommes d'Etat réunis à Paris pour établir un traité de paix ou prétendu tel en 1919, cet appel resta lettre morte. Je vis ce spectacle de mes propres yeux, j'entendis leurs paroles de mes propres oreilles. Avantages politiques, prestige personnel, agrandissement national, tels furent les soucis au milieu desquels la Société des Nations vit le jour ; dès son enfance, elle en supporta le lourd handicap.

Malgré tout, grâce à la Société des Nations, directement ou indirectement à ses principes, tous les États du monde ont tâtonné à la recherche d'un moyen meilleur que ceux qu'ils avaient utilisés jusque là pour régler leurs différents.

La Société des Nations a fourni l'occasion de nombreuses rencontres diplomatiques : elle a servi à organiser des débats internationaux, et en maintes occasions, elle a aidé à la réglementation de l'hygiène, du travail, du commerce et de l'éducation ; enfin, elle a permis le règlement de nombreuses disputes, grandes et petites, entre nations grandes et petites.

Aujourd'hui, plus que jamais, les États-Unis coopèrent ouvertement avec l'organisation de Genève.

Je crois traduire la pensée de mes compatriotes si j'affirme que les anciennes politiques, les anciennes alliances, les combinaisons et balances de pouvoirs, se sont avérées inefficaces pour le maintien de la paix mondiale. La Société des Nations, en encourageant, comme elle le fait l'extension des pactes de non-agression, les accords sur la réduction des armements, est le pilier sur lequel s'échafaude la paix mondiale.

Nous ne sommes pas membres de la Société des Nations et nous n'envisageons pas de le devenir. Mais nous lui apportons toute notre coopération dans tout domaine qui, en dehors de la politique représente un effort sincère pour protéger la vie et le bien-être des dirigeants politiques et à tout mouvement de tendance impérialiste.

Si vous évaluez la population du globe à un milliard et demi d'habitants, vous ne risquerez pas de vous tromper en déclarant que quatre-vingt-dix pour cent au moins de ces êtres se

contentent de nos jours des limites territoriales de leurs pays respectifs et qu'en outre ils consentiraient à réduire leurs armements si toutes les autres nations promettaient de faire de même. Derrière ce qui menace la paix mondiale, il y a la crainte et peut-être même la possibilité que les dix autres pour cent ne suivent un gouvernement qui recherche l'expansion territoriale au détriment des voisins et qui, sous divers prétextes, refuse de réduire ou d'arrêter les armements, même si tous les autres gouvernements adhèrent à un pacte de non-agression et de réduction des armements.

De tout temps, jusqu'à la guerre mondiale de 1914-1918, les guerres ont été faites par les gouvernements. Woodrow Wilson a mis en doute la nécessité de ces guerres : ce qui a donné à penser aux peuples qui créent et qui changent leurs gouvernements. Ils se sont demandés avec Woodrow Wilson s'ils ne pourraient pas, un jour, empêcher eux-mêmes les gouvernements de faire la guerre.

Proposons à la nouvelle génération, en reprenant simplement le mot de Wilson, que dorénavant, au lieu de guerres faites par les gouvernements, on jouisse d'une paix faite par les peuples.

L'UNION PANAMERICAINE

L'amitié entre nations comme entre individus, exige que l'on sonne le rassemblement de toutes les forces de l'humanité de manière à créer une atmosphère de compréhension et de collaboration étroites. Elle implique des obligations et des responsabilités réciproques, car ce n'est que par le respect sincère des droits d'autrui et par une exécution scrupuleuse des obligations qui y correspondent, qu'une vraie fraternité peut régner parmi tous les membres de la communauté.

Les qualités essentielles d'un vrai panaméricanisme sont exactement celles qui sont incluses dans l'expression du bon voisinage, c'est-à-dire, la compréhension mutuelle et, grâce à cette compréhension, une appréciation sympathique des points de vue d'autrui. C'est seulement en agissant en conformité avec ces principes que nous pouvons espérer construire un édifice dont la confiance, l'amitié et la bonne volonté seront les pierres angulaires.

C'est dans cet esprit que toutes les républiques américaines montrent une profonde compréhension de la doctrine de Monrœ dont on a tant parlé depuis plus d'un siècle. Elles comprennent que cette doctrine avait, et a encore, pour but, de maintenir l'indépendance des peuples du continent américain, en empêchant les puissances des autres continents de mettre la main sur une portion quelconque du territoire actuellement indépendant dans cette région du globe.

Les républiques américaines, avec les années, comprennent plus clairement que cette doctrine panaméricaine de défense implique que chaque Etat américain doit reconnaître l'indépendance des autres États américains. Chacun de nous doit grandir par le progrès de la civilisation et du bien-être social et non par l'acquisition de territoires au détriment du voisin.

Dans cet esprit de compréhension et de collaboration mutuelles sur le continent, il est impossible que vous et moi ne soyons pas émus par toute querelle à main armée entre nos voisins. Je n'hésite donc pas à vous dire, à vous, membres honorables du Comité directeur de l'union panaméricaine, que je considère les conflits actuels entre quatre de nos républiques sœurs comme des pas en arrière.

Votre américanisme et le mien doivent être un édifice bâti sur la confiance, cimenté par une sympathie qui n'admet que l'égalité et la fraternité. Il trouve sa source et son essence dans le cœur des hommes ; il siège dans le temple de l'intelligence.

Nous tous, nous avons des problèmes particuliers et, à parler franchement, l'intérêt de nos propres citoyens doit, chaque fois, primer. Mais il est également vrai qu'il est d'une importance vitale pour chaque nation de ce continent que tous les gouvernements américains entreprennent immédiatement tout ce qu'il sera possible de faire pour abolir les barrières douanières, restrictions inutiles et artificielles qui arrêtent actuellement entre les peuples des

républiques américaines les courants profitables du commerce.

Je suis heureux de vous transmettre ce message à vous, messieurs qui appartenez au Comité directeur de l'union panaméricaine, car je considère l'union comme l'expression ultime de l'unité spirituelle des deux Amériques.

C'est à cette unité ferme et agissante que l'humanité doit tendre ; elle est un des éléments indispensables à la prospérité des affaires mondiales.

LES COLONIES. « L'HISTOIRE DES ILES PHILIPPINES PEUT SERVIR DE MODÈLE AUX AUTRES PETITES NATIONS DU MONDE »

Bien qu'un drapeau étrange, celui d'un agresseur perfide, flotte provisoirement sur le territoire philippin, c'est avec la plus grande confiance dans la victoire finale que les Nations Unies commémorent aujourd'hui l'anniversaire de la naissance de leur membre le plus jeune.

Voilà sept ans que fut instauré le Commonwealth philippin. A cette époque, les États-Unis exerçaient la souveraineté sur les îles Philippines depuis une quarantaine d'années. Mais comme je le disais en 1935, lors de l'inauguration du Commonwealth : « En acceptant d'exercer notre souveraineté nous n'avons fait qu'assumer une obligation, celle de servir le peuple philippin jusqu'au jour où il pourrait devenir indépendant et prendre sa place parmi les nations du monde. »

Permettez-moi de remonter à l'époque où, après la victoire remportée par l'amiral Dewey dans la baie de Manille, l'Amérique étendit sa souveraineté aux îles Philippines. Une très grande partie du peuple américain pensait que les États-Unis montraient peu de sagesse et beaucoup d'impertinence en maintenant au rang de colonie 'un peuple de plusieurs millions d'êtres humains qui avaient déjà manifesté leur, désir d'indépendance.

Cependant les États-Unis et les chefs du peuple philippin commencèrent bientôt à exécuter un plan à longue portée, grâce auquel, le jour où le peuple philippin serait capable de voler de ses propres ailes, les îles Philippines seraient pourvues d'établissements d'instruction publique, d'un service de santé, d'organismes commerciaux et de moyens de communication. En même temps nous accordâmes aux Philippines une autonomie locale de plus en plus étendue.

En 1934, au cours de conférence cordiales, les autorités philippines et américaines décidèrent que l'on pouvait fixer avec précision le moment où les îles Philippines deviendraient tout à fait indépendantes. Cet événement devait se produire à l'expiration d'une période de dix ans pendant laquelle les Philippines jouiraient d'une complète autonomie locale et seraient gouvernées d'après leur propre constitution avec le statut de dominion.

Mis en vigueur en 1935 sous la présidence de mon vieil ami, Manuel Quezon, ce statut fonctionna si bien que le 7 décembre 1941 nous étions ensemble à l'œuvre et nous nous étions mis d'accord pour fixer à 1946 l'indépendance complète des Philippines. Pendant tout ce laps de temps nos deux nations et nos deux peuples avaient tenu leurs engagements mutuels. Ils avaient une confiance inébranlable dans leur bonne foi respective — leurs relations amicales furent cimentées d'une manière indissoluble par l'épreuve tragique qu'ils subirent pendant les mois douloureux qui suivirent l'agression traîtresse du Japon.

Les courageux Philippins — soldats et civils —se battirent aux côtés des Américains dans des conditions extrêmement défavorables. Ils étaient résolus à verser leur sang pour défendre leur liberté. Combien largement ils la méritent, cette liberté !

J'aime à croire que l'histoire des Philippines telle qu'elle évolua au cours des quarante-quatre dernières années, peut vraiment servir de modèle aux autres petites nations du monde. C'est un modèle de ce que les hommes de bonne volonté espèrent réaliser dans l'avenir — un modèle de civilisation globale qui n'admet aucune restriction due à la religion, aux opinions ou à la race.

Mais nous ne devons pas perdre de vue qu'une civilisation de ce type requiert l'existence préalable de deux facteurs importants. Il faut d'abord une période de préparation au cours de laquelle on propage l'instruction en même temps qu'on reconnaît et qu'on satisfait les besoins physiologiques, sociaux et économiques du pays. Il faut ensuite entraîner le pays à exercer la souveraineté complète ; à cet effet il faut lui accorder une autonomie de plus en plus grande, commençant par le gouvernement local et se développant par étapes successives, jusqu'à l'indépendance politique totale.

Les États-Unis eux-mêmes ne sont parvenus à leur indépendance nationale pleine et entière qu'après une série d'étapes préliminaires. Les assemblées communales des colonies de la Nouvelle-Angleterre, les organismes locaux analogues qui existaient dans les autres colonies, nous conduisirent progressivement au gouvernement par comtés et, plus tard, au gouvernement par états. Tout ce processus de formation et de développement politique précéda l'institution du gouvernement fédéral permanent de 1789.

En aucun lieu du monde l'indépendance politique ne peut être durable si elle n'a été précédée d'une période d'entraînement analogue. Certains peuples doivent recevoir une formation plus poussée et plus prolongée ; d'autres n'ont pas besoin d'une formation préliminaire aussi développée et aussi longue.

Dans le passé récent, l'histoire des Philippines se résume en une période de collaboration, de développement et de mise au point sur le plan national. A supposer même que nous en ayons douté, nous sommes sûrs, maintenant, que notre gouvernement a adopté la meilleure ligne de conduite.

Le plan suivi en l'occurrence est intimement lié à la philosophie et aux idéaux des Nations Unies. La doctrine qui inspire les ambitions et qui meut la cruauté de nos ennemis — à savoir, qu'il existe une race de maîtres appelée à gouverner tous les autres peuples — cette doctrine est en bonne voie d'anéantissement, et pour toujours.

Les États-Unis et les Philippines sont déjà en train d'étudier les problèmes économiques qui se poseront dans l'avenir — lorsque le Président Quezon et son gouvernement se trouveront à nouveau réinstallés dans la capitale de Manille. Au cours d'une conférence que nous avons tenue la semaine passée, le Président Quezon et moi-même nous avons convenu de former une Commission mixte comprenant des représentants de nos deux pays ; elle aura pour tâche d'étudier la situation économique qui sera celle de la future nation philippine et de rechercher les moyens d'en assurer la stabilité et la sécurité.

Ce fait témoigne de l'extrême bonne foi qui existe désormais entre nos deux gouvernements.

Mais c'est plus encore : ce fait symbolise, d'une manière réaliste, notre résolution farouche et notre certitude absolue de chasser des Philippines jusqu'au dernier Japonais.

Président Quezon, je vous salue en cet anniversaire qui se présente sous d'heureux auspices, et je salue en vous le peuple des îles Philippines. Je salue son courage. Je salue son indépendance.

LE VÉRITABLE FONDEMENT DE LA PAIX : LA VOLONTÉ DES PEUPLES

La durée et la solidité d'une paix vivante doivent être, à la longue, l'œuvre des peuples eux-mêmes.

Quant à nous, comme tous les peuples qui ont avancé par les chemins difficiles de la libération et de la réadaptation, nous connaissons par notre propre expérience combien les difficultés peuvent être grandes et nous savons qu'elles ne sont pas particulières à un continent ou à une nation. Notre propre révolution laissa derrière elle, dit un historien américain, « un remous de violence et le mépris de la vie humaine ».

La paix peut être obtenue et conservée uniquement par la détermination des peuples épris de liberté et de paix prêts à travailler ensemble, prêts à s'aider les uns les autres, prêts à se respecter et à se tolérer, et qui essaient de comprendre les opinions et les sentiments des uns et des autres. Plus nous approchons de la Victoire, plus nous deviendrons inévitablement

conscients des divergences de vues qui existent parmi les vainqueurs. Il ne faut pas que ces divergences nous divisent et nous empêchent de voir, en gagnant la guerre et en bâtissant la paix, nos intérêts communs les plus importants et nos intérêts permanents.

La coopération internationale sur laquelle une paix durable doit être basée n'est pas une voie à sens unique. Les nations, comme les individus, n'ont pas toujours la même manière de voir ou la même façon de penser ; la coopération internationale et le progrès ne sont guère encouragés par une nation qui proclame qu'elle détient le monopole de la sagesse et de toutes les vertus. Dans le monde futur, l'abus de pouvoir (pris dans le sens de « politique de puissance ») ne doit pas constituer un facteur déterminant dans les relations internationales. C'est l'essence même des principes auxquels nous avons souscrit. Nous ne pouvons nier que la puissance soit un facteur de la politique mondiale pas plus que nous ne pouvons nier son existence comme facteur de politique nationale. Mais dans un monde démocratique, comme dans une nation démocratique, la puissance doit être liée à la responsabilité, et mise dans l'obligation de se défendre et de se justifier elle-même dans le cadre du bien général.

Le perfectionnisme, non moins que l'isolationnisme ou l'impérialisme, ou la politique de puissance, peut obstruer les voies qui conduisent à la paix internationale. N'oublions .pas que le recul vers l'isolationnisme, d'il y a un quart de siècle, fut occasionné par une attaque directe non contre la coopération internationale, mais contre les prétendues imperfections de la paix.

Dans notre désillusion, après la dernière guerre, nous avons préféré l'anarchie internationale à la coopération internationale avec les nations qui ne voyaient pas et ne pensaient pas exactement comme nous. Nous avons renoncé à l'espoir de parachever peu à peu une paix meilleure parce que nous n'avions pas le courage de remplir nos responsabilités dans un monde admis comme imparfait.

Nous ne devons pas permettre que cela arrive de nouveau, car nous prendrions de nouveau la Même route tragique, la route qui mène vers une troisième guerre mondiale. Nous pouvons remplir nos responsabilités pour le maintien de la sécurité de notre pays, uniquement en exerçant notre pouvoir et notre influence pour réaliser les principes auxquels nous croyons et pour lesquels nous avons combattu.

De nombreux problèmes de la paix se présentent à nous dès à présent, alors même que la fin de la guerre est encore devant nous. L'atmosphère d'amitié, de compréhension mutuelle, la résolution de trouver un point de vue commun qui dominaient les conversations à Dumbarton Oaks, nous donnent des raisons d'espérer que les discussions à venir réussiront à développer le système de sécurité mondiale, mutuelle, démocratique, vers lequel ces conversations préparatoires étaient orientées.

Nous mêmes et les autres Nations Unies avançons avec vigueur et résolution dans nos efforts pour créer un tel système en le dotant d'institutions à la fois souples et efficaces aptes à engendrer une action collective et coopérative.

La conscience de l'humanité en éveil ne permettra pas la faillite de cette suprême tentative.

Nous croyons que les progrès extraordinaires dans les moyens de communication entre les peuples, réalisés depuis la dernière génération, offrent un moyen pratique de faire avancer la compréhension mutuelle sur laquelle la paix et les institutions de paix doivent s'appuyer, et c'est notre politique et notre but de faire servir ces réalisations au bien commun du monde.

Nous favorisons la plus grande liberté possible du négoce et du commerce.

Nous, Américains, avons toujours cru à la liberté et à l'égalité des chances pour chacun de nos concitoyens, et cette égalité reste un des principaux buts de notre vie nationale. Ce que nous croyons pour les individus, nous le croyons également pour les nations. Nous sommes opposés aux restrictions, soit par la loi publique, soit par arrangement privé, qui nuisent au commerce, au transit et aux affaires.

De ce point de vue, nous avons beaucoup à faire chez nous. Mais c'est notre espoir, non seulement dans l'intérêt de notre propre prospérité, mais dans l'intérêt de la prospérité du monde, que le négoce, le commerce et l'accès aux matières premières et aux marchés pourront être plus libres après cette guerre que jamais ils ne le furent auparavant.

LA CHARTE DE L'ATLANTIQUE

Le Président des États-Unis d'Amérique et M. Churchill, Premier Ministre du Royaume-Uni, représentant le gouvernement de Sa Majesté, s'étant réunis, jugent bon de faire connaître certains principes sur lesquels ils fondent leurs espoirs en un avenir meilleur pour le monde, et qui sont communs à la politique nationale de leurs pays respectifs :

1° Leurs pays ne cherchent aucun agrandissement territorial ou autre ;

2° Ils ne désirent voir aucune modification territoriale qui ne soit en accord avec les vœux librement exprimés des peuples intéressés ;

3° Ils respectent le droit qu'a chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ; ils désirent que soient rendus les droits souverains et le libre exercice du gouvernement à ceux qui en ont été privés par la force ;

4° Ils s'efforceront, tout en tenant compte des obligations qu'ils ont déjà assumées, d'ouvrir également à tous les états, grands ou petits, vainqueurs ou vaincus, l'accès aux matières premières du monde et aux transactions commerciales qui sont nécessaires à leur prospérité économique ;

5° Ils désirent réaliser entre toutes les nations la collaboration la plus complète dans le domaine de l'économie, afin de garantir à toutes l'amélioration de la condition ouvrière, le progrès économique, et la sécurité sociale.

6° Après la destruction finale de la tyrannie nazie, ils espèrent voir s'établir une paix qui permettra à toutes les nations de demeurer en sécurité à l'intérieur de leurs propres frontières, et garantira à tous les hommes de tous les pays la possibilité d'une existence affranchie de la peur et du besoin ;

7° Une telle paix permettra à tous les hommes de naviguer sans crainte sur les mers ;

8° Ils ont la conviction que toutes les nations du monde, tant pour des raisons d'ordre pratique que d'ordre spirituel, devront renoncer finalement à l'usage de la force. Et du moment qu'il est impossible de sauvegarder la paix future tant que certaines nations qui la menacent — ou pourraient la menacer — possèdent des armes sur mer, sur terre et dans les airs, ils considèrent que, en attendant de pouvoir établir un système étendu et permanent de sécurité générale, le désarmement de ces nations s'impose. De même, ils aideront et encourageront toutes autres mesures pratiques susceptibles d'alléger le fardeau écrasant des armements qui accable les peuples pacifiques.

Franklin D. Roosevelt – Winston S. Churchill

P.S. : Bien entendu, l'empire britannique mentait, il suffit de regarder la sauvagerie avec laquelle il a remis les colonies au pas après la mort de FDR. Churchill avait manifestement pour mission de signer n'importe quoi, pourvu qu'il obtienne l'engagement des USA sur le front d'Europe de l'ouest, et en particulier pour empêcher l'effondrement du Royaume-uni.

L'article révolutionnaire de ce traité est l'article 4, dont l'une des conséquences aurait été de faire disparaitre l'hégémonie de certaines nations sur les ressources. Il reste encore aujourd'hui à le mettre en application en terme de droit international et de régulation économique globale.